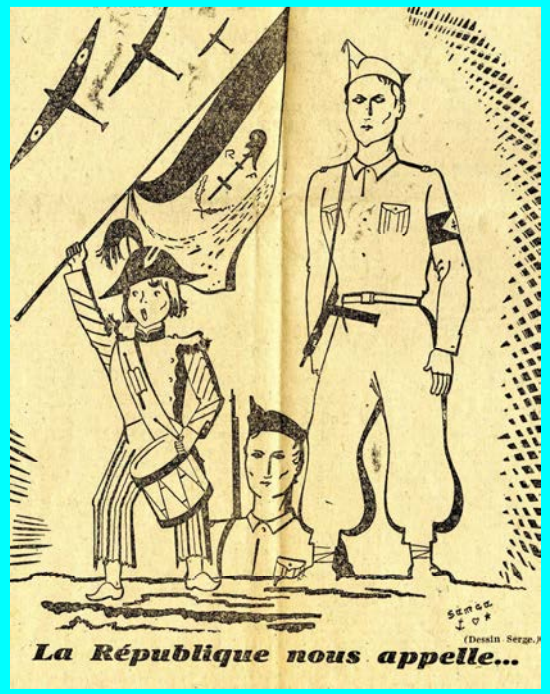
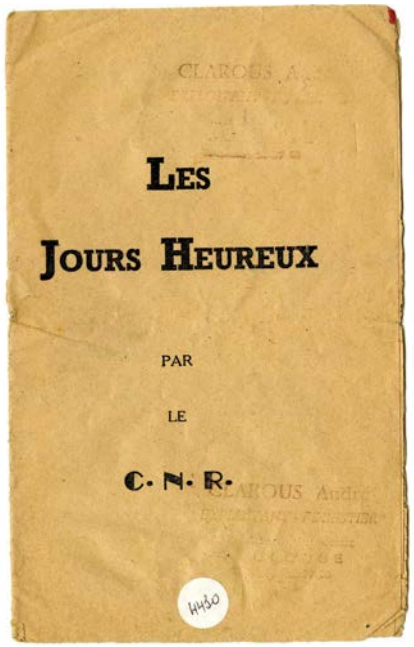
« LA LIBÉRATION DU TERRITOIRE ET LE RETOUR À LA RÉPUBLIQUE»

Plaquette de préparation du Concours départemental de la Résistance et de la Déportation 2014





Les publications du Musée départemental de la Résistance et de la Déportation

Éditorial

Pour le Conseil Général de la Haute-Garonne, le concours départemental de la Résistance et de la Déportation s'inscrit comme un temps fondamental dans la scolarité des élèves de 3ème du département. Pour cette année, le thème national qui a été retenu concerne « la Libération du territoire et le retour à la République ». Comme les années précédentes, l'équipe du Musée départemental de la Résistance et de la Déportation s'est mobilisée afin de proposer aux élèves et aux professeurs qui le visitent tous les éléments de réflexion dont ils ont besoin pour travailler sur ce thème.

Depuis plusieurs années maintenant, le soutien du Conseil Général se manifeste également par l'édition et la diffusion d'une plaquette départementale de préparation à ce Concours, diffusée auprès des établissements scolaires du département et téléchargeable librement. L'objectif est de mettre à disposition des professeurs et des élèves qui s'engagent dans sa préparation, des témoignages locaux, des parcours personnels, des archives et des documents issus des collections du Musée. Cette plaquette permettra j'en suis sûr, d'offrir aux candidats un éclairage local sur la façon dont les résistants ont su ici s'organiser afin de libérer Toulouse et la Haute-Garonne, puis de mettre en œuvre l'ambitieux programme politique, économique et social élaboré dans la clandestinité, nouveau socle républicain refondé, et destiné à pérenniser une liberté si chèrement acquise.

Le Concours départemental de la Résistance et de la Déportation n'a pas d'autre ambition que d'aider les nouvelles générations à devenir des citoyens vigilants, informés et actifs. Le message de Fraternité et de Solidarité que nous ont légué les résistants, ne saurait trouver de meilleurs défenseurs que parmi une jeunesse impliquée, et consciente des enjeux de mémoire, qui sont aussi ceux de notre temps.

Pierre IZARD
Président du Conseil Général de la Haute-Garonne

Sommaire

Le thème du concours p.4

Introduction p.5

Partie 1. Vichy contre la République p.6
1. Quelle République avant la guerre ? p.6
2. Le régime de Vichy : une dictature p.7

Partie 2. Libérer la France, refonder la République : les objectifs des résistants p.9
1. Résister : défendre les valeurs républicaines p.9
2. Résister : imaginer une nouvelle République p.11

Partie 3. Organiser la Libération p.13
1. La France Libre et les Alliés p.13
2. La Résistance intérieure p.15

Partie 4. La Libération p.18
1. Les étapes de la Libération p.18
2. La Haute-Garonne se libère p.20

Partie 5. La République restaurée p.23
1. Rétablir l'ordre p.23
2. Les nouvelles structures du pouvoir p.24
3. Les mesures républicaines mises en place p.26

Conclusion p.28

Témoignages p.29

1. Raymonde Lamouille p.30
2. Sylvette Gaillard p.31

Études de cas p.32

- Le 14 juillet dans le journal clandestin *Vive la Liberté* p.33
- Imaginer la Libération et la reconstruction de la France : l'exemple du manifeste de *Libérer et Fédérer* et *L'Insurgé* p.35
- Les notes clandestines de l'Etat-major F.F.I. p.38
- Images de la Libération de Toulouse p.40
- Rétablir l'ordre et la légalité républicaine : deux affiches toulousaines p.41
- L'épuration en Haute-Garonne p.42
- La presse de la Liberté en Haute-Garonne p.43
- Les archives du Comité Local de Libération de Lalande (Toulouse) et de Saint-Béat p.44
- 16 septembre 1944 : la visite du général De Gaulle à Toulouse p.46

Méthodologie p.47

- Conseils pour bien préparer le Concours p.48
- Rencontrer et questionner un témoin p.50

Annexes p.52

- Lexique p.53
- Bibliographie et autres ressources p.54
- Règlement du Concours p.56

Crédits photographiques et remerciements p.57

Les mots signalés par ce symbole * sont définis dans le lexique (partie « Annexes ») en fin de plaquette.

LE THÈME DU CONCOURS

Introduction

Libérer le territoire est indispensable pour la Résistance. L'occupation nazie est évidemment insupportable, humiliante, inacceptable. Mais au-delà des objectifs militaires et territoriaux, la Résistance a, dès le début, envisagé l'après-guerre : la Libération doit impliquer le retour à la République. Elle doit permettre de **la refonder avec ses valeurs de Liberté, d'Égalité et de Fraternité**. Tel était l'objectif de la Résistance, tel est **l'héritage** qu'elle nous a confié.

Comment la Libération a-t-elle permis ce retour de la République ? La plaquette de préparation au Concours proposée par le Musée départemental de la Résistance et de la Déportation tente d'y répondre en cinq points… La **première partie** permet aux candidats de comprendre le contexte. Si la Libération en 1944 entraîne le retour à la République, c'est que cette République (la IIIe) a disparu en juillet 1940, après la défaite de la France face à l'Allemagne nazie. Un nouveau régime* politique remplace alors la République : l'État français. La **deuxième partie** s'interroge sur les moyens mis en place par les résistants pour défendre la République dans la clandestinité. Ces résistants s'engagent souvent en réaction à la disparition de la République, par rejet du régime de Vichy. Résister c'est donc aussi lutter au nom des valeurs républicaines. La **troisième partie** montre alors comment les Résistances intérieure et extérieure combattent pour le retour de la République, quelles structures politiques elles créent pour donner une légitimité à la République française une fois la Libération acquise, aux yeux de nos Alliés. Les grandes phases et les combats de la Libération sont alors détaillés en **quatrième partie** révélant ainsi les difficultés rencontrées dans la reconquête de cette liberté à l'été 1944. La **cinquième et dernière partie** analyse les conditions de ce retour de la République : quelle République ? Comment est gérée la transition après la chute du régime de Vichy ? Les espoirs nés durant l'occupation sont-ils satisfaits ? La Résistance a-t-elle réussi à concrétiser ses idées ?

Pistes de travail, **conseils**, **exemples locaux** et **témoignages** réunis dans cette publication permettent de répondre à toutes ces questions mais aussi d'aller plus loin. Car préparer le Concours de la Résistance et de Déportation ne veut pas seulement dire étudier des dates et des faits. C'est apprendre à être vigilants, c'est se souvenir pour éviter les erreurs du passé et pour comprendre notre monde aujourd'hui… Le Concours reste **un formidable outil d'éducation à la citoyenneté.**

PARTIE 1. VICHY CONTRE LA RÉPUBLIQUE

1. Quelle République avant guerre ?

• **Définition.** La République est une forme d'organisation politique où **le pouvoir est donné par le peuple** à ses représentants. Ils sont **élus** et reçoivent un mandat pour **une durée déterminée.** C'est notamment le cas du chef de l'État, le **président**.

• **La IIIe République.** En septembre 1939, quand la seconde guerre mondiale commence, la IIIe République est le régime politique en France depuis 1870. C'est **le premier régime à s'imposer dans la durée** malgré des débuts difficiles. Cette République doit surmonter de nombreuses crises mais parvient à imposer ses idées, et à enraciner ses institutions. Les représentants sont élus au **suffrage universel masculin**. Seuls les hommes de plus de 21 ans votent.

- Les valeurs républicaines : elles se fondent sur la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen de 1789. La liberté, l'égalité, la fraternité, la laïcité, la souveraineté de la Nation, la séparation des pouvoirs font partie des grands principes républicains. La IIIe République apporte de nouveaux droits aux Français : l'instruction gratuite et obligatoire pour tous, le droit de grève, d'association et de réunion, la semaine de travail à 40 heures, les congés payés, etc.

- Les symboles républicains : la IIIe République instaure ***La Marseillaise*** comme hymne national en 1870 ; le **14 juillet** devient jour de fête nationale en 1880 ; le buste de **Marianne** est diffusé partout en France.

• **La République en crise.** Les années 1930 plongent la France (et les démocraties européennes) dans une **crise d'abord économique, puis sociale et enfin politique** après le *krach* boursier de 1929. Instabilité politique, succession des gouvernements* à la tête de l'État*, scandales financiers, progression du chômage... La population est en plein doute. Les **ligues et groupes d'extrême droite** se font toujours plus menaçants notamment lors des émeutes de février 1934 ; la **xénophobie** et **l'antisémitisme** se développent. Les dangers internationaux se multiplient aussi et les démocraties reculent face à la montée des dictatures. La France se trouve cernée par l'Allemagne nazie et l'Italie fasciste.

• **1939 : La République et ses dérives.** Voulant éviter la guerre à tout prix, la République française refuse d'accepter la réalité, renie ses principes. Elle ne réagit pas face à l'expansion des nazis ; elle n'intervient pas en Espagne pour aider les Républicains battus par les troupes de Franco ; elle ouvre des **camps d'internement** où sont enfermées arbitrairement toutes personnes suspectes etc. Le pays se divise entre **pacifisme** et **bellicisme***.

LES DÉMOCRATIES EN ETAT D'ALERTE

L'expansion de l'Allemagne nazie menace les démocraties européennes incapables de s'opposer à Hitler. Entrefilet publié dans *La Dépêche* du 21 mars 1939.

La France de la IIIe République craint la contagion fasciste. C'est pour cela qu'elle n'intervient pas lors de la guerre civile espagnole. Affiche de 1937.

La IIIe République « accueille » bien mal les réfugiés républicains espagnols ayant fui Franco en février 1939. Elle crée en toute hâte des camps d'internement sur les plages du Roussillon où les réfugiés s'entassent en plein hiver.

2. Le régime de Vichy : une dictature

• La IIIe République s'effondre. Le **3 septembre 1939**, la France déclare la guerre à l'Allemagne nazie. La mobilisation générale est décrétée mais, au début, les combats ne commencent pas. Ce n'est que le **10 mai 1940**, après huit mois de « drôle de guerre », que l'armée allemande attaque. La France est vaincue en seulement six semaines. Le **maréchal Pétain**, « héros de Verdun », est nommé chef du gouvernement le **16 juin** et demande **l'armistice** aux nazis signé le **22 juin 1940**. Le pays est coupé en deux zones : une **zone occupée** par l'Allemagne nazie au Nord, et une **zone non occupée** au Sud gérée par un gouvernement français et le maréchal Pétain. Il décide également de **collaborer*** avec Hitler.

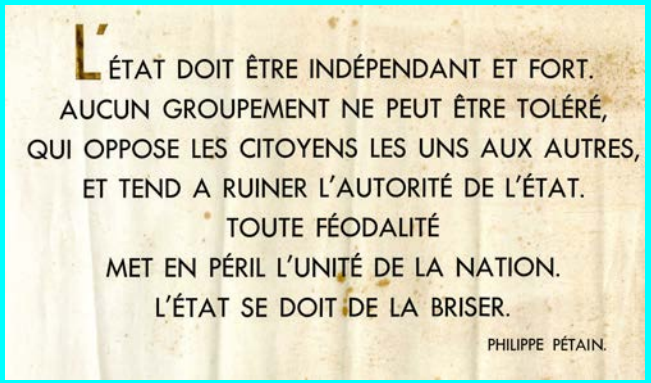
• Les pleins pouvoirs au maréchal. Après l'armistice, le gouvernement français s'installe à **Vichy**, nouvelle capitale de la zone non occupée. Pétain convoque le Parlement le **10 juillet 1940** pour voter une nouvelle Constitution. **569 députés et sénateurs votent** les pleins pouvoirs au maréchal, seulement 80 s'y opposent dont **Léon Blum** et **Vincent Auriol [illust. 1]**, député de la Haute-Garonne. La République disparait au profit d'un nouveau régime, **l'État français, véritable dictature** organisée autour du maréchal Pétain qui a, entre ses mains, tous les pouvoirs.

• Vichy, négation de la République et de la démocratie. Au lendemain du 10 juillet 1940, les institutions républicaines, les partis politiques et les élus disparaissent. Le Parlement n'est plus réuni. Plus de droit de vote, ni de droit de grève. Il devient interdit de se réunir, de s'associer, de manifester, de se syndiquer. Plus aucune loi n'est votée, le pouvoir impose ses idées. Toute contradiction ou opposition est réprimée. Le gouvernement de Philippe Pétain se caractérise par son **mépris de la démocratie** et son **anti républicanisme**.

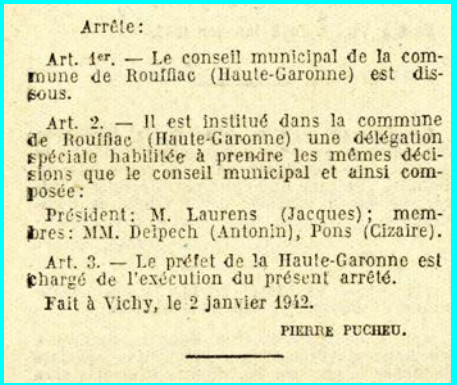
- La guerre des symboles. Le nouveau pouvoir cherche à démonter l'héritage républicain. Les symboles de la République disparaissent. La devise républicaine « Liberté, Égalité, Fraternité » devient **« Travail, Famille, Patrie »**. La Marianne est remplacée par la **Francisque**, et *La Marseillaise* est évincée par ***Maréchal, nous voilà***.

- Les valeurs républicaines bafouées. Régime autoritaire et répressif, le gouvernement de Vichy rejette clairement les notions de fraternité et d'égalité entre les hommes. L'**antisémitisme** et la **xénophobie** sont au cœur de ses idées. Juifs et étrangers sont désignés comme responsables de la défaite, comme les ennemis de la France. La liberté d'expression et d'opinion est abolie, tous les médias sont censurés, contrôlés.

Vincent Auriol s'oppose à la dictature du maréchal Pétain. Pour cela, il est suspendu de ses fonctions de maire à Muret, puis emprisonné en septembre 1940. Relâché par la suite, il reste sous surveillance.



Cette affiche est éditée par le gouvernement de Vichy afin de promouvoir et légitimer les mesures liberticides mises en place. À travers ce texte, c'est l'interdiction des partis politiques, des associations, des syndicats qui est justifiée.



Arrête :

Art. 1er. — Le conseil municipal de la commune de Rouffiac (Haute-Garonne) est dissous.

Art. 2. — Il est institué dans la commune de Rouffiac (Haute-Garonne) une délégation spéciale habilitée à prendre les mêmes décisions que le conseil municipal et ainsi composée :

Président : M. Laurens (Jacques) ; membres : MM. Delpech (Antonin), Pons (Cizaire).

Art. 3. — Le préfet de la Haute-Garonne est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Vichy, le 2 janvier 1942.

PIERRE PUCHEU.

Le conseil municipal de Rouffiac est dissout en 1942 comme beaucoup d'autres municipalités, fréquemment suspendues par Vichy. Le régime place ses fidèles représentants, en remplacement des maires qui ne sont plus élus. *Journal officiel* du 4 janvier 1942.

• **Le procès de Riom.** Début 1942, le régime de Vichy veut prendre sa revanche sur la IIIe République. Un procès mis en scène s'ouvre à Riom (près de Clermont-Ferrand) le **19 février 1942**. Certains anciens ministres républicains sont sur le banc des accusés comme **Léon Blum** (président du Conseil du Front Populaire) et **Édouard Daladier**. Selon Vichy, ils ont précipité la France dans la défaite. Le but des autorités est de désigner des responsables et de faire la démonstration de l'incontestable erreur de la République. Mais **c'est un échec** : les accusés se défendent et pointent les failles du maréchal, ministre de la Guerre dans les années 1930.

• **Une population aux ordres.** On peut se demander pourquoi la population a accepté de tels changements. Il faut se remettre dans le contexte de juin 1940. Les Français sont **traumatisés par la défaite** qui est un choc considérable. Ils sont comme prostrés face à l'ampleur de la catastrophe. Pour beaucoup, les chefs de la gauche républicaine et de la IIIe République sont responsables du désastre national. **L'intense propagande** et **l'immense popularité de Pétain** expliquent aussi la passivité de la population.

- **Embrigadement et propagande:** Toute la population est strictement **encadrée**, notamment la jeunesse. Il s'agit de façonner les enfants à l'idéologie de Pétain. Tous les matins, les élèves chantent face à son portrait, *Maréchal, nous voilà*. À l'image d'Hitler, Staline et Mussolini, Pétain est le chef absolu à qui il faut vouer un **culte**. D'innombrables objets le représentent : drapeaux, bustes, affiches, calendriers, plaques de rue… Le maréchal est partout, **omniprésent** au quotidien **[illust. 3 et 4]**.

- **La « Révolution nationale » :** L'idéologie officielle prévoit un **retour à l'ordre moral** et une restauration des **valeurs conservatrices**, afin de *« redresser le pays »*. Ces valeurs s'opposent en tous points à celles de la IIIe République. Le régime de Vichy redonne par exemple une grande place à l'Église, alors qu'elle avait perdu de son influence sous la République.

La fin de la République justifiée par Pétain :

« Français, la France a connu, il y a quatre mois, l'une des plus grandes défaites de son histoire. Cette défaite a de nombreuses causes, mais toutes ne sont pas d'ordre technique. Le désastre n'est, en réalité, que le reflet, sur le plan militaire, des faiblesses et des tares de l'ancien régime politique. Ce régime, pourtant, beaucoup d'entre vous l'aimaient. Votant tous les quatre ans, vous vous donniez l'impression d'être les citoyens libres d'un État libre […]. C'est sur cet amas de ruine qu'il faut aujourd'hui reconstruire la France […]. L'autorité est nécessaire pour sauvegarder la liberté et l'État.».

Extrait du discours radiodiffusé du maréchal Pétain, 11 octobre 1940.

Dans la presse d'extrême droite, le procès de Riom provoque un déchaînement de haine à l'encontre des accusés. *Gringoire*, hebdomadaire français satirique et surtout antisémite, y prend pleinement part. *Gringoire* du 8 août 1941.

A L'HOTEL DE VILLE DE VICHY

LES PRÉFETS ont prêté serment au Maréchal

LA DÉPÊCHE

EDITION DU SOIR — JOURNAL DE LA DEMOCRATIE

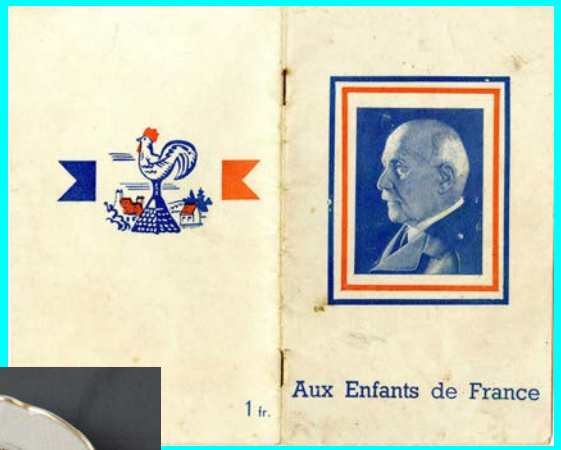
1 FRANC — VENDREDI 20 FEVRIER 1942

PREMIÈRE AUDIENCE DU PROCÈS DE RIOM

Le grand débat sur les responsabilités de la guerre s'est ouvert devant la Cour suprême. — Les chefs d'accusation

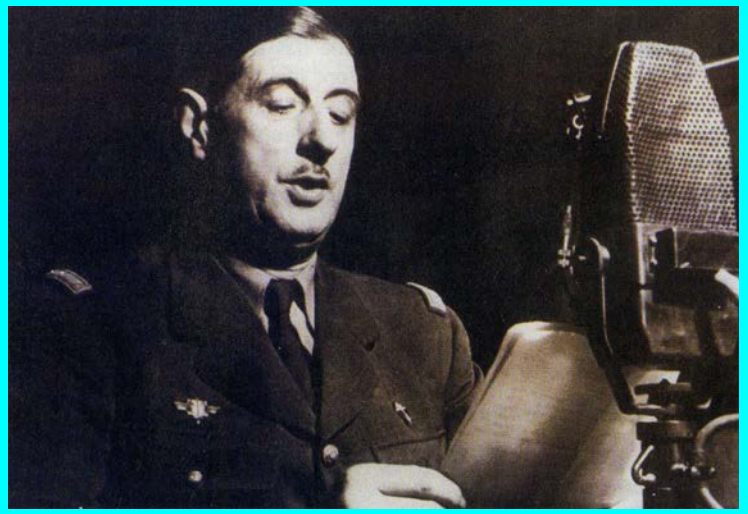
Le général Gamelin, s'inclinant dans un esprit de fidélité, renonce à se défendre. — M. Léon Blum fait une déclaration.

La Dépêche du 20 février 1942.



Ce livre pour enfants et cette assiette décorative montrent que le culte de la personnalité autour du maréchal Pétain est particulièrement développé. Comme dans toutes les dictatures, le chef doit être adoré du peuple

PARTIE 2. LIBÉRER LA FRANCE, REFONDER LA RÉPUBLIQUE : OBJECTIFS DES RÉSISTANTS



A TOUS LES FRANÇAIS

La France a perdu une bataille!
Mais la France n'a pas perdu la guerre!

Des gouvernants de rencontre ont pu capituler, cédant à la panique, oubliant l'honneur, livrant le pays à la servitude. Cependant, rien n'est perdu!

Rien n'est perdu, parce que cette guerre est une guerre mondiale. Dans l'univers libre, des forces immenses n'ont pas encore donné. Un jour, ces forces écraseront l'ennemi. Il faut que la France, ce jour-là, soit présente à la victoire. Alors, elle retrouvera sa liberté et sa grandeur. Tel est mon but, mon seul but!

Voila pourquoi je convie tous les Francais, où qu'ils se trouvent, à s'unir à moi dans l'action, dans le sacrifice et dans l'espérance.

Notre patrie est en peril de mort.
Luttons tous pour la sauver!

VIVE LA FRANCE !

TO ALL FRENCHMEN..

LONG LIVE FRANCE!

GÉNÉRAL DE GAULLE

QUARTIER-GÉNÉRAL,
4, CARLTON GARDENS,
LONDON, S.W.1.

1. Résister : défendre les valeurs républicaines

• **Qui veut libérer la France ?** Après l'instauration des deux zones et l'occupation nazie, la guerre est finie pour la France puisqu'elle est perdue. **Le régime de Vichy ne cherche pas à libérer le pays**, et accepte les conditions de la défaite en collaborant avec les nazis.

- **Charles De Gaulle :** Sous-secrétaire d'État à la Guerre, le général De Gaulle **[illust. 1]** se replie à Londres le 17 juin 1940 alors que le maréchal Pétain va signer l'armistice. Il refuse la défaite et décide d'organiser la Résistance (et donc la Libération) depuis l'Angleterre aux côtés des Alliés. Il lance **un appel à la Résistance** à la radio anglaise le **18 juin 1940 [illust. 2].**

- **Les résistants :** En France, des hommes et des femmes ne supportent pas la défaite et l'occupation allemande. Ils **s'opposent** donc au régime de Vichy et aux nazis. Ils choisissent la désobéissance, l'action et l'insoumission. Les résistants osent s'engager pour de multiples raisons : **vouloir protéger** ses intérêts, sa liberté, ses droits, sa famille, son pays ; **être contre** les décisions, l'idéologie et la politique du maréchal Pétain ; et bien sûr **défendre la République et ses valeurs** de Liberté, d'Égalité et de Fraternité.

• **Une libération d'abord difficile.** Pour les résistants, la Libération est une évidence : les nazis doivent être chassés, la France doit retrouver son territoire. Mais cette Libération militaire n'est pas réalisable pour le moment. Les débuts de la Résistance sont laborieux pour plusieurs raisons :

- Les résistants sont trop **peu nombreux**, **minoritaires**.
- Les résistants n'ont **pas de moyens**, **pas de financement**, **pas d'armes**.
- Les résistants ne sont **pas encore organisés**, les groupes sont **isolés** et ne se connaissent pas entre eux.
- Les résistants n'ont **pas l'adhésion de la population** qu'il faut convaincre.
- Les résistants se mettent en **danger**, subissent des **représailles**. Leur combat est **clandestin**.

Pour les premiers engagés, résister se résume à **essayer de « faire quelque chose »**. Le passage de l'ombre à la lumière relève d'un long processus de structuration. Ce n'est qu'en 1943 que les différents groupes, organisés en **réseaux*** et **mouvements***, parviennent à

DEFENSE DE LA FRANCE

PARIS — 2e EDITION
15 DECEMBRE 1943
N° 42

JOURNAL FONDE LE 14 JUILLET 1941

« Je ne crois que les histoires dont les témoins se feraient égorger. » PASCAL

JUILLET 1942

combat

Les "Fusillés" de Marseille seront vengés

Dans la guerre comme dans la paix le dernier mot est à ceux qui ne se rendent jamais - Clemenceau.

ORGANE DU MOUVEMENT DE LIBÉRATION FRANÇAISE

Les Voiles sont déchirés

14 Juillet 1942

Le 14 Juillet 1942 aura marqué une date dans l'histoire du relèvement national.

N° 5

14 JUILLET 1944

QUARANTE-QUATRE

ORGANE DES MOUVEMENTS DE LIBÉRATION NATIONALE DE LA RÉGION DE TOULOUSE

(*Front National, C. G. T., Parti Socialiste, Parti Communiste, Parti Radical, Parti Social-Démocrate Chrétien, F. U. J. P.*)

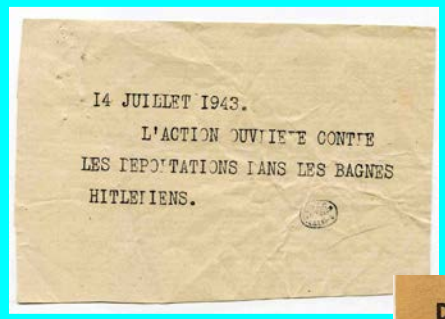
Présence du Général de Gaulle

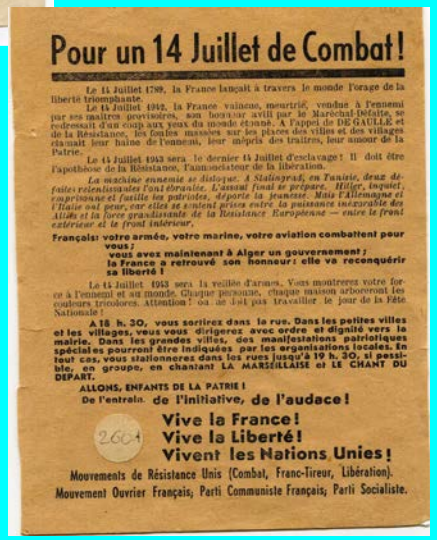
Partout le Boche doit faire face, non seulement aux grandes réalités

14 JUILLET

« Allons, enfants de la Patrie,
« Le jour de gloire est arrivé ! »

Ils veulent nous enchaîner ! Brisons leurs chaînes.


14 JUILLET 1943.
L'ACTION OUVRIERE CONTRE
LES DEPORTATIONS DANS LES BAGNES
HITLERIENS.


Pour un 14 Juillet de Combat!

Le 14 Juillet 1789, la France lançait à travers le monde l'orage de la liberté triomphante.

Le 14 Juillet 1942, la France vaincue, meurtrie, vendue à l'ennemi par ses maîtres provisoires, son honneur avili par le Maréchal-Défaite, se redressait d'un coup aux yeux du monde étonné. A l'appel de DE GAULLE et de la Résistance, les foules massées sur les places des villes et des villages étouffaient leur haine de l'ennemi, leur mépris des traîtres, leur amour de la Patrie.

Le 14 Juillet 1943 sera le dernier 14 Juillet d'esclavage ! Il doit être l'apothéose de la Résistance, l'annonciateur de la libération.

La machine ennemie se disloque. A Stalingrad, en Tunisie, deux défaites retentissantes l'ont ébranlée. L'assaut final se prépare. Hitler, inquiet, emprisonne et fusille les patriotes, déporte la jeunesse. Mais l'Allemagne et l'Italie ont peur, car elles se sentent prises entre la puissance inexorable des Alliés et la force grandissante de la Résistance Européenne — entre le front extérieur et le front intérieur.

Français: votre armée, votre marine, votre aviation combattent pour vous;
vous avez maintenant à Alger un gouvernement;
la France a retrouvé son honneur: elle va reconquérir sa liberté !

Le 14 Juillet 1943 sera la veillée d'armes. Vous montrerez votre force à l'ennemi et au monde. Chaque personne, chaque maison arboreront les couleurs tricolores. Attention ! on ne doit pas travailler le jour de la Fête Nationale !

A 16 h. 30, vous sortirez dans la rue. Dans les petites villes et les villages, vous vous dirigerez avec ordre et dignité vers la mairie. Dans les grandes villes, des manifestations patriotiques spéciales pourront être indiquées par les organisations locales. En tout cas, vous stationnerez dans les rues jusqu'à 19 h. 30, si possible, en groupe, en chantant LA MARSEILLAISE et LE CHANT DU DEPART.

ALLONS, ENFANTS DE LA PATRIE !
De l'entrain, de l'initiative, de l'audace !

Vive la France !
Vive la Liberté !
Vivent les Nations Unies !

Mouvements de Résistance Unis (Combat, Franc-Tireur, Libération).
Mouvement Ouvrier Français; Parti Communiste Français; Parti Socialiste.

Le 14 juillet, symbole républicain, est omniprésent dans les journaux et tracts de la Résistance :
- *Défense de la France* du 15 décembre 1943 « Journal fondé le 14 juillet 1941 ».
- *Combat* de juillet 1942.
- *Quarante-Quatre* du 14 juillet 1944.
- Tract appelant à manifester le 14 juillet 1943.
- Tract pour mobiliser la population le 14 juillet 1943.

être efficaces. Plusieurs années sont nécessaires pour que la Résistance soit capable de s'organiser en armée. Le chemin vers la Libération est donc long, incertain.

• **Une guerre des mots et des idées.** La guerre ne peut pas se faire pour l'instant sur le champ de bataille ; les résistants se livrent alors à une guerre des idées. L'objectif est de convaincre la population de la nécessité de défendre la République puis de la restaurer une fois la Libération acquise. Une **contre-propagande** s'engage face au régime de Vichy.

- Avec quels moyens ? Chanter *La Marseillaise* ; écrire sur les murs la devise républicaine ; imprimer et distribuer des tracts pour défendre l'idéal républicain ; manifester le 14 juillet **[illust. 4]**, ce qui est pourtant interdit par le gouvernement de Vichy.

- Quelles idées ? Quels symboles ? Dans les tracts et les journaux clandestins **[illust. 1 à 3]**, l'héritage de la Révolution française est très présent. Les résistants rappellent les acquis de la Révolution qui a apporté la République en France. Ils exhortent les Français à s'identifier aux combats des révolutionnaires de 1789 qu'ils jugent proches de ceux des résistants. Ils dénoncent également les abus du régime de Vichy et la suppression des libertés individuelles.

- En Haute-Garonne. Parmi les premiers groupes de résistants qui se créent, beaucoup revendiquent leur attachement à la République et ses valeurs. C'est le cas du groupe **« Vive la Liberté ! »** mais aussi du groupe **« Vérité »** dont **François Verdier**, futur chef de la Résistance en Sud-Ouest, est membre. Un autre groupe toulousain choisit en septembre 1940 la devise républicaine comme nom : il s'agit du **L.E.F., groupe « Liberté, Égalité, Fraternité »** qui s'organise autour du colonel Bonneau. La référence républicaine est ici tout un symbole.

Henri Noguères, membre de L.E.F., explique pourquoi ce groupe s'est fondé :
« Il nous semblait en effet urgent d'affirmer la continuité républicaine et d'éviter toute ambigüité d'entente avec les amis du Maréchal soi-disant ennemi de l'Allemagne.»

• **1941-1942 : un tournant.** Certains résistants placent immédiatement au centre de leur combat les valeurs républicaines. Mais c'est surtout à **l'été 1941** que beaucoup de personnes prennent conscience de la politique du régime de Vichy et s'engagent. En 1942, le général De Gaulle depuis l'Angleterre modère sa critique de la IIIe République. La refondation de la République devient **la priorité de tous les résistants**.

C'est une étape décisive qui amène les réseaux et mouvements de résistance à rédiger des programmes politiques et des projets de société souvent très développés dans la clandestinité.

Numéro 2 - Juillet 43 - Prix : 2 fr.

après... la Résistance par la Révolution pour la République

Ni Mouvement — Ni Parti
Une Tribune des Français pour les Français

Propos du Citoyen

LIBÉRER ET FÉDÉRER

Organe du mouvement révolutionnaire pour la libération et la reconstruction de la France

Pour les ouvriers

Nous voulons :

Gagner la guerre et gagner la paix

CE QUE nous sommes

CE QUE nous voulons

14 juillet 1942

Pour les paysans

Nous voulons :

Manifestez le 14 juillet !

Pas un ouvrier pour forger en Allemagne nos propres chaînes !

Avril-Mai 1944

LIBÉRER ET FÉDÉRER L'INSURGÉ

Organe du Mouvement Révolutionnaire Socialiste

MANIFESTE

La victoire ne résoudra pas tous les problèmes...

La reconstruction de la France devra se faire au profit du peuple...

Gagner la guerre et gagner la paix...

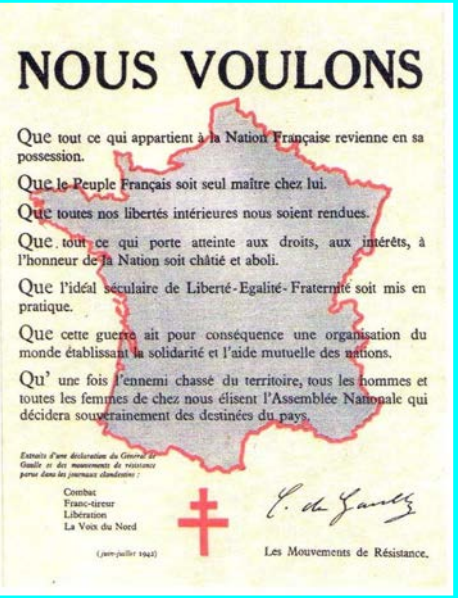
Le manifeste publié conjointement par « Libérer et Fédérer » et « L'Insurgé » de Lyon en avril-mai 1944. Sur quatre pages denses, les mouvements défendent l'idée d'un socialisme basé sur le respect de la liberté individuelle et de la personne humaine, en passant par une révolution sans guerre civile et en excluant les anciens hommes et les anciens partis.

2. Résister : imaginer une nouvelle République

• **La République de demain.** À partir de 1942, les journaux clandestins multiplient les articles de **projets** pour l'après-guerre. Des **programmes politiques** entiers, souvent révolutionnaires, sont rédigés. Par exemple, le mouvement *Défense de la France* titre « Pourquoi la IVe République ? » au printemps 1943. Le mouvement *Libération* publie « Les cahiers politiques » en avril 1943. En juin 1943, le journal *Le Populaire* titre « Le parti socialiste propose un programme commun à la Résistance ». Puis en août, la CGT présente également son « programme d'action », ainsi que le Front National (mouvement communiste de résistance) fin novembre avec son « Projet d'une charte de la Résistance ». Grâce à une **presse clandestine très développée**, les résistants diffusent leurs idées de changement et leurs aspirations **[illust. 1]**. Pourchassés et persécutés, ils prennent tous les risques pour fabriquer ces journaux et pour communiquer leurs convictions.

• **Quelles idées ?** Dans leurs journaux, les résistants s'opposent aussi bien à Vichy qu'à un retour strict à la IIIe République. **Rejet du présent et refus du passé**… Ils ont conscience que la défaite de 1940, et la mise en place de la dictature de Vichy s'expliquent en partie par les erreurs de cette République. Ils cherchent à **comprendre les circonstances** qui ont jeté le pays et l'Europe dans la guerre et le chaos pour en **éviter le retour**. Puisque la société d'avant s'est révélée inefficace, il est indispensable de la changer radicalement. Pour les résistants, penser une nouvelle société, c'est d'abord **bâtir une paix durable** et **privilégier la justice sociale**. Cela passe nécessairement par la restauration de la République et de son idéal.

• **Le mouvement toulousain « Libérer et Fédérer ».** Il se crée en **1942** autour de plusieurs intellectuels et professeurs toulousains. « Libérer et Fédérer » publie **le premier numéro de son journal le 14 juillet 1942 [illust. 2]**. Il s'ouvre par une **profession de foi** intitulée « Ce que nous sommes, Ce que nous voulons » : pour le mouvement, la préparation de l'avenir doit autant compter que la Libération du pays. Il faut **gagner la guerre**, *« réduire à l'impuissance les pays totalitaires »*, et **gagner la paix**, c'est-à-dire *« unir les nations européennes pour créer les conditions d'une paix durable »*. L'objectif est donc de « Libérer » (la France et l'Europe) et de « Fédérer » (les peuples européens pour la paix). Comme dans beaucoup d'autres journaux clandestins, « Libérer et Fédérer » refuse un retour au passé (*« Les anciens partis sont morts. Leurs formules vieilles ont fait faillite. »*). Mais c'est surtout **son programme politique, économique et social** qui est original. Pour le mouvement, le pouvoir central doit être limité, pour être réparti aux niveaux régionaux, départementaux et communaux. Ce « programme d'action », cohérent et réaliste, dessine en filigrane dès 1942 les contours du principal texte que la France clandestine a produit, le programme du Conseil National de la Résistance.



NOUS VOULONS

Que tout ce qui appartient à la Nation Française revienne en sa possession.

Que le Peuple Français soit seul maître chez lui.

Que toutes nos libertés intérieures nous soient rendues.

Que tout ce qui porte atteinte aux droits, aux intérêts, à l'honneur de la Nation soit châtié et aboli.

Que l'idéal séculaire de Liberté-Egalité-Fraternité soit mis en pratique.

Que cette guerre ait pour conséquence une organisation du monde établissant la solidarité et l'aide mutuelle des nations.

Qu' une fois l'ennemi chassé du territoire, tous les hommes et toutes les femmes de chez nous élisent l'Assemblée Nationale qui décidera souverainement des destinées du pays.

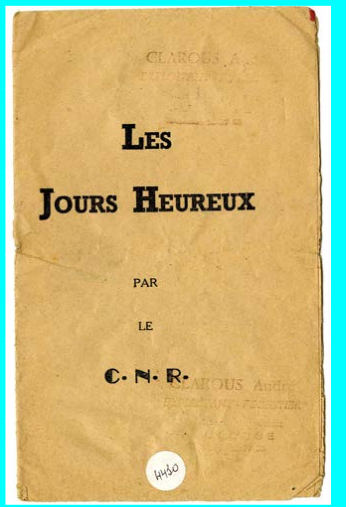
Extraits d'une déclaration du General De Gaulle et des mouvements de résistance parue dans les journaux clandestins :

Combat
Franc-tireur
Libération
La Voix du Nord

(juin-juillet 1942)

Les Mouvements de Résistance.

Tract « Nous voulons… » reproduisant une déclaration commune des Mouvements de la Résistance et du Général De Gaulle en juin-juillet 1942.



LES JOURS HEUREUX

PAR LE C.N.R.

Journal *Libération* de mai 1944.

N° 46. ORGANE DU MOUVEMENT DE LA LIBÉRATION NATIONALE Édition Z. S.

LIBERATION

NUMERO SPECIAL MAI 1944

Un seul chef : DE GAULLE - Une seule lutte : POUR NOTRE PATRIE

Notre seul but est de rendre la parole au peuple français. (DE GAULLE)

PROGRAMME D'ACTION DE LA RESISTANCE

Ils ne nous auront pas par la terreur

Plan d'action immédiate

- **Le Conseil National de la Résistance.** Pendant les deux premières années de la guerre, les groupes, mouvements et réseaux de résistance travaillent séparément. Le général De Gaulle charge donc **Jean Moulin**, préfet révoqué par Vichy, de regrouper, d'uniformiser et de fusionner les forces dispersées de la **Résistance intérieure***. C'est chose faite en 1943 avec la mise en place des **M.U.R. (Mouvements Unis de la Résistance)**. Ils rassemblent les trois principales organisations clandestines (*Combat*, *Libération Sud* et *Franc-Tireur*) en une seule structure. C'est dans cette logique qu'est créé le **Conseil National de la Résistance (C.N.R)**.

- **Le programme du C.N.R. et son contexte.** Le C.N.R. se réunit pour la première fois le **27 mai 1943** à Paris. Cependant, son programme n'est adopté qu'en **mars 1944** car il n'est pas le fruit de l'improvisation, mais bien le résultat d'une profonde réflexion. Il s'inspire notamment des autres programmes écrits dans la clandestinité.

- **Le contenu du programme.** C'est un programme politique, économique et social. Il s'intitule ***Les Jours Heureux*** **[illust. 2]**. Cet ensemble de mesures concrètes propose une série de nouveaux droits comme ceux acquis par la Révolution Française. Ainsi, le C.N.R. propose :
  - Un **retour au suffrage universel**.
  - Une **véritable liberté et indépendance de la presse**.
  - Une **intensification de la production nationale**.
  - Le développement de **l'instruction et de la culture pour tous**.
  - La **décolonisation** et l'extension des droits pour tous les habitants des colonies.
  - Une **« véritable démocratie économique et sociale »** qui prévoit l'organisation rationnelle de l'économie, et un certain nombre de nationalisations.
  - Une « République sociale » avec la **reconnaissance du droit au travail et au repos**, le réajustement des salaires, le retour à un syndicalisme indépendant, la mise en place d'une **Sécurité Sociale**, la garantie de la **sécurité de l'emploi** et d'une **retraite** pour finir sa vie dignement.

Ce programme repose donc sur de nombreuses valeurs universelles : la **démocratie**, la **liberté**, la **solidarité**, la **laïcité**, la **justice**, les **droits de l'homme**, **l'égalité**, le **civisme**, **l'intérêt général** etc. Publié dans la clandestinité sous forme de brochures, ce programme est diffusé en régions auprès des groupes de résistants et ses idées sont promues dans les journaux clandestins **[illust. 3]**.

PARTIE 3. ORGANISER LA LIBÉRATION

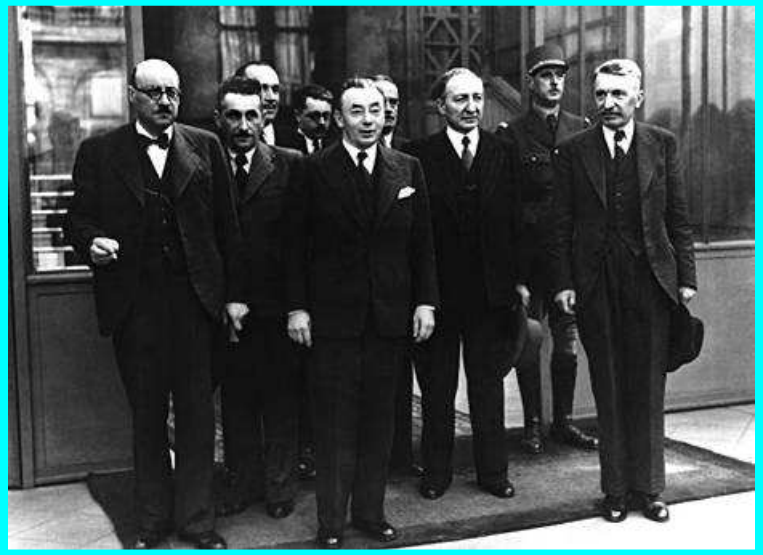
Les idées doivent maintenant se concrétiser en actes. La Libération s'organise à deux niveaux : autour de Charles De Gaulle et des Alliés en Angleterre notamment ; en France avec la Résistance intérieure. Trois enjeux se dégagent : la libération militaire bien sûr (il faut gagner la guerre), la légitimité politique de la France résistante, et enfin la souveraineté et l'indépendance du pays une fois la libération acquise.

1. La France Libre et les Alliés

• L'appel du 18 juin et ses conséquences. Charles De Gaulle arrive à Londres le 17 juin 1940. Il refuse la défaite de son pays et considère le gouvernement de Pétain comme illégitime. Il obtient du premier ministre anglais, **Churchill**, la mise à sa disposition de **la radio anglaise, la B.B.C.**, pour lancer son appel à la Résistance. Peu de Français l'entendent cependant : c'est la défaite et le général De Gaulle est alors inconnu. Le contexte n'est donc pas favorable. Dans les mois suivants, De Gaulle répète inlassablement son appel. Progressivement, le bouche à oreille fonctionne en France. Des hommes et des femmes décident de rejoindre le général en Angleterre.

• Une légitimité nécessaire. De Gaulle a tout à construire face aux Alliés. **Il n'est pas le représentant officiel de la France.** Le pays a toujours un gouvernement légal qui le représente sur son territoire : le régime de Vichy est d'ailleurs encore reconnu par presque tous les pays, sauf la Grande-Bretagne. De Gaulle doit donc assoir sa légitimité face aux Britanniques. Il doit les convaincre qu'il incarne la France. De plus, l'objectif du général est de **maintenir la France dans la guerre** afin qu'au jour de la victoire finale, elle soit présente aux côtés des vainqueurs. Le pays ne doit pas apparaître comme un allié des nazis. De Gaulle veut se démarquer fermement du régime de Vichy **pour être le représentant d'une France républicaine et démocratique.** Il crée donc **la France Libre** avec trois buts : reconstruire une armée, rallier les territoires d'outre-mer, fonder un véritable État.

• La France Libre. C'est donc l'institution qui représente la France toujours en guerre et en résistance. Ceux qui la composent s'appellent **les Français Libres**, des hommes et des femmes qui se battent aux côtés du général. Dès le **28 juin 1940**, De Gaulle est reconnu par les Britanniques comme **chef des Français Libres**. Le **7 août**, il signe un accord avec Churchill donnant à la France Libre **une assise administrative et financière**. Durant l'été 1940, plusieurs colonies françaises se rallient à la France Libre. **Félix Eboué, gouverneur du Tchad**, est le seul haut responsable administratif à passer du côté de De Gaulle. Suivent également le Cameroun, la Polynésie française, la Nouvelle-Calédonie, les comptoirs de l'Inde et l'Afrique Équatoriale Française. En août 1940, la France Libre obtient une **assise**



Le 5 juin 1940, Charles De Gaulle entre au gouvernement comme sous-secrétaire d'État à la Guerre. Il est promu général. Chargé des relations avec nos alliés britanniques, il effectue plusieurs allers-retours entre la France et l'Angleterre. Face à la défaite du pays, il décide de partir définitivement pour Londres.

Le colonel d'infanterie de Gaulle est mis d'office à la retraite

Bordeaux, 24 juin. — Le « Journal Officiel » des 23 et 24 juin publie une décision ministérielle, en date du 22 juin 1940, annulant la promotion au grade de général de brigade à titre temporaire du colonel d'infanterie breveté de Gaulle.

Par ailleurs, par un décret en date du 23 juin, le colonel d'infanterie de Gaulle est mis d'office à la retraite, par mesure de discipline.

Le général De Gaulle est puni pour son acte de désobéissance. Il est condamné à mort par contumace (puisqu'il n'est pas présent) par le régime de Vichy qui le dégrade et le met d'office à la retraite. *La France de Bordeaux et du Sud Ouest* du 25 juin 1940.

territoriale importante et **un nombre d'hommes conséquent** grâce aux territoires de l'Empire colonial français. Ces effectifs permettent de **créer une véritable armée** : les **Forces Françaises Libres**.

• **Les Forces Françaises Libres (F.F.L.).** Le **14 juillet 1940**, le général passe en revue ses troupes à Londres. **3 000 volontaires (civils ou militaires)** l'ont rejoint. Fin juillet 1940, les effectifs de la France Libre ne s'élèvent pourtant qu'à 7 000 hommes sur les 115 000 soldats français présents en Angleterre. Mais les ralliements se multiplient dont certains militaires de l'armée française : Pleven, de Hauteclocque (le futur général **Leclerc**), Hettier de Boislambert et Larminat. À la **fin de l'année 1940**, **35 000 hommes** se battent dans les rangs des Forces Françaises Libres qui disposent d'une **marine** et d'une **aviation**. À l'été 1943, elles réunissent environ **70 000 soldats**. Les Français se battent avec les Alliés pour libérer leur pays mais aussi sur tous les fronts partout dans le monde : en Afrique Orientale, au Moyen Orient, au Gabon, au Tchad etc. Les F.F.L. remportent d'éclatantes victoires comme à **Bir Hakeim (Lybie) en mai-juin 1942 [illust. 2]**. Elles participent au débarquement en Afrique du Nord le 8 novembre 1942 qui permet à la France Libre de s'installer à Alger.

Cette armée permet d'affirmer la présence de la France dans la guerre et de légitimer le général De Gaulle de façon définitive.

• **Les institutions politiques.** Le général dote peu à peu la France Libre d'institutions politiques. Il met en place un gouvernement provisoire qui représente la France politiquement, des services civils et militaires et même un *Journal Officiel*. Plusieurs institutions se succèdent avant l'instauration de ce gouvernement provisoire.

- Le Comité National Français. Créé le **24 septembre 1941**, il est composé de **sept commissaires** (équivalents aux ministres) nommés par De Gaulle. Le fonctionnement de la France Libre commence alors à ressembler à celui d'un gouvernement régulier.

- Le Comité Français de Libération Nationale. Créé le **3 juin 1943**, il remplace le C.N.F. Ce n'est pas encore un gouvernement provisoire mais **un pouvoir central français** qui gère les territoires libérés et dirige la lutte militaire. De Gaulle le copréside avec le **général Giraud**. Le C.F.L.N. est **une étape importante** qui prépare la prise de pouvoir à la Libération et le retour à la légalité républicaine. Une Assemblée consultative provisoire est aussi instaurée en **novembre 1943** à **Alger**. **La vie politique républicaine renaît** : les débats reprennent, les partis politiques se reforment.

- Le Gouvernement Provisoire de la République Française remplace le C.F.L.N. le **3 juin 1944** en vue de sa mise en place après la Libération. Il siège toujours à **Alger** ; **De Gaulle en est le président**.

Le général De Gaulle passe en revue les troupes issues de l'Empire colonial français et incorporées dans les Forces Françaises Libres.

Deux Français Libres de la région toulousaine qui ont rejoint Charles De Gaulle et la France Libre : Alain Savary et Albert Mauran.

2. La Résistance intérieure

Comme en l'Angleterre, l'organisation de la Libération sur le territoire français en métropole se fait à deux niveaux : sur le plan <u>politique</u> (pour assurer la mise en place de la République une fois la Libération acquise) et sur le plan <u>militaire</u> (afin que les groupes de résistants soient efficaces lors des combats de la Libération).

• **Les M.U.R. et le C.N.R. :** Pour pouvoir envisager de participer aux combats de la Libération, la Résistance intérieure doit s'unir. De 1940 à 1943, ses forces sont dispersées et isolées. Les groupes et mouvements de résistance doivent travailler ensemble, au-delà des contraintes matérielles et surtout des divergences politiques. Le projet d'unification est initié par le général De Gaulle depuis l'Angleterre. Il charge **Jean Moulin [illust. 1]** de cette tâche immense. En **janvier 1943**, il crée ainsi les **Mouvements Unis de la Résistance** qui deviennent en **février 1944 le Mouvement de Libération Nationale (M.N.L.).** Après plus d'un an d'efforts, son action aboutit à la mise en place d'une institution politique : le **Conseil National de la Résistance.**

- **27 mai 1943.** Le Conseil National de la Résistance se réunit ce jour-là pour la première fois à Paris sous la présidence de Jean Moulin, représentant de Charles De Gaulle. Le C.N.R. devient en France **l'équivalent du Comité National Français**. De Gaulle devient ainsi le chef reconnu des résistants de l'Intérieur. Le C.N.R. assoit ainsi sa légitimité face aux Alliés.

- **Composition du C.N.R.** Il réunit des *« représentants des organisations de résistance, des centrales syndicales et des partis politiques ».* Ce C.N.R. est donc **une expérience de cohabitation politique sans précédent** car ses membres sont issus de **tous les bords**. Les clivages existants se taisent dans le cadre du C.N.R., qui devient le **véritable Parlement clandestin de la France en Résistance.**

• **Les liens entre la France Libre et la Résistance intérieure.** De Gaulle crée la **« France Combattante »** le 14 juillet 1942. Sous cette entité, il réunit <u>la France Libre</u> et <u>la Résistance intérieure</u> dont les liens sont indispensables pour rendre la Libération possible. D'un côté la France Libre a besoin des résistants en France pour obtenir des renseignements sur les troupes d'occupation, leurs effectifs, leurs positions. D'un autre côté, la Résistance intérieure attend l'envoi de moyens (opérateurs radio, argent, armes, équipements) grâce aux parachutages.

- **B.C.R.A. (Bureau Central de Renseignement et d'Action).** Ces liens s'établissent également avec la création du B.C.R.A. en 1942. Ce service de renseignements envoie des agents clandestinement en France pour y **créer des réseaux**, pour **former les résistants**, pour **unifier les services**, **distribuer les consignes** et **faire reconnaître l'autorité du général**. Le rôle de ces agents est précieux, car ils

Ci-dessus : « Sultan » un des chefs du B.C.R.A. en région R4. « Sultan » est un pseudonyme.

Le N.A.P. infiltre les administrations (préfectures, polices, PTT, SNCF) pour récolter des informations. Marie Dauriac, résistante, travaille aux P.T.T. (Postes, Télégraphes et Téléphones) au service des abonnements téléphoniques à Toulouse. Elle intercepte des renseignements qu'elle transmet à la France Libre et aux résistants locaux.

contribuent à préparer le terrain de la Libération. Leur mission est terriblement délicate dans la France occupée.

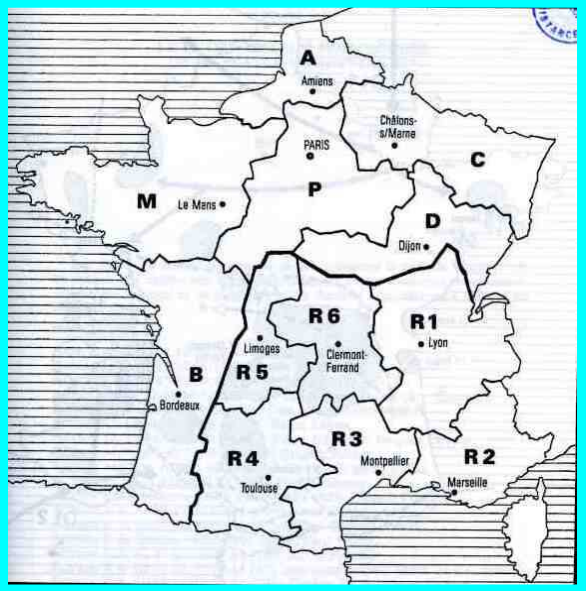
- **le N.A.P. (Noyautage des Administrations Publiques)** est un autre service de la France Libre mis en place sur le sol français et utilisé pour préparer la Libération. Il est créé pour **infiltrer les administrations de Vichy** et **préparer la prise du pouvoir politique** au moment de la Libération. Des résistants se font donc passer pour des fonctionnaires : ils sont agents infiltrés.

• **Organisation politique de la Libération en région.** La France Libre a besoin d'asseoir son autorité politique à travers des représentants sur le terrain. Les M.U.R. prévoient de mettre en place un chef dans chaque région. Ces régions ne sont pas celles que nous connaissons : le territoire est divisé en fait en **12 régions de commandements [illust. 1]** dirigés par des directoires. Le chef régional préside chaque directoire et travaille à l'unification, à la préparation de la Libération et à l'application du programme du C.N.R. **En Haute-Garonne, François Verdier [illust. 2] devient le chef de la Résistance en R4 (région Sud-Ouest) en mai-juin 1943.** Son arrestation puis son exécution par les nazis en janvier 1944 oblige à réorganiser le directoire.

- Les Comités départementaux de Libération. Le C.N.R. les met en place en **février 1944**. Les C.D.L. regroupent des résistants, donc des civils, représentant les différentes composantes de la Résistance du **département**. C'est **une sorte d'émanation du C.N.R.** au niveau local. Il applique les directives et idées du C.N.R. En Haute-Garonne, le C.D.L. est instauré avant même la décision officielle et se révèle actif et efficace.

- Le commissaire de la République est créé en 1943. Son rôle est de **préparer l'après-Libération en région en lien avec le chef des M.U.R. et le C.D.L.** C'est lui qui, une fois la Libération réalisée, va incarner **la souveraineté française et représenter l'État républicain.** Dans le Sud-Ouest, François Verdier est d'abord pressenti puisqu'il est le chef régional des M.U.R., mais il est arrêté. **Jean Cassou [illust. 3]**, résistant de la première heure, est alors désigné pour la région R4. Sa tâche est immense : il inspecte les maquis, nomme les futurs préfets départementaux et les futurs responsables de l'ordre public.

• **Préparation militaire de la Libération.** La lutte armée n'a pas été évidente au début : **peu de moyens** et de **nombreuses questions morales** se posent. La violence indissociable à la lutte armée, peut avoir des conséquences sur les populations civiles **(représailles, massacres, otages)**. Les résistants doivent donc faire avec la réalité du combat mais aussi leurs valeurs républicaines, démocratiques, humaines qui ont pu susciter



quelques réticences à mener des actes de guérilla. Passées ces questions éthiques, le contexte a souvent amené naturellement la lutte armée. Dans le **Sud de la France**, et c'est notamment le cas en **Haute-Garonne**, l'arrivée des nazis en zone non occupée le **11 novembre 1942** accélère la mobilisation des réseaux et mouvements dans leur préparation militaire.

• **Les acteurs de la Libération militaire.** Dans les premières années, certains militaires entrent en résistance par refus de la défaite. Ils créent des groupes de résistants spécialisés dans la lutte armée. C'est le cas notamment de **l'O.R.A** (Organisation de Résistance de l'Armée). Les **guérilleros** (réfugiés républicains espagnols) et les **groupes communistes F.T.P.-M.O.I.*** sont également actifs dans cette forme de résistance ; plusieurs **corps-francs** se mettent en place aussi **[illust. 1]**. Ces différentes structures vont progressivement fusionner avec d'autres entités dont certaines sont en lien avec la France Libre et le C.N.R.

- L'Armée Secrète. Au printemps 1942, **Henri Frenay**, chef de *Combat*, crée l'Armée Secrète sur la base des formations paramilitaires déjà existantes dans le mouvement. Par la suite, les formations de *Libération* et de *Franc-Tireur* s'y ajoutent et l'A.S. se développe sur le plan national avec le soutien du C.N.R. Le général **Delestraint** en devient le chef. Des commandements régionaux et départementaux sont mis en place. En Haute-Garonne, **Jean-Pierre Vernant [illust. 2]** est nommé à la tête de l'A.S. Sur le terrain, l'A.S. fait réellement office **d'organisation fédératrice.**

- Les Corps-Francs de la Libération voient le jour en **mars-avril 1942** sur la volonté des M.U.R.-M.L.N. L'A.S. est intégrée dans ses rangs mais les C.F.L. ont quelques difficultés à s'imposer. En R4, **Serge Ravanel [illust. 3]** en est le chef régional ; **Vernant**, chef de l'A.S., en est le responsable départemental.

- Les maquis*. Les premiers se forment surtout **début 1943**, conséquence de l'instauration du **S.T.O.*** De jeunes hommes refusent de travailler en Allemagne. Ces réfractaires se cachent et se regroupent. Mais ils sont inexpérimentés : la Résistance hésite à les prendre en charge. La France Libre est réticente. Les M.U.R. organisent et encadrent finalement ces groupes. Cependant, la plupart des maquis combattants sont créés **au printemps 1944** à l'approche du débarquement et de la Libération.

- Les Forces Françaises de l'Intérieur (F.F.I.). Leur création est la dernière étape de l'unification des forces militaires de la Résistance. Instaurées **le 1er juin 1944**, elles doivent regrouper toutes les formations militaires des divers mouvements. **Les F.F.I. incarnent l'armée de la Résistance**, organisées en région, département et secteur. Le **C.O.MA.C.*** en est l'organe de commandement pour toute la France sous l'autorité du C.N.R. En Haute-Garonne, **Vernant** devient naturellement le chef départemental et **Ravanel**, le chef régional.

André Pommiès, capitaine dans l'armée française, dirige le Corps-Franc qui porte son nom début 1943.

L'ATTAQUE AMERICAINE ET ANGLAISE
contre notre Afrique du Nord

EN ALGÉRIE ET AU MAROC

partout nos troupes se regroupent
et, en certains points, elles passent à la contre-attaque

Le Maréchal de France, chef de l'Etat, prend le commandement en chef de nos forces militaires

LA DÉPÊCHE
JOURNAL DE LA DEMOCRATIE
1 FRANC | DIRECTION : 57, Rue Bayard, Toulouse. — Téléph. 259.51 Bureau de Paris : 4, fg Montmartre. — Tél. Gutenb. 34.02 | 12e ANNÉE. — N° 3.349 MERCREDI 11 Novembre 1942

TOUTE MANIFESTATION
est interdite le 11 novembre

CONTRE LES FAUSSES NOUVELLES

Vichy, 10 novembre. — Le cabinet du chef de l'Etat communique :

A midi 30, le Maréchal de France, chef de l'Etat, a pris la décision suivante :

« En l'absence de l'amiral Darlan, je prends, à partir d'aujourd'hui, le commandement en chef des forces de terre, de mer et de l'air.

« Je n'ai pour l'instant qu'une consigne à donner : que chacun fasse son devoir avec discipline dans l'ordre et dans le calme. »

Le Maréchal réitère
à l'amiral Darlan l'ordre de résister

Vichy, 10 novembre. — Le Maréchal de France, chef de l'Etat, commandant en chef des forces militaires, a adressé le message suivant à l'amiral de la flotte Darlan et son plénipotentiaire commandant en chef en Afrique du Nord :

« J'AVAIS DONNÉ L'ORDRE DE SE DEFENDRE CONTRE L'AGRESSEUR. JE MAINTIENS MON ORDRE.

Philippe PETAIN.

EN ALGERIE

AU MAROC

LE CABINET DANOIS est constitué

L'anniversaire de la mort du général Huntziger

UN CONVOI de prisonniers libérés arrive à Compiègne

La Dépêche du 12 novembre 1942 annonçant le débarquement en Afrique du Nord.

11 novembre 1942 à Toulouse : les chars allemands défilent sur les boulevards. La zone sud est désormais occupée.

Sabotage d'une voie ferrée par la Résistance dans le Lot près de Catus.

PARTIE 4. LA LIBÉRATION

1. Les étapes de la Libération

• **Les territoires libérés en 1943.** **Les victoires alliées** et **la défaite nazie à Stalingrad** donnent un nouveau tournant à la guerre au début de l'année 1943. Les Alliés progressent, les lignes de front se resserrent autour des nazis.

- **8 novembre 1942 :** Débarquement anglo-américain en **Afrique du Nord**.

- **2 février 1943 :** Capitulation allemande à **Stalingrad**.

- **16 août 1943 :** Les Alliés libèrent la **Sicile**.

- **8 septembre 1943 :** Les Alliés débarquent dans la baie de Naples. Par la suite, **l'Italie** capitule. La **Corse** est également libérée.

• **Les forces en présence en 1944.** Les premiers mois de l'année 1944 sont d'un côté synonymes d'espoir car la Libération est proche. Mais d'un autre, les mois les plus durs de l'occupation s'ouvrent pour les Français.

- **La Résistance monte en puissance.** Ses actions se multiplient et se durcissent (attentats, sabotages etc.) ; ses rangs grossissent notamment depuis l'instauration du **S.T.O.***. Les maquis se créent et se multiplient. Une question divise cependant les résistants : certains sont partisans de l'action immédiate, d'autres pensent qu'il faut attendre le débarquement et se concerter avec les Alliés afin de **légitimer les combats** de la Résistance. **Les résistants écartent donc l'idée d'une insurrection nationale** ; la population doit rester en dehors des affrontements, et les résistants doivent soutenir et accompagner les Alliés.

- **L'occupant nazi.** Face à la mobilisation de la Résistance, la fureur nazie se déchaîne : **la répression contre les résistants explose**, ainsi que **les représailles sur les civils**. Au printemps et surtout à l'été 1944, les événements font basculer le pays dans **une spirale de violence** sans précédent. La propagande des nazis et du régime de Vichy tente de monter les civils contre les résistants en expliquant qu'ils sont responsables de cette violence. Pourtant la solidarité entre ces combattants de l'ombre et la population n'a jamais été aussi forte. **Les premières opérations de répression contre les maquis commencent au printemps 1944 :** en Haute-Savoie, en Dordogne, dans l'Ain et dans le Haut-Jura.

• **6 juin 1944, le jour « J ».** Le débarquement sur les côtes de **Normandie** marque le début de la Libération de la France. Les troupes alliées progressent d'Ouest en Est. Le

Les femmes et les enfants d'Oradour-sur-Glane sont enfermés dans l'église incendiée et dynamitée par les nazis.

Les combats lors de la Libération de Paris.

Défilé de la Libération à Aix en Provence le 22 août 1944.

territoire français est libéré au rythme de leur avancée **entre le 6 juin et le 12 septembre 1944**. Le front se stabilise ensuite au Nord-Est, dans les Vosges, retardant la Libération totale du pays. Durant ces phases, les résistants accompagnent les troupes libératrices. Les **F.F.I.** servent de guides et d'éclaireurs. La Résistance anticipe parfois l'arrivée des Alliés dans les régions éloignées du front ; ces régions se libèrent par elles-mêmes. C'est le cas dans le **Vercors** ou en **Auvergne**. Enfin, les **F.F.L.** sont présents aux côtés des Alliés lors du débarquement et durant tous les combats jusqu'à **la capitulation nazie le 8 mai 1945**.

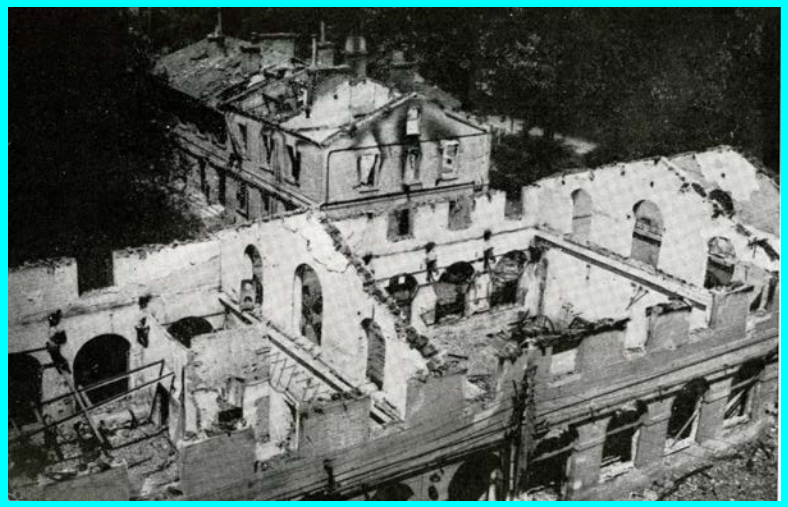
• **Conséquences du débarquement.** Il accentue le phénomène de mobilisation des résistants, donnant le signal d'une **« levée en masse »**. Il déclenche une véritable guérilla destinée à désorganiser les transports et à susciter, en ville comme dans les campagnes, un **climat d'insécurité** pour l'ennemi. Les forces armées de la Résistance exécutent **les plans de sabotage** décidés avec la France Libre et les Alliés. Le plan vert concerne les voies ferrées, le violet les lignes téléphoniques, le bleu les lignes électriques et le rouge les actions de guérilla. L'objectif est de **retarder le repli des troupes nazies vers la Normandie**. L'occupant cherche par tous les moyens à reprendre le contrôle de la situation. Le haut commandement nazi décide de mettre en place des mesures énergiques afin d'assurer le contrôle des communications et de réduire les principaux foyers de résistance.

- **La population civile prise pour cible.** L'ordre est ainsi donné d'agir contre les populations des villages de la région, suspectées d'aider les résistants locaux. Le **9 juin 1944**, à **Tulle** (Corrèze), 99 personnes sont pendues ; la population d'**Oradour-sur-Glane** (Haute-Vienne) est massacrée le **10 juin**. Le **25 août 1944**, alors que Paris est libéré, 124 habitants sont tués dans le village de **Maillé** (Indre-et-Loire).

• **Les Alliés en Provence.** Le **15 août 1944** a lieu le débarquement franco-américain en **Provence**. Un deuxième front est ouvert. Les Alliés se chargent de libérer les grands axes alors que la Résistance oblige les nazis à se replier du Sud vers le Nord. Plusieurs villes de province sont ainsi libérées par la Résistance comme Toulouse le 19 août 1944**,** **Limoges** le 21, **Grenoble** le 22, **Toulon** et **Marseille** les 26 et 28 août. Le 3 septembre, c'est au tour de **Lyon**.

• **La Libération de Paris.** La France Libre et la Résistance s'unissent pour libérer la capitale. Les Alliés n'y participent quasiment pas. Le 18 août, un appel à l'insurrection est lancé par le chef des F.F.I., **Henri Rol-Tanguy**. Le 22, le **général Leclerc** et sa 2e division blindée commencent les combats. La reddition est obtenue le 25 août 1944, **De Gaulle** défile sur les Champs-Elysées le lendemain dans une immense liesse populaire.

• **La fin de la guerre.** Après la Libération de Paris, les Alliés marquent le pas et progressent difficilement. **Strasbourg** n'est libéré par la 2e DB du général Leclerc que le **23 novembre 1944.** Certains soldats français des **F.F.L.** et des **F.F.I.** sont intégrés aux armées régulières (2e DB et 1ère armée) et poursuivent les combats en Allemagne et en Autriche.



La Poudrerie à Toulouse est la cible des bombardements alliés le 2 mai 1944. Photographie publiée dans le Bulletin Municipal de la ville de Toulouse (octobre 1944).

Les responsables du maquis de Rieumes osent apparaître le 14 juillet 1944 devant le monument aux morts.

2. La Haute-Garonne se libère

• **Printemps 1944.** Les résistants du département intensifient leurs actions. Les sabotages ne se comptent plus, relayant les **bombardements alliés** sur Toulouse les 5 et 6 avril, puis le 2 mai, et sur Francazal le 12 août 1944. **Les routes secondaires sont coupées**, et les Allemands ne maîtrisent plus que les axes principaux du département. L'insécurité se généralise.

• **Après le débarquement.** L'action résistante s'accentue en divers points de Haute-Garonne, notamment **à Nailloux, Rieumes, Saint-Lys, Saint-Gaudens, Boulogne-sur-Gesse, Cazères et Salies-du-Salat**. Les attentats et les sabotages se multiplient sur les voies ferrées provoquant l'arrêt partiel ou total du trafic. Des gestes symboliques sont également accomplis : le 14 juillet 1944, les maquis de **Rieumes** et de **Revel** défilent dans les rues ; des gerbes sont déposées aux monuments aux morts à **Muret** et **Saint-Gaudens** malgré la présence de l'occupant.

• **Les maquis haut-garonnais.** Au soir du 5 juin 1944, plusieurs messages codés annoncent aux résistants l'éminence du débarquement (« Véronèse était un peintre », « Le Père la Cerise est toujours verni »). Les responsables des maquis comprennent qu'ils doivent passer à l'action. L'annonce du débarquement provoque alors **un afflux massif de volontaires dans les maquis**, à tel point que les chefs sont dépassés. Voici quelques exemples de maquis locaux…

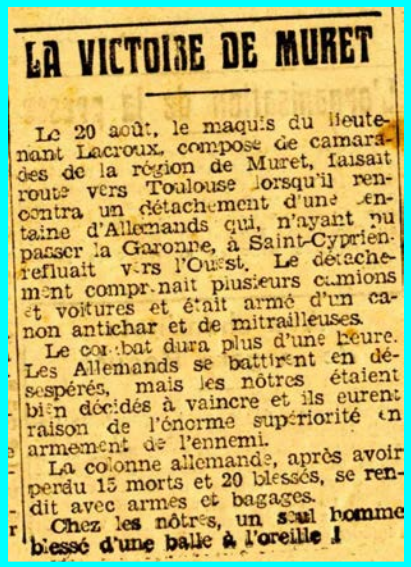
- Le maquis de Saint-Lys. Composé de près de 160 hommes venus de Toulouse essentiellement, ce maquis est l'un des plus importants. Il est attaqué le **12 juin 1944** par les Allemands. 12 civils et 9 maquisards sont tués dont le chef **Jean Chaubet [illust. 2]**.

Raymonde Lamouille, résistante et fille de Camille Vié, l'un des chefs du maquis de Saint-Lys, se souvient de la formation du maquis :

«Nous avons appris le débarquement de Normandie quelques jours avant. Nous avons eu un message nous informant de l'imminence du débarquement. Londres nous donnait ainsi l'ordre de préparer les maquis. Le maquis de Saint-Lys avait été prévu pour le débarquement. Mon père et Jean Chaubet se sont réunis et ont prévenu les résistants qui devaient rejoindre le maquis. Nous avons eu ensuite un autre message nous informant que le maquis allait bénéficier d'un parachutage d'armes. »

- Le maquis d'Aspet. Son chef est **Pierre Alibert**. Ce maquis au Sud du département est l'un des mieux organisés. Il réussit à capturer des soldats allemands à Saint-Bertrand-de-Comminges et à les garder prisonniers à Juzet-d'Izaut lors de la Libération.

Francisco Ponzan « Vidal », anarchiste espagnol, fait partie des résistants fusillés en forêt de Buzet le 17 août 1944. Il était le chef d'un réseau d'évasion par les Pyrénées.



LA VICTOIRE DE MURET

Le 20 août, le maquis du lieutenant Lacroux, composé de camarades de la région de Muret, faisait route vers Toulouse lorsqu'il rencontra un détachement d'une centaine d'Allemands qui, n'ayant pu passer la Garonne, à Saint-Cyprien, refluait vers l'Ouest. Le détachement comprenait plusieurs camions et voitures et était armé d'un canon antichar et de mitrailleuses.

Le combat dura plus d'une heure. Les Allemands se battirent en désespérés, mais les nôtres étaient bien décidés à vaincre et ils eurent raison de l'énorme supériorité en armement de l'ennemi.

La colonne allemande, après avoir perdu 15 morts et 20 blessés, se rendit avec armes et bagages.

Chez les nôtres, un seul homme blessé d'une balle à l'oreille !

Le maquis de Rieumes libère la ville de Muret. Journal *L'Espoir* du 23 août 1944.

- Le maquis Bidon V est créé par **Lachaux** à **Arbas**. Ce maquis (Sud du département) est renforcé mi juillet par des éléments venus de **Salies-du-Salat**.

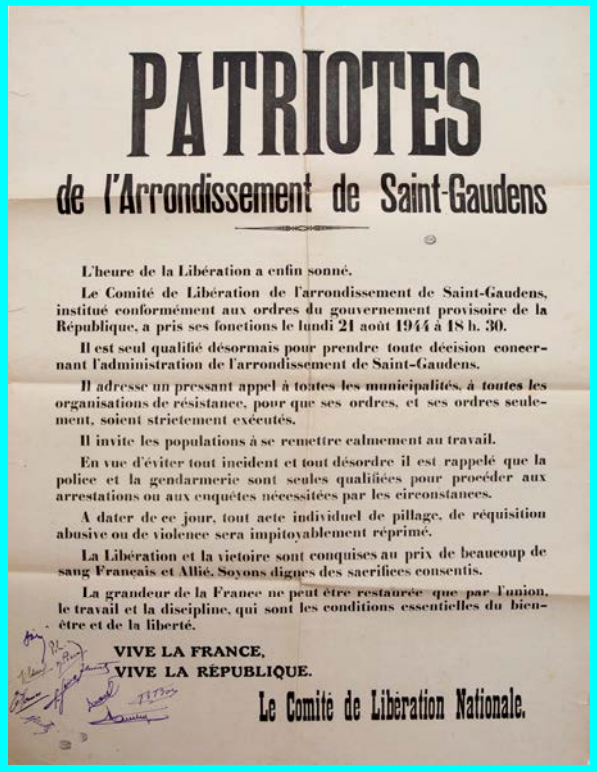
- Le maquis « Roger » dépend du secteur I de l'A.S., au Nord du département (cantons de Grenade, Léguevin, Cadours). Le chef du secteur I est **Albert Carovis** « Jean » et le responsable du maquis est **Pierre Touron « Roger »** qui remplace **Albert Lautmann**, chargé de l'implantation du maquis mais arrêté en mai 1944. Le maquis est très actif avant la Libération lors d'actions de guérilla, notamment sur la ligne de chemin de fer entre Toulouse et Auch. Appelé par Vernant pour marcher sur Toulouse, **il entre le premier dans la ville et participe à sa Libération**. Le maquis tient notamment la zone de l'aéroport de Blagnac et le Nord de Toulouse.

• Réactions de l'occupant. Les nazis répondent aux résistants par un déferlement de violence. Ils tentent d'éliminer les maquis lors de combats souvent inégaux. De véritables batailles ont lieu entre maquisards et soldats allemands aidés des miliciens français. C'est le cas pour **le maquis de Rieumes-Savères le 17 juillet 1944** bombardé par l'aviation allemande. Le maquis parvient à décrocher et à se reformer quelques jours plus tard. Dans le Sud du département, à **Campells** (maquis d'Aspet) et **Labaderque** (maquis Bidon V), les maquis sont aussi attaqués. Au-delà des pertes humaines, ces accrochages provoquent le pillage des villages proches. Enfin, les arrestations et exécutions de résistants se succèdent à Toulouse notamment, obligeant certains chefs, comme **Jean-Pierre Vernant** à se cacher pendant quelques jours.

- Le bois de la Reule (Castelmaurou). Le **27 juin 1944**, **15 résistants** emprisonnés à la prison Saint-Michel sont conduits à Castelmaurou pour y être fusillés par les Allemands. Aujourd'hui, trois corps ne sont toujours pas identifiés.

- Les déportations continuent. Les Allemands savent qu'ils ont perdu la guerre. Pourtant, des trains partent encore depuis la France vers les camps. Le dernier convoi de déportés politiques quitte Compiègne le 18 août vers l'Allemagne. Depuis Toulouse, **les derniers déportés sont partis le 30 juillet 1944.**

• Les représailles sur la population civile. Comme à Oradour ou Tulle, les Hauts-Garonnais sont les victimes d'exactions menées par les nazis. **Marsoulas** est attaquée le **10 juin 1944** par des éléments de la division S.S. *Das Reich*. Elle massacre les habitants, pille et incendie les maisons **[illust. 2]**. Le **28 juin 1944**, quatre habitants sont fusillés sans raison dans le petit village de **Le Born**. Le **6 juillet**, la *Gestapo* investit le village de **Buzet-sur-Tarn** pour arrêter, torturer et exécuter dix civils dénoncés par un indicateur français. Le 3 août dans la région de **Milhas**, 28 personnes sont prises en otages par les Allemands et amenées à Lannemezan puis finalement relâchées. À **Boulogne-sur-Gesse**, le 17 août, 34 otages sont là encore fait prisonniers puis miraculeusement libérés deux jours plus tard après l'intervention du sous-préfet.



PATRIOTES

de l'Arrondissement de Saint-Gaudens

L'heure de la Libération a enfin sonné.

Le Comité de Libération de l'arrondissement de Saint-Gaudens, institué conformément aux ordres du gouvernement provisoire de la République, a pris ses fonctions le lundi 21 août 1944 à 18 h. 30.

Il est seul qualifié désormais pour prendre toute décision concernant l'administration de l'arrondissement de Saint-Gaudens.

Il adresse un pressant appel à toutes les municipalités, à toutes les organisations de résistance, pour que ses ordres, et ses ordres seulement, soient strictement exécutés.

Il invite les populations à se remettre calmement au travail.

En vue d'éviter tout incident et tout désordre il est rappelé que la police et la gendarmerie sont seules qualifiées pour procéder aux arrestations ou aux enquêtes nécessitées par les circonstances.

A dater de ce jour, tout acte individuel de pillage, de réquisition abusive ou de violence sera impitoyablement réprimé.

La Libération et la victoire sont conquises au prix de beaucoup de sang Français et Allié. Soyons dignes des sacrifices consentis.

La grandeur de la France ne peut être restaurée que par l'union, le travail et la discipline, qui sont les conditions essentielles du bien-être et de la liberté.

VIVE LA FRANCE,
VIVE LA RÉPUBLIQUE.

Le Comité de Libération Nationale.

• **La fuite des nazis.** Partout en France, à partir du débarquement en Provence, les Allemands paniquent et commencent à fuir. Ils tentent de détruire les traces de leurs exactions. Ils brûlent des archives (à Toulouse, celles du Consulat d'Allemagne et de la Gestapo) mais surtout éliminent les derniers résistants arrêtés lors des semaines précédentes. Ainsi, le **17 août 1944**, les nazis amènent au moins **54 détenus** de la prison Saint-Michel de Toulouse par camions en bordure de **la forêt de Buzet-sur-Tarn**. Les prisonniers sont fusillés et leurs corps sont brûlés.

• **Les « Trois Glorieuses »** correspondent aux trois jours de lutte qui aboutissent à la libération totale de Toulouse. **Les combats se déclenchent véritablement le 18 août 1944** alors que l'armée allemande reçoit l'ordre d'évacuer. Les dernières unités nazies quittent Toulouse dans la précipitation au matin du **19 août 1944** alors que les combats de la Libération commencent dans les rues de la ville. Des groupes de résistants gênent ainsi leur départ. Cependant, les affrontements se déroulent essentiellement entre miliciens et résistants. La journée du 19 août est sans doute la plus tendue. Les combats sont très localisés dans certains quartiers de Toulouse : on s'affronte aux **Minimes**, à **Saint-Cyprien**, dans le centre-ville et près de la **gare Matabiau** (défendue par le groupe Matabiau). **35 personnes** sont tuées parmi les libérateurs. **La prison Saint-Michel**, abandonnée aux gardiens français, où sont encore retenus plusieurs dizaines de résistants, est prise d'assaut par des proches de prisonniers. L'ambiance dans la ville est survoltée. Finalement, **Toulouse et la Haute-Garonne sont réellement libérées le 20 août 1944.** Mais la région reste une zone sensible, et le calme ne revient véritablement qu'à partir du 25 août.

• **La Libération dans le reste du département.** Le départ des troupes allemandes précipitent la Libération. Près de **Luchon**, plusieurs accrochages ont cependant lieu entre soldats ennemis et F.F.I. Dans le **Comminges**, le climat est tendu. À **Saint-Gaudens**, des affrontements émaillent la journée de libération à laquelle participe **le maquis d'Aspet**. À **Boulogne-sur-Gesse**, l'armée allemande se retire en traversant la ville sans s'arrêter. Le 20 août 1944, **le maquis de Rieumes** sort victorieux d'un combat contre une colonne allemande dans **Muret**. Dans le Nord du département, le retrait de la *Wehrmacht* provoque de nombreux drames dont sont victimes les civils comme à **Villaudric**. Le 20 août 1944, 19 habitants sont fusillés devant le café du village.

• **Les joies de la Libération.** Les Haut-Garonnais se retrouvent pour célébrer la liberté. Les rues, les places sont envahies par une population qui a besoin de s'extérioriser **[illust. 2]**. On s'embrasse, on chante, on danse… C'est la liesse. Les résistants sortent de l'ombre : **des défilés de maquisards** s'organisent un peu partout, à **Toulouse**, **Saint-Gaudens** et **Montréjeau [illust. 3]**. Les funérailles de certains maquisards tombés au combat sont aussi l'occasion de fédérer la population dans le recueillement et l'hommage aux morts. **Les obsèques des membres du maquis de Saint-Lys, place Saint-Etienne à Toulouse, le 23 août 1944, réunit une assistance nombreuse.**

PARTIE 5. LA RÉPUBLIQUE RESTAURÉE

Le régime de Vichy s'effondre à la Libération. Pétain fuit avec les nazis. Les nouvelles autorités prévues par la France Libre et la Résistance doivent se mettre en place rapidement. Il est essentiel de ne pas laisser le désordre s'installer dans le pays et de reprendre au plus vite les rênes du pouvoir.

1. Rétablir l'ordre

• **Contexte de la Libération.** Après la liesse et la joie provoquées par la liberté retrouvée, les Français sont rattrapés par les horreurs perpétrées par l'occupant nazi. Les premiers jours de septembre 1944 amènent leur lot de découvertes macabres.

- En Haute-Garonne. Avant un retour à la normale, le quotidien des habitants passe dans l'après-guerre par une succession d'épisodes dramatiques et de cérémonies rendant hommage aux victimes civiles. Le village de **Marsoulas** reçoit la médaille de la Résistance, celui de **Buzet-sur-Tarn [illust. 2]** érige un monument en souvenir des crimes subies par certains habitants. De nombreuses stèles, plaques, noms de rue fleurissent dans les communes du département, maintenant ainsi les Haut-Garonnais dans une ambiance de recueillement bien sûr, mais aussi de ressassement des douleurs endurées pendant l'occupation. Plusieurs fosses ou cadavres sont retrouvés. C'est le cas à **« Bordelongue » [illust. 1], sur la commune de Toulouse (route de Seysses)**. Les Allemands y ont jeté les corps de 27 résistants exécutés suite à leur condamnation devant le tribunal militaire de Toulouse entre novembre 1943 et avril 1944. Toutes ces découvertes choquent considérablement la population, saturée de violences.

• **L'épuration.** À la Libération, les rancœurs se déchaînent. Après quatre années de souffrances et de privations, les Français demandent des comptes, veulent être vengés. Un climat de violence s'installe : on assiste à de **nombreuses exécutions sommaires** et à des **scènes d'humiliation publique** où des femmes sont accusées d'avoir eu des relations avec des soldats allemands. Miliciens et collaborateurs sont arrêtés. Les **procès expéditifs** se succèdent. Les nouvelles autorités doivent donc canaliser cette population en deuil, traumatisée et revancharde. Des **cours martiales** et des **tribunaux d'exception** sont créés pour retrouver un peu de sérénité et encadrer l'épuration qui devient légale. Pétain est jugé en juillet 1945, condamné à mort (peine transformée en prison à vie).

Le retour à la République ne peut se faire sans le rétablissement d'un État de droit, et de l'ordre public indispensable pour que se mette en place la légalité républicaine. Mais le châtiment des collaborateurs se veut un principe fort pour la nouvelle République à instaurer. Tout comme l'affirmation de la souveraineté française.

ARRESTATIONS DE MILICIENS
et de membres de la Gestapo

La République du Sud-Ouest du 20 décembre 1944.

La première séance de la nouvelle Cour martiale

Les tortionnaires de la Gestapo

Trois condamnations à mort

Le Patriote du Sud-Ouest du 10 septembre 1944.

Des femmes sont tondues publiquement à Mazamet (Tarn) lors de l'épuration.

2. Les nouvelles structures du pouvoir

• **Au niveau national.** Pour défendre la souveraineté française et éviter que les Alliés, et notamment les Américains, n'imposent une administration militaire en France, **les représentants du GPRF et de la Résistance rétablissent rapidement un fonctionnement républicain.** Le général De Gaulle arrive immédiatement dans Paris libéré et impose son autorité en défilant sur les Champs-Elysées et en s'adressant à la population lors d'un discours resté célèbre (*« Paris outragé ! Paris brisé ! Paris martyrisé ! Mais Paris libéré ! »*). Les institutions décidées à Alger entrent en vigueur.

- L'instauration du GPRF. Après la Libération de Paris, **le Gouvernement Provisoire de la République Française s'installe le 31 août 1944 et gouverne désormais la France jusqu'à l'adoption d'une nouvelle Constitution.** Venu d'Alger, il assume le pouvoir et déclare nulles et non avenues toutes les lois et décisions du régime de Vichy. Le général De Gaulle considère ce régime comme une parenthèse illégale dans le fonctionnement de l'État. Le GPRF est reconnu par les grandes puissances (GB, USA, URSS, Canada) le **23 octobre 1944**.

Charles De Gaulle explique pourquoi il refuse de déclarer officiellement le rétablissement de la République le 25 août 1944 à l'hôtel de ville de Paris :

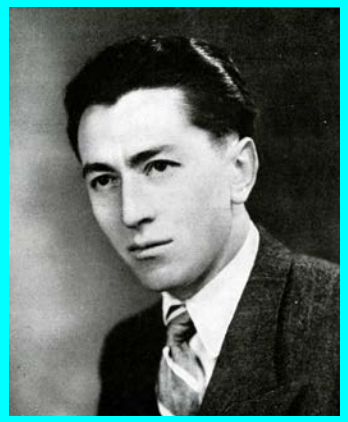
« La République n'a jamais cessé d'être. La France Libre, la France Combattante, le Comité Français de Libération National, l'ont, tour à tour, incorporée. […] Moi-même je suis le président du Gouvernement de la République. Pourquoi irais-je la proclamer ?»

• **Au niveau local.** Dans chaque région, **les commissaires régionaux de la République** prennent leurs fonctions. Ils rétablissent les libertés républicaines et l'autorité de l'État. Leur présence est primordiale, car ce sont eux qui assurent la transition et évitent l'absence de pouvoir. Ils font aussi le lien entre le gouvernement à Paris et les autorités locales (ex : Comités Départementaux de Libération). Ils gèrent le ravitaillement, le retour des prisonniers/déportés, la relance de l'économie locale, l'épuration des administrations etc. Leurs pouvoirs sont donc très larges mais ils disparaissent en 1946. Ensuite, dans les départements, les **préfets** relaient les décisions gouvernementales. Au niveau des communes, la gestion des problèmes quotidiens revient aux **Comités locaux de Libération** (aidés des Milices patriotiques ou gardes civiques pour le maintien de l'ordre).

• **Le rétablissement du pouvoir républicain en Haute-Garonne.** La transition entre le régime de Vichy, l'occupant et le pouvoir résistant s'organise à Toulouse alors que les combats font rage dans les rues. **Le C.D.L. se réunit dans la soirée du 19 août 1944**, en plein Toulouse. Tous les grands responsables résistants sont présents pour préparer la prise de pouvoir. Un incident grave survient cependant : **Jean Cassou** part à l'issue de la réunion vers la préfecture. À l'un des derniers barrages tenus par des Allemands, il est grièvement blessé, deux autres résistants sont tués. Il doit être remplacé à la dernière

Le résistant toulousain Raymond Naves devait être le maire de Toulouse à la Libération mais il est mort en déportation. Il est remplacé par Raymond Badiou.

Le colonel Serge Ravanel, chef régional des F.F.I., Pierre Bertaux, commissaire de la République, et Albert Carovis, président du Comité départemental de Libération, rendent hommage aux résistants morts pendant les combats de la Libération. Toulouse, le 22 août 1944.



Pierre Bertaux.

minute par **Pierre Bertaux** qui devient le nouveau commissaire de la République. Il prend ses fonctions le lendemain à la place du préfet de Vichy, André-Paul Sadon. Le Comité Local de Libération, quant à lui, s'installe au Capitole et sous la présidence de **Raymond Badiou**. Les premières consignes et appels au calme sont lancés à la population. Un climat de désordre persiste cependant. Dans le reste du département, les C.L.L. prennent en charge la gestion des affaires publiques. Le **16 septembre 1944**, le **général De Gaulle** est en visite officielle à Toulouse **[illust. 1]**. Il vient saluer les forces de la Résistance mais aussi imposer son autorité et reprendre en main une ville de Toulouse que l'on dit, à tort, survoltée.

• **Donner la parole au peuple.** C'est l'un des objectifs du GPRF. Dans les premières semaines de la Libération, la population est sollicitée pour participer à des réunions d'informations sur les nouvelles mesures mais aussi pour exprimer leurs souhaits. Les Comités Locaux de Libération sont chargés de la tenue de ces réunions et de consigner sur des **cahiers de doléances** les idées des citoyens. Encore un héritage de la Révolution française ! C'est l'occasion pour les Français de s'informer et de prendre part au débat public. Des **États-Généraux de la Renaissance Française** se déroulent le **14 juillet 1945** à Paris **[illust. 2]**. Des délégués départementaux représentent la population. **Sylvain Dauriac**, résistant déporté, siège pour la Haute-Garonne.

• **L'organisation des élections.** Le droit de vote est évidemment rendu aux Français. Un **droit qui est élargi aux femmes** : elles participent en France pour la première fois à des élections en 1945 **[illust. 3]**. Elles obtiennent aussi le droit d'être élues. Les premières élections se déroulent en 1945, pas avant, car un problème se pose : beaucoup de soldats prisonniers de guerre, de requis au S.T.O. et de déportés ne sont pas revenus chez eux. Peut-on organiser des élections sans la présence de tous les Français ? Leur retour au printemps et surtout à l'été 1945 conditionne la tenue des suffrages.

- **29 avril 1945 :** Élections municipales.

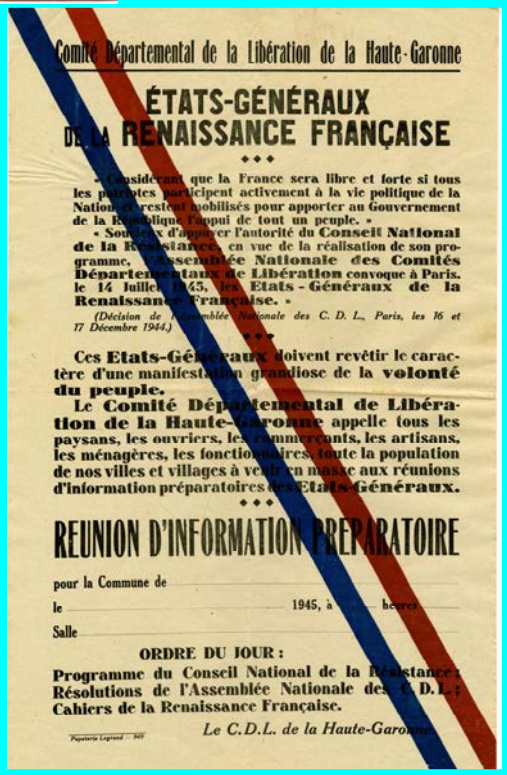
- **23 septembre 1945 :** Élections cantonales.

- **21 octobre 1945 :** Élections de **l'Assemblée constituante**. Elle regroupe les partis politiques reconstitués (Parti communiste, Parti socialiste) mais aussi de nouveaux partis (Mouvement Républicain Populaire). De Gaulle est reconduit à la tête du GPRF. Un **référendum** est soumis le même jour au vote des Français.

- **10 novembre 1945 :** Élections législatives.

Ces élections consacrent la fin du GPRF car **l'Assemblée constituante est chargée d'instaurer la IVe République.** Progressivement, une certaine normalité politique et institutionnelle s'installe avec la disparition des représentants et institutions instaurés depuis la Libération.

Tract diffusé à l'occasion de la visite officielle du général De Gaulle le 16 septembre 1944 à Toulouse.



Comité Départemental de la Libération de la Haute-Garonne

ÉTATS-GÉNÉRAUX DE LA RENAISSANCE FRANÇAISE

« Considérant que la France sera libre et forte si tous les patriotes participent activement à la vie politique de la Nation et restent mobilisés pour apporter au Gouvernement de la République l'appui de tout un peuple. »

« Soucieux d'apporter l'autorité du **Conseil National de la Résistance**, en vue de la réalisation de son programme, l'**Assemblée Nationale des Comités Départementaux de Libération** convoque à Paris, le 14 Juillet 1945, les **Etats-Généraux de la Renaissance Française.** »

(Décision de l'Assemblée Nationale des C. D. L., Paris, les 16 et 17 Décembre 1944.)

Ces **Etats-Généraux** doivent revêtir le caractère d'une manifestation grandiose de la **volonté du peuple.**

Le **Comité Départemental de Libération de la Haute-Garonne** appelle tous les paysans, les ouvriers, les commerçants, les artisans, les ménagères, les fonctionnaires, toute la population de nos villes et villages à venir en masse aux réunions d'information préparatoires des **Etats-Généraux.**

REUNION D'INFORMATION PREPARATOIRE

pour la Commune de

le 1945, à heures

Salle

ORDRE DU JOUR :

Programme du Conseil National de la Résistance ; Résolutions de l'Assemblée Nationale des C. D. L. ; Cahiers de la Renaissance Française.

Le C.D.L. de la Haute-Garonne

L'électrice la plus âgée de France

A Castelmagrau, arrondissement de Castelsarrasin, Mme Marie Marasse, âgée de 99 ans, a fait plus de 2 kilomètres à pied pour venir voter à son village. Elle est certainement l'électrice la plus âgée de France.

Les femmes françaises aux urnes pour la première fois de l'histoire du pays. Article publié dans *La Victoire* le 4 mai 1945.

3. Les mesures républicaines mises en place

• **L'application du programme du C.N.R.** Le GPRF utilise *Les jours heureux* comme guide pour réaliser les réformes. Les mesures proposées par le programme du C.N.R. sont d'ailleurs quasiment toutes mises en place avec le soutien de presque toutes les tendances politiques. On peut distinguer **trois grands volets** : les nationalisations, la planification économique et les progrès sociaux.

- **Les nationalisations** ont concerné, de 1944 à 1946, les secteurs clés de l'économie : le **crédit** (Banque de France et principales banques de dépôt), **l'énergie** (gaz, charbon et électricité sont alors considérés comme un bien public), le **transport aérien** (Air France) et **l'automobile**. Les usines Renault sont nationalisées le 24 décembre 1944.

- **La planification économique** se déroule en deux plans. Le premier, celui de **Jean Monnet**, met l'accent sur les secteurs prioritaires et indispensables à la **reconstruction** et à la **remise en marche de l'économie**. Dans les années 1950, le deuxième plan porte sur les **premières actions d'aménagement rural et de décentralisation industrielle.**

- **Les progrès sociaux.** On doit au programme du C.N.R. le développement des prestations sociales et l'institution de la **Sécurité Sociale** généralisée (Ordonnance des 4 et 19 octobre 1945). Enfin, c'est aussi à cette époque que **les comités d'entreprise** sont créés. La richesse de la Nation est alors au service de la **solidarité**. Le GPRF instaure **l'Etat-Providence**.

• **L'accueil du programme du C.N.R. en Haute-Garonne** est très positif et va réellement servir de feuille de route. Ce programme répond en effet parfaitement aux attentes du département. Les principaux chefs de la Résistance locale veulent le mettre en place immédiatement et anticipent même les mesures nationales. Dès la Libération, **une activité politique fébrile s'empare des plus importants lieux de production et secteurs économiques.** Trois semaines après la fin de l'occupation, **des réformes novatrices et spécifiquement toulousaines** apparaissent. Les débats sur la question de l'avenir se révèlent très intenses.

- **Les Accords de Toulouse.** Cette réforme touche le secteur de **l'aéronautique** en septembre 1944. On souhaite que la participation du personnel soit plus importante dans la gestion et le fonctionnement de l'entreprise. Le travailleur doit avoir des responsabilités nouvelles. Des **Comités Mixtes de Production** sont mis en place dans lesquels représentants du personnel et dirigeants sont associés.

La Libération n'a pas résolu tous les problèmes, bien au contraire. Les revendications restent nombreuses comme sur ce tract du Comité départemental de la Libération en mars 1945.

COMITÉ DÉPARTEMENTAL DE LIBÉRATION

Amour sacré de la Patrie
Conduis, soutiens nos bras vengeurs!

RÉPUBLICAINS, ALERTE!

LA RÉPUBLIQUE instaurée au prix de tant de sang est MENACÉE. SES ENNEMIS n'ont pas perdu l'espoir de la DÉTRUIRE. Ils sont encouragés par la mauvaise volonté ou l'incapacité de ceux qui devraient la défendre.

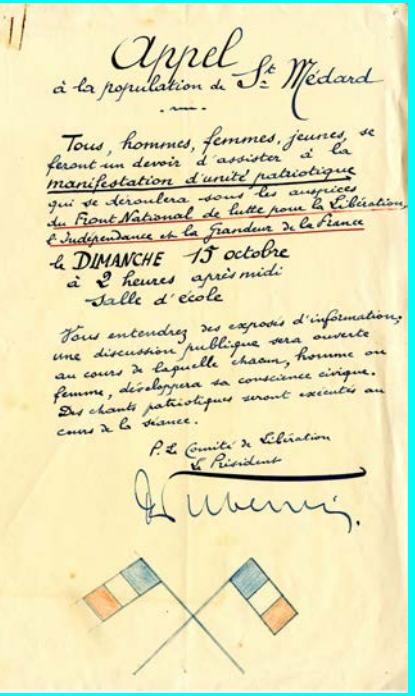
CONTRE les libérations scandaleuses de miliciens, S. O. L. et collaborateurs
CONTRE l'insuffisance totale du ravitaillement
CONTRE le sabotage et l'incurie générale des administrations
CONTRE la situation matérielle misérable des F. F. I. sur le front de l'Ouest
CONTRE le manque d'énergie en face des puissances d'argent

VENEZ TOUS EN MASSE A LA GRANDE MANIFESTATION DU PARC DES SPORTS
DIMANCHE 18 MARS 1945
A 10 HEURES DU MATIN

POUR GAGNER LA GUERRE ET NE PAS PERDRE LA PAIX
POUR NOS MORTS, NOS MARTYRS, NOS PRISONNIERS, NOS DÉPORTÉS

TOUS UNIS POUR QUE VIVE LA RÉPUBLIQUE ET QUE VIVE LA FRANCE

LE COMITÉ DÉPARTEMENTAL DE LIBÉRATION


Appel
à la population de St Médard

Tous, hommes, femmes, jeunes, se feront un devoir d'assister à la manifestation d'unité patriotique qui se déroulera sous les auspices du Front National de lutte pour la Libération, l'Indépendance et la Grandeur de la France
le DIMANCHE 15 octobre
à 2 heures après midi
Salle d'école

Vous entendrez des exposés d'information, une discussion publique sera ouverte au cours de laquelle chacun, homme ou femme, développera sa conscience civique. Des chants patriotiques seront exécutés au cours de la séance.

P. le Comité de Libération
Le Président

Affichette appelant la population de la commune de Saint-Médard (Haute-Garonne) à participer à une « manifestation d'unité patriotique ». Nombreuses sont les réunions de ce type dans les semaines et les mois suivant la Libération. La population en ébullition s'investit dans sa participation à la construction d'une nouvelle société.

- Les régies toulousaines. Là encore, le concept de **l'autogestion** est au cœur de cette réforme. Des régies sont créées dans les secteurs des **transports** (tramways), du **gaz** et de **l'électricité**. Usagers et employés doivent être partie prenante de la gestion de l'entreprise.

- Le domaine militaire. Un projet d'armée nouvelle faite de soldats-citoyens est expérimenté à l'école d'officiers F.F.I. du château de Lespinet, près de Toulouse.

• **Difficultés et désillusions.** Malgré ces dispositions, **les difficultés matérielles restent énormes** : les villes sont détruites, les industries et productions peinent à se relancer, la pénurie et les restrictions continuent. **Le statut des femmes**, même s'il a progressé, demeurent limité : elles sont toujours sous tutelle de leur père et de leur mari. Ce n'est qu'en 1965 qu'elles peuvent gérer seules leurs biens, ouvrir un compte en banque, exercer une profession sans l'autorisation de leur époux. **L'identité nationale** est aussi à reconstruire, après quatre années de collaboration pour certains.

• **Vers la IVe République.** La période de la Libération a vu la mise en place de **mesures fondatrices**. Le GPRF doit maintenant s'effacer pour laisser la place à une nouvelle République. C'est une étape délicate : les divergences s'accroissent entre De Gaulle et l'Assemblée. Le général s'oppose au projet de la future Constitution. Il souhaite un régime avec un pouvoir exécutif fort alors que l'Assemblée veut privilégier le pouvoir législatif sur le chef de l'Etat et le gouvernement. **De Gaulle démissionne finalement en janvier 1946.**

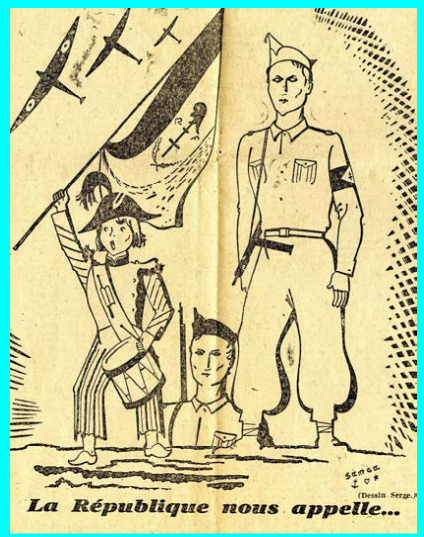
- Octobre 1946 : après avoir rejeté par référendum à 96% le retour de la IIIe République, **les Français approuvent la nouvelle Constitution**. C'est le début de la IVe République.

- Les fondements de la IVe République. Les **premières mesures du GPRF** sont reprises, et les **droits économiques, sociaux et politiques** sont reconnus. **L'attachement à la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen de 1789** est rappelé. L'essentiel des pouvoirs est attribué à l'Assemblée nationale, ce qui limite l'influence du Président de la République. C'est une **démocratie parlementaire.**

Toulouse à l'avant-garde du progrès social

Les accords de l'industrie aéronautique
OUVRENT UNE ÈRE NOUVELLE
des rapports du travail et de l'usine

Les Accords de Toulouse. Article publié dans *La République du Sud-Ouest* du 15 septembre 1944.



Le Patriote du Sud-Ouest du 17 septembre 1944.

Conclusion

Voilà **70 ans**, notre pays retrouvait la Liberté, après quatre années d'occupation, synonymes de souffrances. Si les traumatismes liés à cette guerre ont été longs à s'apaiser, l'héritage que la Résistance nous a laissé au lendemain de la Libération est lui toujours présent. Malgré les difficultés quotidiennes et matérielles liées à la clandestinité, malgré les risques pesant sur leur propre sécurité, les résistants, partout en France, ont toujours basé leur engagement sur une **certaine idée de la France et de la République à reconstruire et à refonder**. C'est cette conscience de **défendre un bien commun menacé** qui a abouti à l'adoption d'un nouveau projet de société cohérent et juste. C'est cette nouvelle République instaurée à la Libération qui nous permet aujourd'hui de vivre non seulement libres, mais de bénéficier d'un grand nombre de droits.

Mais si l'essentiel des mesures mises en place par la République restaurée sont toujours d'actualité, certains de ces acquis ont été et sont remis en cause. L'augmentation des conflits sociaux montre bien que l'intérêt général n'est pas prioritaire sur les intérêts particuliers, notamment économiques. Le régime de retraite reste également menacé. Le monde agricole, qui tenait une place spéciale dans le programme du C.N.R., connaît actuellement les pires difficultés, très loin de ce qui avait été imaginé. La **solidarité entre les générations** mais aussi entre les différents secteurs de l'activité économique, voulue par les résistants, s'affaiblit et s'efface dans un monde au fonctionnement basé sur le profit immédiat.

Plus que jamais, le thème du Concours 2014 est **ancré dans la modernité**, et permet de **mettre en parallèle histoire et actualité**. Aujourd'hui, dans un monde instable et en crise, il n'est pas inutile de se pencher sur ce passé. Ce que souhaitaient les résistants, c'était avant tout construire **une société basée sur l'intérêt commun, garantissant la paix, la liberté et le développement social**. Mais que reste-t-il de tout cela ? Que reste-t-il de l'esprit de la Résistance ?

Texte de Jean Cassou en août 1945, à l'occasion du 1er anniversaire de la Libération.

« La guerre est finie, la paix nous est rendue, et le pouvoir nous est donné de reconstruire notre patrie et de nous créer une République.»

TÉMOIGNAGES

Raymonde Lamouille

Raymonde Lamouille avec son père et sa mère dans les rues de Toulouse après guerre.

<u>Biographie</u> :

- Née en décembre 1925.
- Originaires d'Aurignac, ses parents Camille et Jeanne Vié appartiennent très tôt à la Résistance à Toulouse. Membres des réseaux et groupes suivants : « Franc-Tireur », groupe Chaubet-Froment, réseau « Nana », maquis de Saint-Lys.
- Raymonde participe à la Résistance avec ses parents, souvent en tant qu'agent de liaison.
- Elle est l'une des dernières personnes encore capables aujourd'hui de témoigner de la Libération de Toulouse.
- Aujourd'hui présidente de l'Amicale du maquis de Saint-Lys.

Raymonde se souvient de la Libération de Toulouse …

« Au matin de la Libération, Toulouse était désert, personne dans les rues. C'est un souvenir unique, on aurait dit que Toulouse était une ville morte. Par-ci par-là, on voyait une tâche de sang. J'arrive sur le pont de l'Hôtel-Dieu ; là, des miliciens, cachés dans les arbres de la prairie des Filtres, tirent sur tout ce qui bouge. Je me suis mise à plat ventre, protégée par le parapet du pont, et j'ai rampé […] *».*

« Tout le monde avait l'air tellement heureux. Après tant d'années d'occupation et d'humiliation. Tout le monde s'embrassait sans se connaître. Les jeunes sortaient dans les rues et jouaient de la musique. »

Les thèmes abordés :

- La Libération à Toulouse et les combats.
- Les fêtes de la Libération.

Sylvette Gaillard

Sylvette Gaillard (à droite) avec son oncle Sylvain et sa tante Marie dans les rues de Toulouse après guerre.

Biographie :

- Née en octobre 1930.
- Adolescente pendant la seconde guerre mondiale, Sylvette vit avec son oncle et sa tante, Sylvain et Marie Dauriac, résistants tous les deux à Toulouse.
- Sylvain Dauriac est arrêté en février 1944 puis déporté en camps de concentration à Auschwitz puis Buchenwald.
- Sylvette est envoyée au Pays Basque après l'arrestation de son oncle. Elle y reste jusqu'à la Libération.
- Elle revient vivre avec sa tante Marie à Toulouse fin septembre 1944. Son oncle Sylvain revient de déportation en mai 1945.

Sylvette se souvient de l'ambiance dans Toulouse quelques semaines après la Libération. Elle raconte aussi l'angoisse des familles qui attendent le retour des prisonniers et des déportés…

« On supportait mal les fêtes de la Libération. Il y avait tellement de prisonniers qui n'étaient pas rentrés. On ne pouvait pas dire que la population entière était heureuse. C'était la grande liesse, la grande joie, il y avait des bals souvent mais nous n'y allions pas. Tatie était anxieuse, elle attendait des nouvelles. On ne savait rien sur mon oncle, nous étions à l'affut de toutes les nouvelles. »

Les thèmes abordés :

- Les lendemains de la Libération.
- L'attente du retour en France des déportés.

ÉTUDES DE CAS

Le 14 juillet dans le journal clandestin *Vive la Liberté* (n°2, 15 juillet 1941)

Le groupe du journal *Vive la Liberté*

Un petit groupe d'une dizaine d'étudiants toulousains en lettres, médecine et sciences se forme début 1941 en réaction à la politique du régime de Vichy. C'est spontanément qu'ils décident d'entrer en résistance, sans pour autant avoir d'engagement politique.

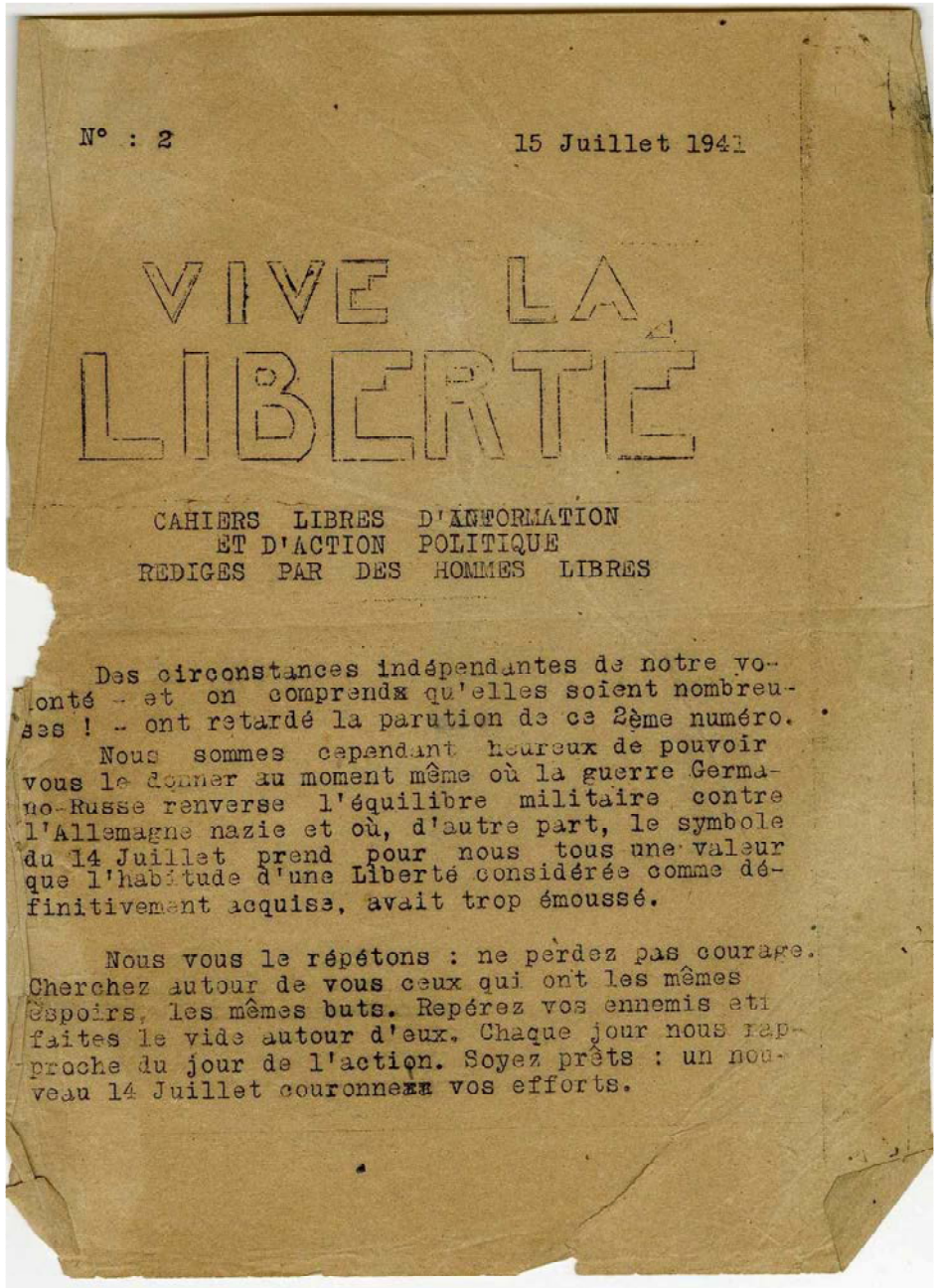
Leur action se concentre sur la rédaction d'un journal qu'ils intitulent *Vive la Liberté*. Grâce à la complicité d'un imprimeur toulousain, le premier numéro (tapé à la machine) est publié en mars 1941 et distribué dans le milieu étudiant et intellectuel de Toulouse. Au total, le groupe produit quatre ou cinq numéros, mais l'impact est limité.

En novembre 1941, le groupe est démantelé par la police de Vichy et condamné à de lourdes peines de prison et de travaux forcés. Les membres du groupe sont ensuite libérés à la faveur de diverses circonstances en 1943 et 1944. Tous s'engagent à nouveau dans la Résistance. Seul, l'un d'entre eux est déporté en Allemagne sans revenir.

L'héritage de la Révolution Nationale

Cet héritage est présent à chaque ligne du deuxième numéro du journal publié au lendemain du 14 juillet 1941. Dès le titre et le sous-titre, l'influence de 1789 se ressent : *« Vive la Liberté »*, *« rédigés par des hommes libres »*. Ces résistants toulousains mettent en parallèle les combats des révolutionnaires et ceux des résistants. C'est l'oppression qui a conduit le peuple français à se révolter : dans leur journal, les résistants veulent inciter la population de 1941 à faire la même chose, à se révolter contre le nazisme. Ils montrent aussi à travers ce journal que le peuple quand il était opprimé a su prendre les armes pour se défendre. Il faut donc recommencer.

Les événements fondateurs de la République sont aussi rappelés : la prise de la Bastille, la Fête de la Fédération, la Déclaration des Droits de l'Homme. C'est en souvenir de ces événements que les Français doivent agir. La République et ses valeurs doivent être défendues comme en 1789.



N° : 2 15 Juillet 1941

VIVE LA LIBERTE

CAHIERS LIBRES D'INFORMATION
ET D'ACTION POLITIQUE
REDIGES PAR DES HOMMES LIBRES

Des circonstances indépendantes de notre volonté - et on comprend qu'elles soient nombreuses ! - ont retardé la parution de ce 2ème numéro.

Nous sommes cependant heureux de pouvoir vous le donner au moment même où la guerre Germano-Russe renverse l'équilibre militaire contre l'Allemagne nazie et où, d'autre part, le symbole du 14 Juillet prend pour nous tous une valeur que l'habitude d'une Liberté considérée comme définitivement acquise, avait trop émoussé.

Nous vous le répétons : ne perdez pas courage. Cherchez autour de vous ceux qui ont les mêmes espoirs, les mêmes buts. Repérez vos ennemis et faites le vide autour d'eux. Chaque jour nous rapproche du jour de l'action. Soyez prêts : un nouveau 14 Juillet couronnera vos efforts.

14 Juillet 1789 : Vive la Liberté !

14 Juillet 1789 : premier acte violent de la légitime colère populaire : la prise de la Bastille. Relativement peu important en lui-même, cet évènement concrétisait cependant la fin du régime du bon plaisir et de l'emprisonnement arbitraire : il était un cri d'espoir pour l'Europe opprimée. Ce ne fut cependant que l'année suivante, le 14 Juillet 1790 que la grandiose fête des Fédérations, au champ de Mars, donnait au 14 Juillet sa double signification de fête de la Nation et de fête du peuple : pour la première fois le particularisme provincial s'effaçait spontanément devant quelque chose de plus grand, de plus fort, de plus noble : la Nation.

A dater de ce moment, deux partis dans tous les pays de civilisation européenne se dressent l'un contre l'autre le parti de la Révolution et le parti de la contre-révolution. Le rayonnement de la France de 89 est grand : elle a exercé sur l'esprit des peuples une influence plus marquée encore qu'au temps de Louis XIV, de Louis XV ou de Louis XVI, car il ne s'agit plus seulement d'art et de littérature, mais de principes politiques et de toute la vie sociale. Quelle action magique ont eue les mots de Liberté et d'égalité des droits sur tous les paysans, serfs courbés sous le joug des corvées seigneuriales, et sur les bourgeois cultivés des pays de l'Europe centrale que l'aristocratie écartait encore des grands emplois de l'état ! L'écho de cet enthousiasme retentit dans les vers du poète d'Hermann et Dorothée, Goethe, "ce grand Européen" :

"Tous les peuples opprimés ne tournaient-ils pas leurs regards vers la capitale du monde ?.. Chacun sentit renaître en soi le courage, l'âme et la parole... Il n'y avait point de langue muette : les vieillards, les hommes d'âge mûr et les adolescents parlaient à haute voix, pleins de pensées et de sentiments sublimes".

Reconaissant leur idéal dans la Déclaration des Droits de l'homme, les peuples aspirent à leur tour à l'égalité, à la Liberté, c'est à dire à la fin des corvées, des privilèges et de toutes les oppressions.-(Etait-ce là, comme on ose aujourd'hui le prétendre, des mots vides de sens ?).

Face courant d'idées si puissant et si contagieux, les souverains, les hommes d'état et tous les aristocrates ont essayé de résister. La censure et les emprisonnements ne suffisant pas, ils ont travaillé après 1795, à former une sorte de Sainte-Alliance mystique, une vaste société internationale de Rose-Croix, qui aurait pour mission d'étouffer la Révolution. Et l'histoire politique de l'Europe du XIXe siècle se résume pour une large part à cette tentative de rétablissement d'un régime de réaction aveugle qui verra se dresser contre lui, à trois reprises : en 1830, en 1848 et en 1871, les peuples opprimés.

Parce qu'une trop grande intransigeance devenait difficile, les classes privilégiées adoptèrent une attitude qu'elles n'ont pas abandonnée en 150 ans d'histoire : feindre la soumission aux droits sacrés du peuple pour travailler contre ce peuple dont elles vivaient. Souvenez-vous qu'en 1880, lorsque le 14 Juillet fut décrété fête nationale, ce fut une consternation dans le "pays réel" ; le duc de la Rochefoucauld, MM. Pietri, Chesnelong, Pouyer-Quertier et 50 autres sénateurs aux noms presqu'aussi grands votèrent contre. Et ce sont ces mêmes gens qui aujourd'hui nous invitent à fêter dans le recueillement la prise de la Bastille !

La réaction a déja annexé le drapeau tricolore, oubliant que la cocarde bleue et rouge acceptée par le roi le 17 Juillet 1789 était celle de l'insurrection parisienne, elle a de même outragé la Marseillaise, chant des "patriotes" c'est à dire du peuple qui se dressait à la fois contre l'étranger envahisseur et contre Louis XVI, traitre à son pays, allié de l'étranger.

Car, devant la colère du peuple, la noblesse, aprés les journées de Juillet 89, n'avait plus d'espoir que dans les despotes étrangers : le roi de Prusse et l'empereur d'Autriche. Depuis 150 ans, un progrés est marqué : les troupes prussiennes ont traversé le Rhin. Sous leur protection, la réaction s'installe. Coblenz se trouve sur cette ligne Vichy-Paris que connait assez bien l'Amiral Darlan.

Français, la moitié de l'Europe gémit sous l'oppression fasciste. Les peuples Anglais et Russe se battent encore pour la Liberté du monde. Ne vous laissez-pas abattre. Votre heure viendra bientôt : "Il faut, -disait Guizot- que dans certains cas redoutables de vie ou de mort les peuples aient le droit de repousser la force par la force sous peine de déshonneur et de suicide".

Imaginer la Libération et la reconstruction de la France : l'exemple du manifeste clandestin de *Libérer et Fédérer* et *L'Insurgé*

Nature : Journal clandestin de la Résistance toulousaine. Numéro 15-16.

Auteur : Le mouvement de résistance toulousain *Libérer et Fédérer* publie conjointement ce manifeste avec *L'Insurgé*. *Libérer et Fédérer* naît en 1942 après le démantèlement du groupe Bertaux fin 1941. Plusieurs de ses membres, comme Achille Auban et Clément Laurent, se retrouvent très vite pour rassembler à nouveau, malgré les risques, des compagnons. Ils sont rejoints par Adolphe Coll et Maurice Fonvieille, tous deux militants socialistes, et déjà engagés durant l'avant-guerre. Le mouvement édite un journal qui porte le même nom. Seize numéros paraissent jusqu'à la Libération, plus ou moins régulièrement car les difficultés matérielles sont nombreuses (trouver du papier, de l'encre, des fonds, etc.). Ils sont imprimés notamment dans les ateliers d'Henri Lion et de Raymond Castellvi.

L'Insurgé est un mouvement socialiste de résistance créé en 1940 à Lyon. Il édite vingt-six journaux clandestins.

Date : Avril-Mai 1944.

Description : Sur quatre pages denses, les mouvements défendent l'idée d'un socialisme basé sur le respect de la liberté individuelle et de la personne humaine, en passant par une révolution sans guerre civile et en excluant les anciens hommes et les anciens partis.

Contexte : Depuis plusieurs numéros, le journal « Libérer et Fédérer » expose sa vision d'une nouvelle société d'après-guerre, défend ses idées. En ce printemps 1944, la victoire alliée et la Libération deviennent des espoirs concrets ; de nombreux mouvements de résistance, qui se projettent depuis longtemps déjà dans l'après-guerre, détaillent leurs programmes politiques, économiques et sociaux pour l'avenir des Français. L'introduction de ce manifeste l'exprime d'ailleurs très clairement : *« Après plus de trois années d'oppression, de misère et de lutte, la France entrevoit enfin sa libération. Le moment est proche où aux sacrifices de la résistance se substitueront les devoirs de la reconstruction. »*

N° 15-16 Avril-Mai 1944

LIBÉRER ET FÉDÉRER
L'INSURGÉ

Organe du Mouvement Révolutionnaire Socialiste

MANIFESTE

Après plus de trois années d'oppression, de misère et de lutte, la France entrevoit enfin sa libération. Le moment est proche où aux sacrifices de la résistance se substitueront les devoirs de la reconstruction.

La victoire ne résoudra pas tous les problèmes...

Car la paix, si elle restitue à la France son indépendance et la libre disposition d'elle-même, n'effacera pas automatiquement les lourdes conséquences de l'état de choses crée par la guerre.

Au lendemain de la victoire notre pays devra rebâtir ses villes détruites, ses usines démolies, reconstituer ses réserves de matières premières épuisées, trouver du travail aux millions de prisonniers, déportés, réfugiés, assainir les administrations publiques et les débarrasser des traîtres et des incapables dont Vichy les a remplies, revertébrer la nation en lui donnant pour charpente un idéal nouveau puisé dans l'esprit de solidarité et animé par la conscience du bien commun.

La reconstruction de la France devra se faire au profit du peuple...

Or il ne servirait à rien au peuple d'avoir gagné la guerre s'il ne se montrait capable d'accomplir ces tâches et de les accomplir à son profit.

Si demain les maisons sont rebâties pour être livrées aux propriétaires vautours, si les usines sont reconstruites pour redevenir les bagnes de la classe ouvrière, si l'économie française n'est relevée que pour replacer la paysannerie sous le joug des intermédiaires capitalistes, si enfin la vie politique du pays ne retrouve son rythme normal que pour permettre le retour au pouvoir des politiciens démagogues et incapables de l'ancien régime, à quoi auraient servis les sacrifices de tous ceux qui sont morts dans les Flandres et en Afrique, qui tombent chaque jour en Italie et dans les maquis, qui subissent en Allemagne la déportation, qui souffrent ou agonisent dans les camps de prisonniers, dans les géoles de Vichy ou de la Gestapo? Non seulement les exploitants traditionnels du peuple seraient les seuls bénéficiaires de la paix, mais la France, entre les mains de ceux qui l'ont toujours trahie, divisée et affaiblie, se trouverait définitivement reléguée au rang de nation de seconde zone.

Gagner la guerre et gagner la paix...

Gagner la guerre n'a donc de sens et de valeur pour le peuple que s'il est capable, au lendemain de la victoire, de gagner et de mériter la paix.

Mais la paix se gagnera au prix des mêmes sacrifices, de la même discipline que la guerre elle-même. Les combattants devenus travailleurs, devront dans les usines, dans les champs, dans les bureaux, faire preuve d'un courage, d'une volonté, d'un désir de vaincre, égaux à ceux qu'ils auront déjà déployés sur les champs de bataille. La victoire n'apportera pas, avec la fin des opérations militaires, l'abondance et la facilité. De longs mois, des années peut-être, s'écouleront avant que le peuple puisse s'accorder le droit et le temps de jouir de la paix. Son premier devoir sera de s'assurer par le travail, la volonté, voire la force, un avenir d'où ne puisse sortir pour lui ni un nouveau régime d'oppression ni une nouvelle guerre.

Cette bataille de la paix, pas plus que la bataille militaire, ne s'improvise. La France le sait, qui en 1918 a perdu la paix après avoir gagné la guerre, parce qu'elle n'est pas restée mobilisée pour gagner la gigantesque bataille politique, économique et sociale de l'après-guerre. Dès maintenant il importe donc d'organiser l'armée de la reconstruction.

Le peuple français ne peut compter que sur lui-même pour forger son destin...

Cette levée en masse est d'autant plus urgente et nécessaire que, si, sur le plan militaire, la France compte sur l'aide de ses alliés, le peuple français ne doit compter que sur lui-même pour forger son destin. Un peuple ne peut pas, sans abdiquer sa mission et renoncer à son indépendance, attendre de ses voisins les éléments de son relèvement. Et en serait-il même autrement, rien ne permet de supposer que les solutions apportées par les armées de libération - anglo - américaines tendraient vraiment à rebâtir la France au profit du peuple.

C'est en lui-même, et en pleine souveraineté, que le peuple français doit trouver le chemin de son avenir.

Ce chemin est d'ailleurs celui que suit la France depuis plus de 150 ans et qui est jalonné par plusieurs révolutions inspirées par un idéal traditionnel de JUSTICE, de LIBERTÉ et de PAIX.

Le capitalisme doit faire place à un régime socialiste !...

La justice sociale ne peut être réalisée que par la suppression du capitalisme et par l'instauration d'un régime socialiste qui remettra les instruments de production aux masses travailleuses et organisera la vie économique dans l'intérêt du peuple et en vue de la satisfaction toujours plus large de ses besoins.

LE SOCIALISME N'EST PLUS AUJOURD'HUI UNE UTOPIE.

Tout le monde reconnaît maintenant non seulement qu'il est l'unique voie de salut, mais qu'il s'impose inexorablement à tous les peuples qui veulent survivre. L'exemple russe est d'ailleurs une illustration magistrale de ce que peut valoir la construction socialiste, et ce n'est pas la terrible confrontation germano-soviétique qui fournira des arguments à tous ceux qui essaient de représenter le socialisme comme une doctrine d'impuissance et de négation.

Encore les conditions dans lesquelles les peuples de l'U. R. S. S. ont du travailler et lutter, ont-elles longtemps ralenti leur action et leur ont-elles imposé le recours à des méthodes que les défenseurs du capitalisme se sont complus à opposer au socialisme véritable. Obligés de rattrapper un retard économique et social de plus de deux siècles, soumis à la dure nécessité de se préparer jour et nuit à affronter l'agression sans cesse menaçante de puissants voisins, les soviets ont du s'imposer une véritable discipline de guerre et remettre à des temps meilleurs l'établissement d'un régime socialiste parfait.

Pour un socialisme fondé sur le respect de la liberté individuelle et de la personne humaine...

Mais demain quand le danger fasciste et nazi sera définitivement écarté et qu'une paix durable sera instaurée, les peuples de l'U. R. S. S. comme tous les peuples libérés d'Europe, pourront s'attacher à construire un socialisme inspiré du respect de la liberté individuelle et de la personne humaine.

Dans ce régime où tous les éléments du peuple, individus et collectivités, jouiront, pour la gestion de leurs intérêts propres et particuliers, d'une autonomie et d'une liberté complète et seront associés et fédérés pour la gestion de leurs intérêts communs dans le cadre de l'intérêt général de la nation, le désordre de l'individualisme capitaliste sera aussi radicalement supprimé que l'oppression de l'étatisme centralisateur et totalitariste.

Dans ce régime, la production sera soumise à un plan établi par les représentants du peuple dans l'intérêt du peuple, mais dans le cadre de l'exécution de ce plan, les entreprises seront gérées en pleine autonomie par les délégués des travailleurs de toutes catégories de chaque entreprise, comme la production agricole sera dirigée par les mandataires des paysans organisés dans chaque circonscription agricole.

Dans ce régime, une fraction du peuple ne pourra plus en opprimer une autre, l'intolérance en matière religieuse disparaîtra devant le respect de la liberté de conscience d'autrui, les divisions entretenues à grand prix par le capitalisme entre travailleurs manuels et travailleurs intellectuels, entre paysans et ouvriers, cesseront d'exister, car dans tous les domaines et sur toutes les questions, chacun sera libre, dans la mesure où ses intérêts seuls seront en cause, et tous les individus, comme toutes les collectivités, seront fédérés quand il s'agira de gérer leurs intérêts collectifs.

La paix par les États-Unis d'Europe...

Quant à la paix, elle ne peut être définitivement garantie que par la constitution des ÉTATS - UNIS d'EUROPE. Cette fédération des états européens n'est pas elle non plus une utopie. L'exemple de l'union des 16 républiques soviétiques est là pour attester que des pays de langue, de mœurs, de traditions différentes, peuvent le cas échéant constituer un bloc aussi compact qu'un état centraliste, lorsque les unit le ciment d'un idéal commun.

Pas de renaissance de la France sans Révolution Populaire !...

Cet immense programme qui vise à la renaissance d'une France heureuse, libre et forte ne peut entrer dans le cadre du régime passé : il n'a de chance de se réaliser que grâce à une révolution populaire.

Or cette révolution, le peuple aujourd'hui la souhaite. On peut même dire que c'est l'esprit révolutionnaire qui anime et soutient sa résistance contre l'occupant, car il sent, confusément peut-être, mais fortement, que son émancipation par la Révolution, sera la récompense du combat qu'il mène depuis 1940. D'ailleurs ne sait-il pas que c'est par la révolution qu'il se fera une âme nouvelle, qu'il pourra enfin conquérir sa place dans les élites nouvelles ? C'est par sa révolution de 1789 que la France s'est régénérée à la fin du 18e siècle, et c'est par sa révolution de 1917 que le peuple russe a su transformer l'empire des Tsars, « colosse aux pieds d'argile », en une nation puissante, débordante de force, de dynamisme, d'enthousiasme.

Pour une révolution sans guerre civile !...

Mais il faut que notre révolution soit une révolution sans guerre civile, une révolution qui n'ajoute pas aux ruines de la guerre étrangère les dévastations, les pillages, les hécatombes de l'émeute.

L'imagerie terrifiante éditée pour discréditer la Révolution par les tenants du capitalisme, doit rester un produit de leur imagination affolée.

Cela est aujourd'hui parfaitement possible, car seuls quelques politiciens tarés et les exploiteurs traditionnels du peuple, peuvent redouter cette révolution et chercher à la combattre. Or ces hommes se sont pour la plupart mis en dehors de la communauté nationale en collaborant avec l'ennemi et seront à ce titre châtiés comme traîtres avant même qu'il soit besoin de les écraser comme contre-révolutionnaires. Il ne faut cependant pas que le peuple une fois maître de ses destinées se montre, faute d'unité ou par manque de préparation, incapable de mener sa tâche à bien, et que ses ennemis en profitent pour l'écraser. **C'est pourquoi dès maintenant il faut préparer et organiser la Révolution populaire.**

Ni les anciens hommes, ni les anciens partis !...

Il importe avant tout que le peuple choisisse des chefs capables de mener sa révolution à la victoire. La plupart des anciennes organisations politiques, se sont effondrées en 1940. Elles prétendent, malgré leur démission, reprendre leur place dans la cité, comme si elles étaient capables, après avoir donné les preuves de leur impuissance au moment où elles détenaient le pouvoir dans une France prospère, de diriger le relèvement d'un pays ruiné par la guerre, dépouillé par l'occupation. **Les faillites successives auxquelles les anciens partis politiques ont mené la France, leur interdisent aujourd'hui de prendre la tête de sa reconstruction.**

Seul des anciens partis, le Parti Communiste pourrait prétendre à cette mission en faisant valoir que seul dans la tourmente, il a gardé sa cohésion, il a pris une part active à la résistance, il a conservé sa foi révolutionnaire. Mais la composition sociale de la France ne permet pas de penser que le Parti Communiste soit capable de rassembler autour de lui cette unanimité nécessaire au succès d'une révolution véritablement populaire ; d'autre part il est à craindre que toute tentative révolutionnaire dirigée par le Parti Communiste ne soit le prétexte à la formation d'un bloc contre-révolutionnaire, commandé par un nouveau Gallifet et où se retrouveraient, aux côtés de la réaction néo-versaillaise, d'importantes fractions du peuple qu'une peur irraisonnée du communisme aveugle.

Pour un mouvement nouveau, large et populaire...

Le risque d'une nouvelle Commune, infiniment plus sanglante que la précédente, peut au contraire être évité si la Révolution est conduite par un mouvement nouveau, un mouvement jeune et populaire qui, né de l'épreuve et de l'espoir sur les ruines des anciens partis, s'appuierait sur les larges masses du peuple.

Ce qui ne veut pas dire que ce mouvement devrait seul préparer et diriger la révolution. Il ne saurait être question d'ignorer les différentes forces organisées de la nation qui existent déjà et agissent et dont la participation à la reconstruction du pays est à la fois souhaitable et inévitable. Le Parti Communiste est une de ces forces, comme le syndicalisme et les mouvements chrétiens sociaux en sont d'autres. C'est coude à coude avec ces diverses organisations que le relèvement de la France doit être entrepris.

Mais au-dessus de ces organisations qui touchent chacune une fraction particulière de la communauté française, il faut qu'un mouvement immense rassemble la grande masse de tous ceux qui sont restés jusqu'ici en dehors de tout groupement, de tous ceux que l'adhésion aux anciens partis avait dispersés et divisés, de tous ceux qui, membres déjà des organisations de résistance, considèrent, que leur tâche ne sera pas terminée au moment de la Victoire. La fusion dans ce creuset de tous ces éléments, donnera à la Révolution un caractère vraiment populaire en même temps qu'elle lui assurera grâce à la collaboration établie avec les organisations existantes une puissante assise nationale.

C'est ce mouvement que le " MOUVEMENT RÉVOLUTIONNAIRE SOCIALISTE " veut être.

Né de la fusion des mouvements " LIBÉRER ET FÉDÉRER " et " L'INSURGÉ ", qui depuis les toutes premières heures de la résistance luttent pour la libération de la France et pour sa reconstruction révolutionnaire, le **" Mouvement Révolutionnaire Socialiste " étend** son influence à presque toutes les régions du pays et groupe d'ores et déjà des dizaines de milliers de militants venus de tous les milieux du peuple et des différents horizons de la vie politique.

Mais cela ne suffit pas. Pour engager la bataille de la paix et pour vaincre, il faut une armée infiniment plus nombreuse et plus puissante. Et c'est pourquoi nous nous adressons à vous et vous appelons à venir renforcer nos rangs.

Ouvriers et paysans, manuels et intellectuels, anciens militants et sans partis, catholiques et libres penseurs, votre place est parmi nous.

Dans les villes et dans les campagnes, dans les ateliers et dans les bureaux, dans les maquis et dans les camps, groupez-vous par trois ou par cinq et constituez les noyaux actif du **Mouvement Révolutionnaire Socialiste.**

En passant par la voie par laquelle ce manifeste vous est parvenu, établissez la liaison avec l'organisation centrale du Mouvement.

Tout en prenant les plus grandes précautions pour assurer votre sécurité, utilisez tous les moyens dont vous disposez pour faire connaître le **Mouvement Révolutionnaire Socialiste** autour de vous, pour diffuser sa presse et répandre ses mots d'ordre.

Ne dites pas, je m'enrôlerai dans l'armée de la reconstruction quand le moment sera venu.

Ce moment est déjà venu !

Si vous ne voulez pas que la nouvelle Révolution Française se déroule demain dans la confusion, le désordre et au milieu d'un bain de sang inutilement versé, vous devez préparer dès maintenant la Révolution populaire en vous mobilisant en masse autour du drapeau du **Mouvement Révolutionnaire Socialiste.**

Programme d'Action

Le Mouvement Révolutionnaire Socialiste, est un mouvement populaire pour la libération et la renaissance dans une Europe unifiée d'une France reconstruite sur les bases d'un socialisme garantissant à l'individu le plein épanouissement de sa personnalité au sein de collectivités fondées sur la communauté des intérêts et jouissant dans ce cadre de la plus large autonomie.

La réalisation de ce but étant conditionnée par la défaite de l'Allemagne hitlérienne, *Le Mouvement Révolutionnaire Socialiste,* entend participer à la résistance contre l'occupant, sous l'égide du Comité Français de Libération Nationale, seul Gouvernement reconnu par le Peuple français pour diriger l'effort de guerre de notre pays et assurer la gestion des intérêts français jusqu'à la victoire.

Au lendemain de la victoire, *le Mouvement Révolutionnaire Socialiste,* est disposé à joindre son action à celle de toutes les forces révolutionnaires de la Nation, notamment le mouvement syndicaliste, le Parti Communiste, les mouvements chrétiens sociaux pour la réalisation du programme suivant :

A. - LIQUIDATION DES CONSÉQUENCES DE LA GUERRE PAR :

1° - Le jugement et châtiment rapide des traîtres, des spéculateurs et des profiteurs des malheurs de la patrie.

2° - Le rétablissement de la souveraineté de la France sur tous les territoires qui lui appartenaient avant 1939 et le retour à la France de tous les biens qui ont quitté le sol français depuis l'armistice du 24 juin 1940.

3° - Le rétablissement dans la mesure compatible avec les principes du nouveau régime, de tous les droits et libertés violés depuis la pénétration en France des armées allemandes.

4° - La reconstruction dans le cadre de la France nouvelle, de ce qui a été détruit du fait de la guerre.

B. - CONSTRUCTION D'UNE NOUVELLE ARMATURE ÉCONOMIQUE, POLITIQUE ET SOCIALE,

qui supprime l'exploitation de l'homme par l'homme, assure la gestion de l'économie dans l'intérêt du peuple et garantisse à chaque individu le plein épanouissement de sa personne par la participation effective aux différentes activités et responsabilités sociales et, aux diverses familles professionnelles et spirituelles de la Nation, la coordination de leur activité et le développement de leur solidarité dans le maximum de respect de leur autonomie.

Pour atteindre ce but, les mesures suivantes devront être prises :

1° - Nationalisation de toutes les entreprises qui ont acquis le caractère d'un service public :

- mines ;
- forces motrices (charbon, énergie hydraulique, pétrole, etc.) ;
- moyens de transports (chemin de fer, compagnies de navigation, transports aériens) ;
- assurances ;
- banques.

2° - Remise de toutes les autres grandes entreprises industrielles, commerciales et agricoles aux communautés de travailleurs et gestion de ces entreprises par des conseils d'administration élus au suffrage universel et au scrutin secret par l'assemblée des ouvriers et agents de maîtrise.

Respect de la propriété individuelle de la petite entreprise et de la propriété artisanale.

3° - Sauvegarde de la petite propriété agricole ; gestion des affaires agricoles par les conseils de paysans élus directement par les agriculteurs de chaque circonscription rurale ; développement de la coopération paysanne ; établissement dans chaque circonscription rurale d'un équipement mécanique ; revalorisation des produits de la terre.

4° - Organisation de l'économie française en économie planifiée et adaptation de son fonctionnement à son rôle Européen, de sorte que son insertion au sein de l'économie continentale puisse se réaliser sans crise grave et sans préjudice pour le peuple français.

5° - Contrôle du commerce extérieur.

6° - Instauration d'un régime de la presse, du cinéma et de la radio qui en réalise l'épuration et en garantisse la liberté.

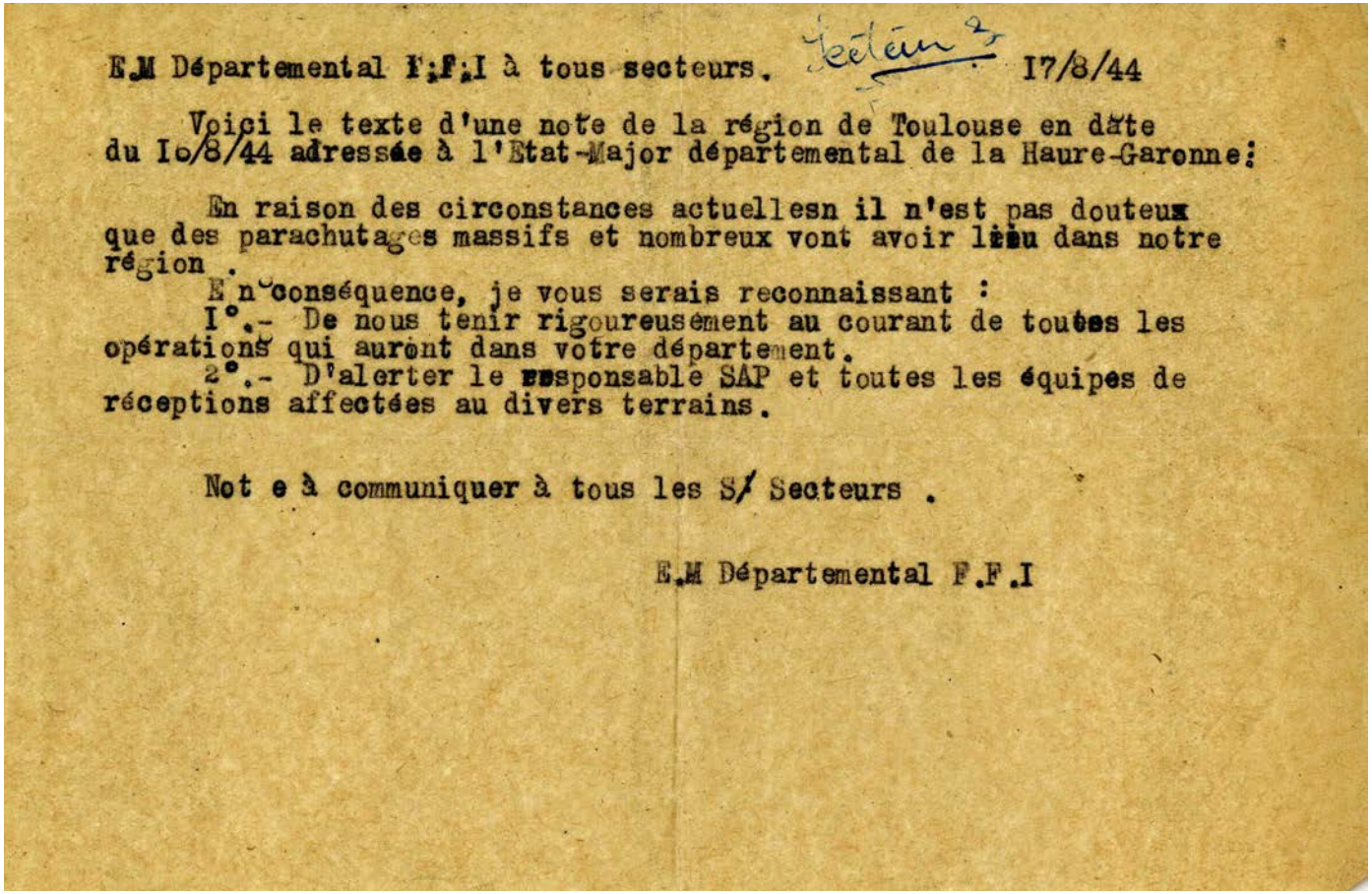
7° - Etablissement d'un régime de la famille garantissant sa stabilité, sa continuité et sa mission d'éducation.

8° - Organisation d'une nouvelle armature politique par l'élection des conseils des différentes entreprises, œuvres, institutions, établissements exprimant les diverses activités et fonctions collectives (industrielles, agricoles, éducatives, culturelles, spirituelles, morales, d'entra'aide, etc..) et la fédération de ces conseils par branches d'activité et sur le plan communal, départemental, régional et national en liaison avec une représentation du peuple établie sur la base du suffrage universel et de l'égalité civique des sexes.

C. - INTÉGRATION DE LA FRANCE DANS LES ÉTATS UNIS D'EUROPE.

Les notes clandestines de l'Etat-Major F.F.I.

L'État-major F.F.I. organise les préparatifs de la Libération en distribuant les consignes aux différents secteurs, maquis et groupes de résistants du département de la Haute-Garonne. **Le premier document date du 17 août 1944**, quelques jours avant la Libération de Toulouse. Les résistants espèrent des parachutages d'armes venant des Alliés. Si certains maquis bénéficient effectivement de ces parachutages, les résistants estiment qu'ils sont insuffisants et sont souvent déçus de ce manque de moyens. Des **containers** sont donc jetés par des avions alliés partis d'Angleterre. Ces avions sont essentiellement des bombardiers, dont les Alliés ont un grand besoin pour les missions militaires en Allemagne. Ils parachutent ces containers chargés **de rames de papier, de tracts, de nourriture et divers produits, d'armes et munitions, d'argent** pour soutenir et équiper les groupes de résistants et les maquis de Haute-Garonne. Les Alliés et la France Libre profitent aussi de ces parachutages pour larguer leurs journaux au-dessus de la France. C'est le cas notamment du ***Courrier de l'Air***. Des personnes sont également parachutées : **des émissaires et agents de la France Libre, des instructeurs, des opérateurs radio**, envoyés en France pour mettre leurs compétences au service de la Résistance intérieure.



E.M Départemental F.F.I à tous secteurs. Secteur 2 17/8/44

Voici le texte d'une note de la région de Toulouse en date du 16/8/44 adressée à l'Etat-Major départemental de la Haure-Garonne:

En raison des circonstances actuellesn il n'est pas douteux que des parachutages massifs et nombreux vont avoir lieu dans notre région .

En conséquence, je vous serais reconnaissant :

1°.- De nous tenir rigoureusement au courant de toutes les opérations qui auront dans votre département.

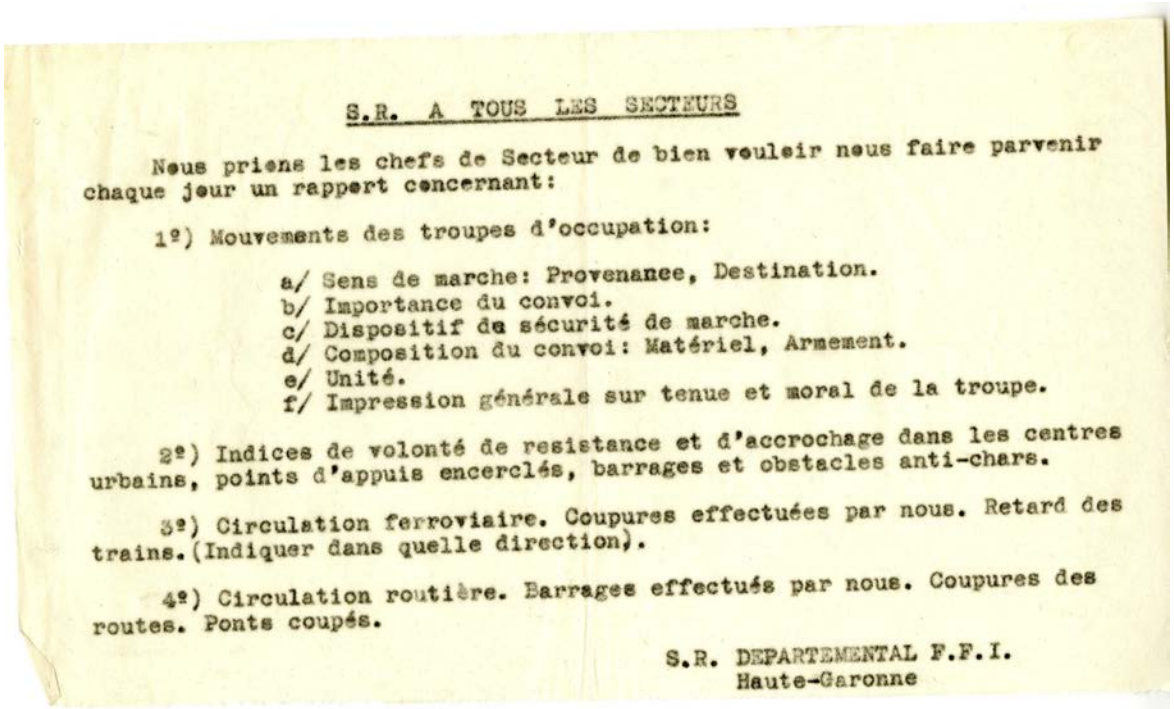
2°.- D'alerter le responsable SAP et toutes les équipes de réceptions affectées au divers terrains.

Not e à communiquer à tous les S/ Secteurs .

E.M Départemental F.F.I

Dans le deuxième document, l'Etat-major donne des instructions sur les renseignements et informations à récolter en vu de la Libération : mouvements des troupes de l'armée allemande, effectifs, moyens, armes. L'objectif est de **connaître le mieux possible les forces en présence et l'ennemi** avant le début des combats. Récoltés en France par la Résistance intérieure puis transmis en Angleterre, ces renseignements sont vitaux pour la France Libre et les Alliés. Plusieurs réseaux se spécialisent dans la collecte d'informations. En Haute-Garonne, **le réseau « Bertaux »** est le premier à réunir des renseignements et à les communiquer. D'autres se consacrent aussi à cette mission : **le réseau « Gallia »** dirigé par Maurice Jacquier (« Ambroise ») et son **sous-réseau « Régina »**, **le réseau « Goélette ».**

Le Service de renseignements de l'Etat-major (SR) cherche également à **recenser les différentes actions de résistance** (sabotages, combats, accrochages, barrages).



S.R. A TOUS LES SECTEURS

Nous prions les chefs de Secteur de bien vouloir nous faire parvenir chaque jour un rapport concernant:

1º) Mouvements des troupes d'occupation:

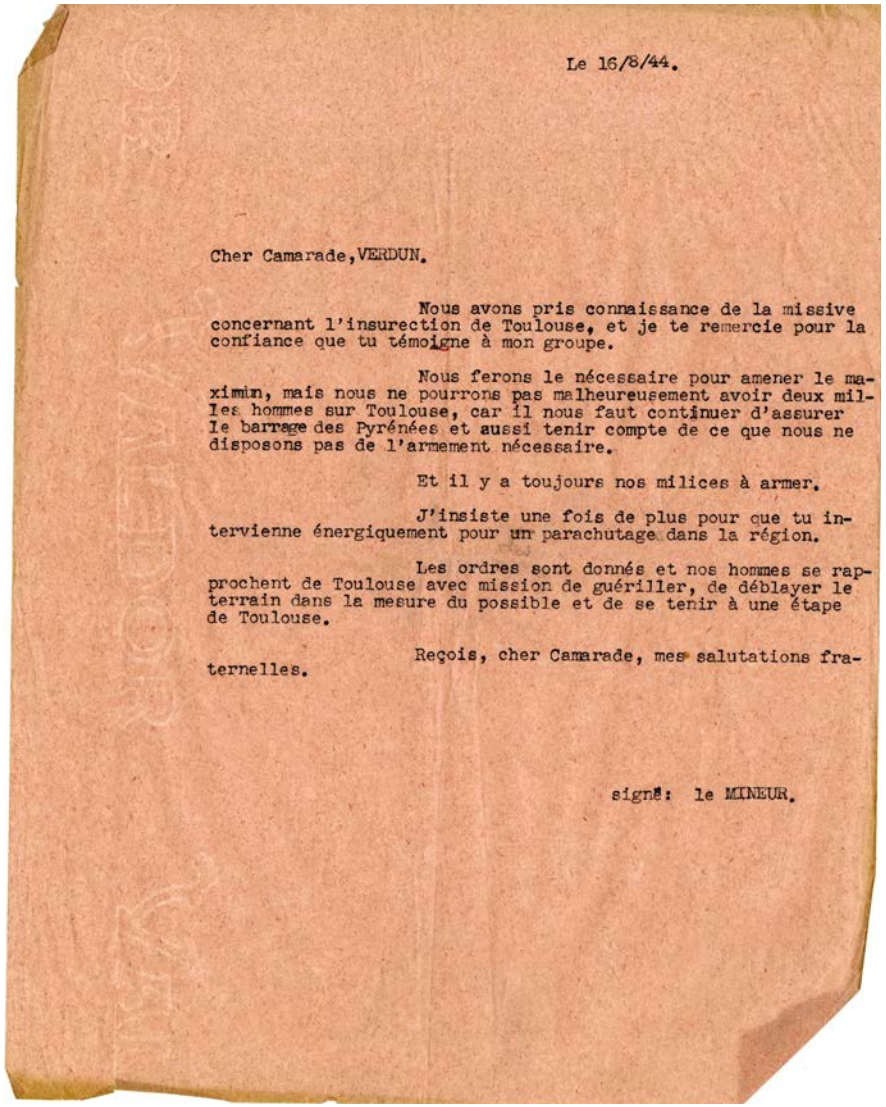
a/ Sens de marche: Provenance, Destination.
b/ Importance du convoi.
c/ Dispositif de sécurité de marche.
d/ Composition du convoi: Matériel, Armement.
e/ Unité.
f/ Impression générale sur tenue et moral de la troupe.

2º) Indices de volonté de resistance et d'accrochage dans les centres urbains, points d'appuis encerclés, barrages et obstacles anti-chars.

3º) Circulation ferroviaire. Coupures effectuées par nous. Retard des trains.(Indiquer dans quelle direction).

4º) Circulation routière. Barrages effectués par nous. Coupures des routes. Ponts coupés.

S.R. DEPARTEMENTAL F.F.I.
Haute-Garonne



Le 16/8/44.

Cher Camarade,VERDUN.

Nous avons pris connaissance de la missive concernant l'insurection de Toulouse, et je te remercie pour la confiance que tu témoigne à mon groupe.

Nous ferons le nécessaire pour amener le maximin, mais nous ne pourrons pas malheureusement avoir deux milles hommes sur Toulouse, car il nous faut continuer d'assurer le barrage des Pyrénées et aussi tenir compte de ce que nous ne disposons pas de l'armement nécessaire.

Et il y a toujours nos milices à armer.

J'insiste une fois de plus pour que tu intervienne énergiquement pour un parachutage dans la région.

Les ordres sont donnés et nos hommes se rapprochent de Toulouse avec mission de guériller, de déblayer le terrain dans la mesure du possible et de se tenir à une étape de Toulouse.

Reçois, cher Camarade, mes salutations fraternelles.

signé: le MINEUR.

Le Mineur : L'identité de ce résistant n'est pas connue, on sait seulement qu'il était le représentant des F.T.P. à l'Etat-major départemental des F.F.I.
Verdun : C'est l'un des pseudonymes de **Serge Ravanel**, chef des F.F.I.
Dans le troisième document, le passage à l'action se rapproche et les **F.T.P.**, incorporés dans les F.F.I., y contribuent.

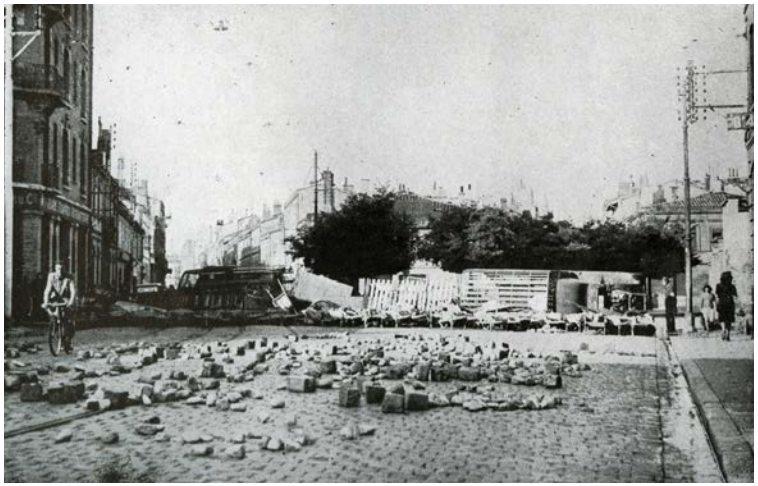
Images de la Libération de Toulouse

En octobre 1944, le Bulletin Municipal de la ville de Toulouse publie un numéro spécial consacré à la Libération. Les grandes figures de la Résistance locale sont présentées, ainsi que les membres du Comité Local de Libération toulousain. La publication rend également hommage aux résistants morts pendant l'occupation ou lors des combats de la Libération : François Verdier, les membres du maquis de Saint-Lys, Marcel Langer etc. La lettre d'indignation de Monseigneur Saliège, archevêque de Toulouse, face aux déportations des juifs est aussi reproduite.

Le Bulletin donne une large place aux photographies illustrant la Libération à Toulouse et ses combats.

Le Bulletin est consultable au centre de documentation du Musée départemental de la Résistance et de la Déportation.

1.



2.

3.

4.

1. Un coin de la place du Capitole le 21 août 1944 lors de la présentation du Comité Local de Libération.

2. Combat de la Libération à Toulouse. La barricade de la place Roquelaine.

3. Combat de la Libération à Toulouse. Une chicane au faubourg Bonnefoy.

4. Place du Capitole le 21 août 1944.

Photographies de Vié.

Rétablir l'ordre et la légalité républicaine : deux affiches toulousaines

C'est par les affiches que les nouvelles autorités républicaines transmettent leurs consignes et informations à la population. La nécessité de rétablir l'ordre se fait sentir après l'effervescence des journées de libération. Partout, dans ces textes, la République est affirmée, revendiquée.

« Le peuple français ne reconnaît qu'un seul gouvernement : le Gouvernement Provisoire de la République Française présidé par le Général De Gaulle […] »

IVe RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

FORCES FRANÇAISES DE L'INTÉRIEUR

La période de transition entre le régime de Vichy et la IVe République a été marquée par une série d'incidents regrettables provoqués par des éléments douteux.

Il convient de remédier à cet état de choses avec énergie.

Le Commandant des Forces Françaises de l'Intérieur de la Région de Toulouse, en p'ein accord avec le Commissaire de la République et le Comité Départemental de la Libération, a décidé de prendre le maintien de la sécurité publique en mains.

Il agira avec la dernière rigueur.

Les décisions suivantes sont prises et entrent en application immédiatement :

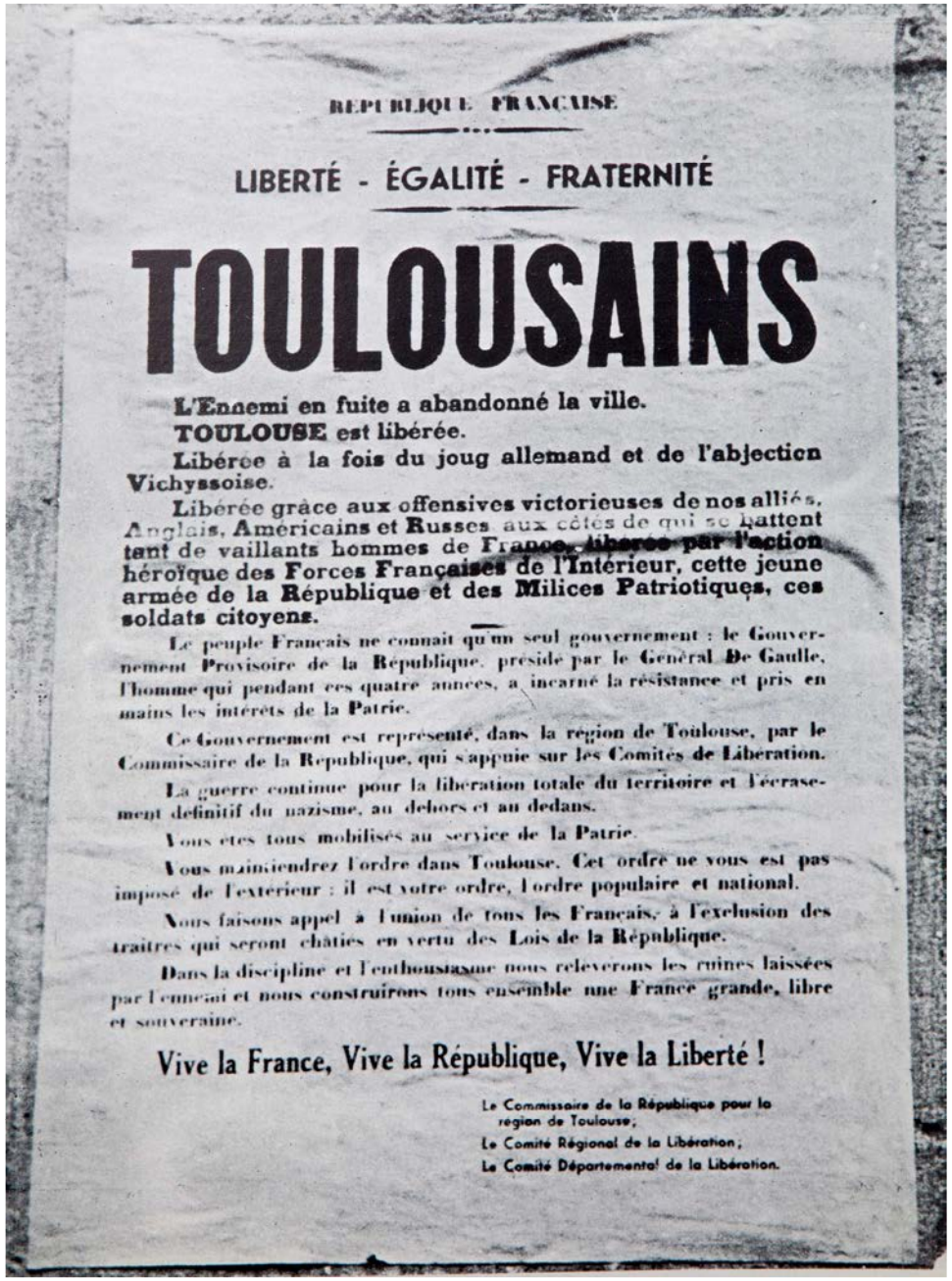
1° - Le Commandant GEORGES, Chef Départemental des F. F. I. du Lot, est nommé Chef de la Sécurité Intérieure de la Ville de TOULOUSE. Tous pouvoirs lui sont donnés pour maintenir l'ordre.

2° - Les Groupes Mobiles de Réserve (G.M.R.) et Gardes Mobiles (G. M.) sont dissous.

Leurs éléments peuvent s'engager individuellement dans les F. F. I.

Toulouse, le 24 Août 1944.

Le Colonel RAVANEL,
Commandant les Forces Françaises de l'Intérieur



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

TOULOUSAINS

L'Ennemi en fuite a abandonné la ville.
TOULOUSE est libérée.
Libérée à la fois du joug allemand et de l'abjection Vichyssoise.

Libérée grâce aux offensives victorieuses de nos alliés, Anglais, Américains et Russes, aux côtés de qui se battent tant de vaillants hommes de France, libérée par l'action héroïque des Forces Françaises de l'Intérieur, cette jeune armée de la République et des Milices Patriotiques, ces soldats citoyens.

Le peuple Français ne connait qu'un seul gouvernement : le Gouvernement Provisoire de la République, présidé par le Général De Gaulle, l'homme qui pendant ces quatre années, a incarné la résistance et pris en mains les intérêts de la Patrie.

Ce Gouvernement est représenté, dans la région de Toulouse, par le Commissaire de la République, qui s'appuie sur les Comités de Libération.

La guerre continue pour la libération totale du territoire et l'écrasement définitif du nazisme, au dehors et au dedans.

Vous êtes tous mobilisés au service de la Patrie.

Vous maintiendrez l'ordre dans Toulouse. Cet ordre ne vous est pas imposé de l'extérieur : il est votre ordre, l'ordre populaire et national.

Nous faisons appel à l'union de tous les Français, à l'exclusion des traîtres qui seront châtiés en vertu des Lois de la République.

Dans la discipline et l'enthousiasme nous relèverons les ruines laissées par l'ennemi et nous construirons tous ensemble une France grande, libre et souveraine.

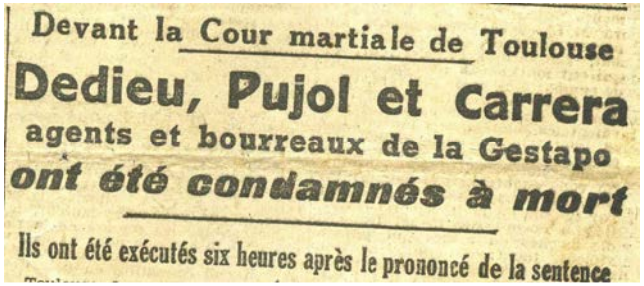
Vive la France, Vive la République, Vive la Liberté !

Le Commissaire de la République pour la région de Toulouse ;
Le Comité Régional de la Libération ;
Le Comité Départemental de la Libération.

Ces photographies sont extraites du Bulletin Municipal de la ville de Toulouse d'octobre 1944.

L’épuration en Haute-Garonne

Après les terribles dernières semaines de violence, la population exprime un **désir de vengeance** très fort à la Libération. Les résistants souhaitent également que justice soit rendue et qu’elle le soit vite. L’ambiance survoltée qui règne à Toulouse et dans le département à la suite des journées de libération sont le théâtre d’**arrestations arbitraires**, de **bavures** parfois. On fait la chasse aux « collabos », aux traîtres. Pour mettre à fin à ses actes, pour apaiser les esprits, des tribunaux d’exception sont créés en Haute-Garonne. **La cour martiale de Toulouse tient trois séances les 9, 11 et 15 septembre 1944 et condamne à mort huit personnes (dont une femme) pour des faits graves de collaboration.** Mais la déception est finalement importante. Pour beaucoup, trop peu de responsables ont réellement été punis malgré les arrestations nombreuses. La sévérité voulue au début s’est essoufflée progressivement…



Devant la Cour martiale de Toulouse

Dedieu, Pujol et Carrera

agents et bourreaux de la Gestapo

ont été condamnés à mort

Ils ont été exécutés six heures après le prononcé de la sentence

Les trois agents de la Gestapo (Carréra, Dedieu et Pujol) sont arrêtés par un groupe de résistants alors qu’ils tentaient de fuir. Ramenés sur Toulouse, ils sont jugés le 9 septembre 1944, condamnés à mort et exécutés immédiatement. Article et photographie publiés dans *La République du Sud-Ouest* du 10 septembre 1944.

La presse locale multiplie les articles et gros titres sur les collaborateurs arrêtés. Ce qui contribue à entretenir un climat tendu et vengeur dans la population. *La Voix du Midi* du 29 septembre 1944.

TROIS TRAITRES, ASSASSINS, condamnés à mort

(Suite de la 1re page)

Le jugement, fortement motivé, dit notamment que la qualité d’israélite de l’inculpée et le fait que ses rapports sexuels avec des Allemands ont été tolérés témoignent contre elle, que le fait qu’elle a prévenu une famille

la nazification de la pensée française sous l’égide de Pétain.

Frayssines subira le châtiment suprême. Ainsi en décide le tribunal.

G. P.

re spécialisé. S. M. de trahison.

« BULLETIN SANITAIRE »

Les directeurs des Variétés et du Plaza, les deux cinémas de Toulouse qui se sont le plus distingués par leur zèle hitlérophile, ont été enfermés dans une salle obscure.

Avec une cruche d’eau et 100 gr. de pain.

Mlle Lavialle est chef de service des expulsions et des naturalisations à la préfecture de la Haute-Garonne.

Elle porte un bien joli brassard bleu, blanc et rouge. Elle n’a, bien entendu, de commun que le nom avec Mlle Lavialle, chef de service des expulsions et des naturalisations à la préfecture de la Haute-Garonne sous Vichy, responsable personnellement de l’expulsion de milliers d’Espagnols et qui s’opposa à la destruction de la liste réclamée par la Gestapo de nos compatriotes juifs.

Si Mlle Lavialle était bien Mme Lavialle, ce serait trop fort, n’est-ce pas?

Il y a des industriels qui fabriquent du ciment. Il y a des entrepreneurs de construction. Il y a des transporteurs.

Il faut de tout pour faire un monde.

Il fallut de tout aussi pour construire le mur de l’Atlantique.

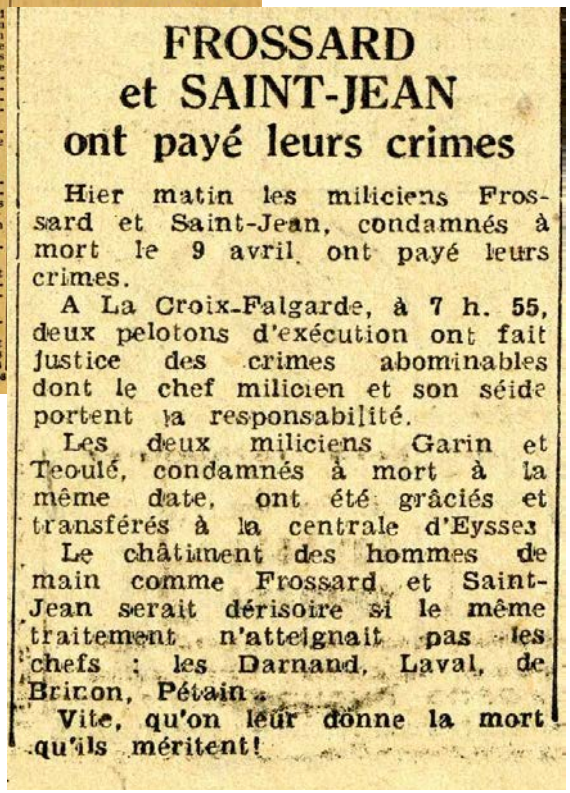
Bien sûr, nombre de patrons ont comme leurs ouvriers travaillé à con-

se les verront réclamer avec toute l’énergie nécessaire.

Frossard, chef de la Milice, provocateur et assassin, fait savoir, pour conserver le peu d’honneur qui lui reste, qu’il n’a rien de commun que le nom avec L.-O. Frossard, renégat.

Docteur GUILLOTIN.

Le « Bulletin sanitaire » du Docteur Guillotin est publié dans le journal communiste *Le Patriote*. Son directeur, André Wurmser, utilise ce pseudonyme dans cette rubrique consacrée à l’épuration. Pour lui, les sanctions ne sont pas assez dures, les procédures trop longues et lentes. *Le Patriote du Sud-Ouest* du 19 septembre 1944.



FROSSARD et SAINT-JEAN ont payé leurs crimes

Hier matin les miliciens Frossard et Saint-Jean, condamnés à mort le 9 avril, ont payé leurs crimes.

A La Croix-Falgarde, à 7 h. 55, deux pelotons d’exécution ont fait justice des crimes abominables dont le chef milicien et son séide portent la responsabilité.

Les deux miliciens Garin et Teoulé, condamnés à mort à la même date, ont été grâciés et transférés à la centrale d’Eysses.

Le châtiment des hommes de main comme Frossard et Saint-Jean serait dérisoire si le même traitement n’atteignait pas les chefs : les Darnand, Laval, de Brinon, Pétain.

Vite, qu’on leur donne la mort qu’ils méritent!

Le Patriote du Sud-Ouest du 15 mai 1944.

La presse de la Liberté en Haute-Garonne

La Libération sonne le retour de la liberté de parole et d'expression. En Haute-Garonne, c'est une véritable explosion de la presse : on assiste à une multiplication des titres. On trouve en kiosque *La République*, *L'Espoir*, *Le Patriote*, *La Victoire*, *La Démocratie*, etc. Au total, sept nouveaux quotidiens apparaissent, tous très différents dans les opinions exprimées. Quatorze nouveaux hebdomadaires sont également créés : *Valmy*, *Luttes*, *Témoignage chrétien*, *Renaissance*, *L'action des femmes*, *Jeunesse*, *L'Appel*, *Terre occitane*, etc. Cependant, ces titres vont avoir du mal à survivre à la fin de la décennie. De cette presse de la liberté, seul *Le Patriote* survit jusqu'en 1956. **Le retour aux grandes libertés et la fin de la censure participent à ce bouillonnement culturel d'après-guerre et à la diversité des opinions.**

JOURNAL DU Socialisme
L'ESPOIR
N° 1
23 Août 1944
Prix : 1 fr. 50

LA LIBERATION
début d'une ère nouvelle

Notre Maire

Un des nôtres :
Lucien CASSAGNE

Toulouse tout entière
honore les morts de la Résistance

Les obsèques des héros de la libération

LE PATRIOTE
du Sud-Ouest
ORGANE DU FRONT NATIONAL
de lutte pour la libération, l'indépendance et la grandeur de la France

TOULOUSE SALUE CHARLES DE GAULLE
président du gouvernement provisoire de la République

Trois fruits véreux de la propagande nazie sont condamnés à mort

LA JOURNÉE à TOULOUSE DU GÉNÉRAL DE GAULLE

LA LUTTE EST CHAQUE JOUR PLUS APRE
Les Américains ont repris Nancy

16 SEPTEMBRE

Toulouse acclame les soldats soviétiques

«BULLETIN SANITAIRE»

LES NAZIS MASSACRENT LEURS ENNEMIS
ILS ONT ASSASSINÉ THAELMANN

NANCY EST LIBRE

NUMERO 1
PRIX : 2 FRANCS
RÉDACTION : 46, r. de Languedoc
TÉLÉPHONE 249.29
JEUNESSE
ORGANE DES FORCES UNIES DE LA JEUNESSE PATRIOTIQUE DE LA HAUTE-GARONNE

UNION ET COMBAT

LE GÉNÉRAL DE GAULLE reçoit nos délégués

CE QUE VEULENT les Forces Unies de la Jeunesse Patriotique

Que devient le Commissariat départemental à la jeunesse ?

Hitler commandant en chef...

L'Espoir (« Journal du socialisme »), n°1, 23 août 1944.

Le Patriote du Sud-Ouest (« Organe du Front National de lutte pour la libération, l'indépendance et la grandeur de la France »), n°27, 16 septembre 1944.

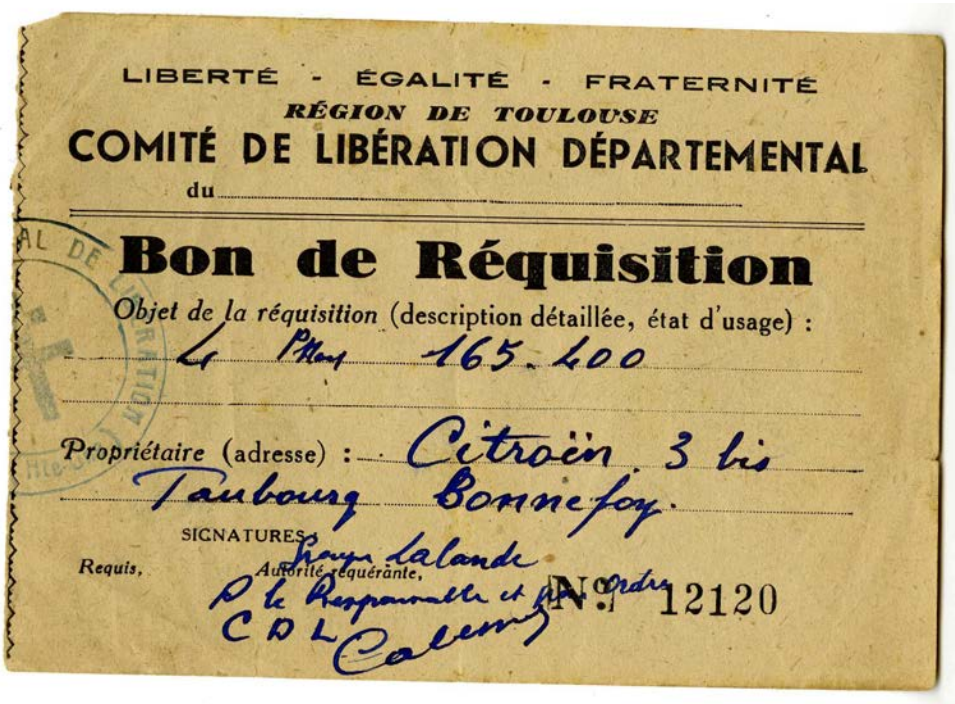
Jeunesse (« Organe des Forces Unies de la Jeunesse Patriotique de la Haute-Garonne »), n°1.

Les archives du Comité Local de Libération de Lalande (Toulouse) et de Saint-Béat

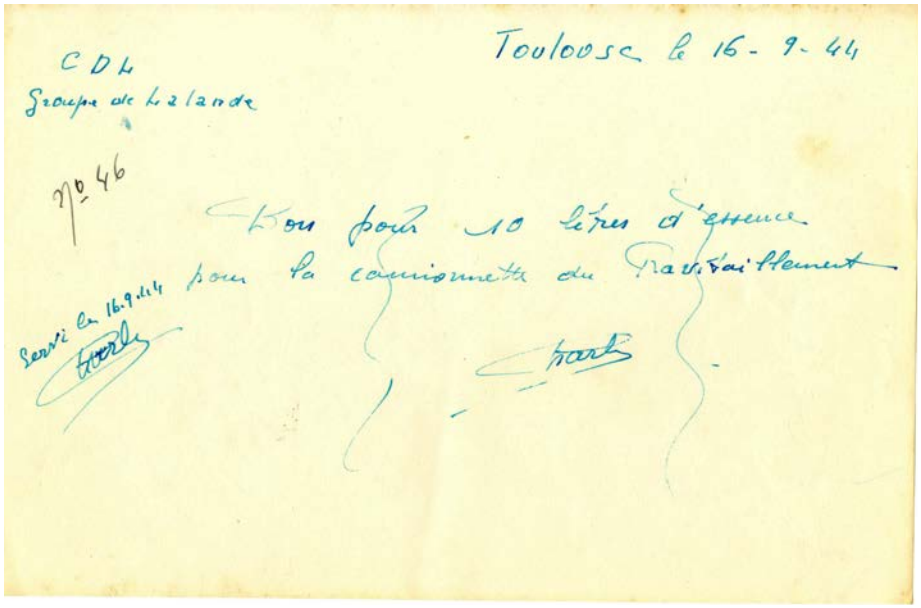
Le **Comité Départemental de Libération** est surchargé de travail, assailli de demandes, de réclamations, accaparé par les problèmes quotidiens liés à la Libération et à la mise en place de nouveaux pouvoirs, de nouvelles mesures etc. Il délègue donc ses pouvoirs **aux Comités Locaux de Libération qui gèrent les communes avec des municipalités provisoires.**

Le Musée départemental de la Résistance et de la Déportation conserve les archives de plusieurs C.L.L. dont celles du **quartier Lalande à Toulouse** et de la commune de **Saint-Béat (Sud de la Haute-Garonne)** grâce à un don récent.

Ces documents permettent de découvrir les problèmes rencontrés par les C.L.L. quelques jours seulement après la Libération. Tous connaissent les mêmes difficultés : **pénurie et ravitaillement**, **épuration des municipalités**, réception de **lettres dénonçant des collaborateurs** obligeant à ouvrir une enquête, **surveillance de certains groupes de F.F.I.** qui réquisitionnent abusivement voitures et nourritures, etc. Les membres des C.L.L. sont confrontés à une population très exigeante et doivent signaler tous les excès au C.D.L.


LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ
RÉGION DE TOULOUSE
COMITÉ DE LIBÉRATION DÉPARTEMENTAL
du
Bon de Réquisition
Objet de la réquisition (description détaillée, état d'usage) :
4 Pneus 165.400
Propriétaire (adresse) : Citroën 3 bis Faubourg Bonnefoy.
SIGNATURES
Requis, Autorité requérante,
Groupe Lalande
Le Responsable et pour le CDL Calemy
N° 12120

La devise républicaine « Liberté, Égalité, Fraternité » est déjà présente sur ce bon de réquisition du C.L.L. de Lalande, preuve de la volonté de rétablir vite la République.


CDL
Groupe de Lalande
Toulouse le 16-9-44
N° 46
Bon pour 10 litres d'essence pour la camionnette du Ravitaillement
Servi le 16.9.44

Les bons de réquisition sont parfois manuscrits, traduisant les difficultés matérielles de l'époque et de l'urgence à laquelle sont confrontés les représentants du C.L.L.

QUATRIEME REPUBLIQUE FRANCAISE

COMITE DEPARTEMENTAL DE LIBERATION
DE LA Hte GARONNE

Toulouse, le 23 Août 44

C.D.L. LALANDE
& Zône Nord

COUDERC
ALIMENTATION
47, Route de Paris, 47
TOULOUSE

DECLARATION DES STOCKS & DU NOMBRE DE CLIENTS INSCRITS

(A faire parvenir à la permanence du C.L. LALANDE 37, Route de Paris, le 24 Août dernier délai)

NOMBRE D'INSCRITS : Suivant denrée de 900 à 950 inscrits —

DESIGNATION	QUANTITE ou POIDS	DESIGNATION	QUANTITE ou POIDS	DESIGNATION	QUANTITE ou POIDS
Fromage -	80k	Légumes déshydratés	20k	VIN condommé courant	38H
Beurre -	50k	Sel -	600 -	VIN appellation contrôlée	10H
Margarine d'origine	10k	Conserves légumes	150 -		
Huile	112k	Conserves de poisson à l'huile	60k		
Café grillé	8k	Pâtes alimentaires	230k		
Café mélange N°	185k	Farines simples et composées	50k		
Sucre	735k				
Confitures	10k				
Chocolat	80k				
Petit déjeuner chocolaté -	10k				

COUDERC
ALIMENTATION
47, Route de Paris, 47
TOULOUSE

Le C.L.L. demande aux commerçants de recenser et inventorier leurs stocks en vu d'éventuelles réquisitions pour gérer les problèmes de ravitaillement de la population.

REMARQUE : Ce document est daté du 23 août 1944, trois jours seulement après la Libération de la ville de Toulouse. Pourtant, l'entête de ce document officiel du C.L.L. revendique déjà fièrement l'instauration de la « Quatrième République Française ».

Comité de Libération Nationale du Canton de Saint-Béat

Nous Président du Comité de Libération Nationale du Canton de St-Béat

Vu la Loi du II Juillet 1938
Et l'article V du Ier Septembre 1939

En raison de la nécéssité de pourvoir de façon urgente au ravitaillement de la population, et dans un but d'ordre général et d'intéret public
Donnons mandat à Mr Nouguès et
de procéder à toutes recherches utiles chez M
commerçant à à l'effet de découvrir tous stocks de marchandises qui peuvent être entreposées en leur possession et leur ordonnons si besoin est de perquisionner

A St-Béat le 31 Aout 1944
Le Président

Pour répondre aux besoins de la population et pallier à la pénurie, le C.L.L. est souvent contraint de réquisitionner la population. Il saisit également des stocks et équipements abandonnés par l'occupant nazi.

16 septembre 1944 : La visite du général De Gaulle à Toulouse

Arrivant de Montpellier dans la matinée, Charles De Gaulle est attendu à Toulouse par une foule immense et tous les résistants réunis. Il apparaît au balcon du Capitole pour un discours qui s'achève sur une *Marseillaise* reprise en cœur.

« Toulouse, Toulouse libre, Toulouse fière, fière parce qu'elle est libre et fière parce qu'au milieu de toutes les larmes, de toutes les angoisses, de toutes les espérances qu'elle a traversées, jamais Toulouse n'a cru que la France était perdue, jamais Toulouse n'a renoncé ni à la grandeur du pays, ni à sa victoire, ni à la liberté des hommes, ni à celles des Français et des Françaises. »

Ses déclarations restent générales et aucun engagement n'est pris. Les résistants, pour beaucoup, sont déçus par cette rencontre : ils s'attendaient à une reconnaissance officielle pour leurs actions. Mais De Gaulle vient à Toulouse avec la ferme intention d'affirmer son autorité et celle de son gouvernement dans une ville qu'il pense, à tort, survoltée, désordonnée et révolutionnaire. Les F.F.I. notamment, ces civils qui n'ont pas de grades dans l'armée, se sentent méprisés face au général qui n'a réellement de considération que pour les militaires. Cette visite, si elle est l'occasion de renforcer l'unité française, reste une déception pour les résistants. L'objectif du général d'assoir les représentants du pouvoir républicain est, quant à lui, atteint.

Vaincre (« Grand quotidien des Forces Françaises de l'Intérieur »), n°13, 17 septembre 1944.

Le Patriote du Sud-Ouest du 17 septembre 1944.

MÉTHODOLOGIE

Conseils pour bien préparer le Concours

Pas facile de se lancer dans la préparation du Concours de la Résistance. Par où commencer ? Où chercher ? Quels documents utiliser ? Une méthodologie de travail est indispensable pour ne pas perdre de temps et aller à l'essentiel. Si le thème du Concours change tous les ans, les étapes de préparation restent les mêmes. Voici quelques conseils et pistes de travail.

1. Comment aborder le Concours ?

- Réfléchir au thème. Dans un premier temps, il faut identifier les termes les plus importants du sujet et les définir. Le sujet doit être délimité pour fixer les cadres géographiques et chronologiques. **Cette étape est primordiale ! Elle vous permettra d'éviter le hors-sujet, de savoir ce qu'il faut chercher.**

- Maîtriser le contexte général. Selon la période à laquelle on commence à travailler sur le Concours, le cours sur la seconde guerre mondiale n'a peut être pas été étudié en classe. Connaître l'histoire de ce conflit est pourtant essentiel pour comprendre un thème précis. Il faut alors se tourner vers **son manuel d'histoire-géographie**, vers **le site internet du Musée** (voir les rubriques « Chronologie » et « La Résistance en Haute-Garonne »), ou se référer à **la partie 1 de cette publication.**

- Réunir une première documentation (données historiques, exemples, illustrations, témoignages) qu'il faut ensuite ordonner et classer. Un plan se dégage alors avec des axes forts, des notions importantes. Détaillez ce plan au maximum pour être sûr que les idées s'articulent bien. Cela est valable pour le devoir individuel et pour les travaux collectifs. On peut entamer ensuite des recherches plus approfondies pour que chaque idée soit développée et illustrée. L'important au final est d'avoir quasiment couvert l'ensemble du sujet.

2. Où et comment chercher ?

- Les Musées, mémoriaux et lieux de mémoires mettent à disposition des outils pédagogiques spécialement pour le Concours : des expositions, des publications, des visites… Par exemple, au Musée départemental de la Résistance et de la Déportation, l'équipe encadre les élèves qui viennent préparer leur Concours ; on peut consulter des ouvrages et des dossiers documentaires, parfois visionner des témoignages et chercher des informations, des documents, des objets dans les salles d'exposition. Des visites spéciales sur le thème du Concours sont aussi organisées.

- Les services d'archives et bibliothèques sont des lieux de ressources essentiels pour se documenter et, dans le cas des archives (municipales et départementales), trouver des documents originaux. Ces structures ont parfois des services pédagogiques qui aident à préparer le Concours.

- Les associations et amicales d'anciens résistants peuvent vous aider à entrer en contact avec des témoins, à orienter vos recherches. Certaines possèdent sans doute des archives intéressantes si elles acceptent de les mettre à disposition.

- Les sites Internet. A la fin de cette plaquette, une liste de sites internet incontournables est proposée. Ces sites sont des valeurs sûres où l'on est certain d'obtenir des informations. Beaucoup mettent en ligne leur propre publication sur le thème. On peut aussi compléter avec d'autres sites via les moteurs de recherche. **Il faut être vigilant sur leur contenu et leur fiabilité.** Attention ! Se lancer dans une recherche aléatoire peut être long et décourageant.

3. Quelle épreuve choisir ?

- Le devoir individuel convient aux élèves à l'aise en rédaction. Les épreuves sont identiques à celles du Brevet et du Bac. Le devoir individuel demande sans doute un travail plus personnel à l'élève même si certains le préparent en équipe en se présentant aussi dans la catégorie des mémoires collectifs. Le piège principal à éviter est bien sûr le hors-sujet ; d'autre part, il est important de ne pas lister froidement les faits historiques mais de constamment illustrer avec des exemples ou des témoignages. Il est nécessaire de montrer que l'on parle avant tout de l'humain.

- Les travaux collectifs (classiques ou audiovisuels) font appel à plus de créativité et d'imagination. Ils privilégient l'esprit d'équipe. Ces travaux sont sans limite de pages et de supports. Selon l'ampleur du projet collectif, il est nécessaire de commencer assez tôt. Les élèves sont libres de choisir la façon dont ils veulent traiter le sujet. Ils ne sont pas obligés de faire un mémoire « classique ». Ils peuvent prendre par exemple le parcours d'une personnalité, d'un témoin ou partir d'une série de documents etc.

4. L'état d'esprit du Concours

Le Concours de la Résistance et de la Déportation n'est pas un diplôme ou un examen. Les anciens résistants et déportés l'ont créé en 1961 pour perpétuer chez les jeunes la mémoire de ces années noires, pour que leurs combats et leurs souffrances ne tombent jamais dans l'oubli. Ce Concours est donc **un outil de transmission** car il encourage la rencontre directe entre les acteurs de ces événements et les jeunes. Il veut créer **un lien entre les générations** afin que l'on puisse **tirer des leçons civiques pour l'avenir.**

Participer au Concours, c'est essayer de comprendre et intégrer cet état d'esprit. Le but n'est pas de faire des élèves des spécialistes de la seconde guerre mondiale. Le but est de les faire réfléchir sur un thème, certes historique, mais qui a un écho dans notre actualité. Les candidats doivent être capables d'exprimer leur sensibilité face aux messages universelles portés par le thème ; ils doivent montrer en quoi le thème les touche et les interpelle encore aujourd'hui. En tant que citoyens, en tant qu'humains…

Rencontrer et questionner un témoin

Le Concours de la Résistance et de la Déportation est une opportunité formidable pour rencontrer les derniers « acteurs » encore en vie de la seconde guerre mondiale. Aujourd'hui, les témoins, anciens résistants et/ou déportés, sont très peu nombreux et âgés.

Prendre en compte la parole du témoin est un atout indéniable pour préparer le Concours. Mais écouter un témoignage, le recueillir puis l'étudier ne s'improvise pas. Voici quelques conseils pour aborder ce moment.

Étape 1 : Préparer la rencontre

a. Se renseigner sur la personne
Poser des questions à quelqu'un que l'on rencontre pour la première fois est délicat, d'autant plus quand cette personne a un passé douloureux. **Connaître le parcours du témoin aide à préparer les questions et à comprendre ses réponses.**

b. Élaborer un questionnaire
Il est conseillé de réfléchir au plus grand nombre de questions pour être sûr de ne rien oublier. Toutes ne seront pas posées au témoin. Il s'agira de les regrouper en thèmes ou parties. Par exemple, on peut choisir cet ordre :

- *Qui est le témoin ?* Nom, prénom, date, lieu de naissance, sa famille, son enfance, son lieu de résidence et sa situation professionnelle pendant la guerre.

- *Pourquoi, comment et quand est-il entré en Résistance ?* Était-il conscient des risques et des conséquences ? Avait-il peur ?

- *Quels actes de résistance a-t-il fait ? Comment a-t-il vécu la Libération ?* Etc.

Guy Marty avec les lauréats du Concours 2008.

Étape 2 : Recueillir le témoignage

a. Préparer les outils
Une caméra, un enregistreur, un appareil photo… **Les outils se prévoient** car

il est difficile de prendre des notes lors d'un entretien et délicat de faire répéter. **Il est bon également de demander au préalable au témoin s'il accepte d'être filmé et enregistré.**

b. Mener l'interview
En posant les questions, il faut être particulièrement attentif aux réponses du témoin et **se demander constamment si ce qu'il dit cadre bien avec ce que vous avez demandé.** D'où l'importance de prévoir des questions très précises afin d'éviter que la personne dévie sur d'autres sujets.

c. Respecter le témoin
Témoigner, c'est raviver des souvenirs souvent douloureux. Parfois, l'émotion liée à ces souvenirs peut gagner le témoin. Difficile alors de se positionner face à lui. Comment réagir ? Proposez-lui de faire une pause. Le mieux est alors de prendre son temps avant de poursuivre l'entretien. De la même façon, **il faut se préparer à entendre certains faits, actes ou mots durs et émouvants.** La position de celui qui pose les questions n'est donc pas évidente. Il est indispensable d'être bien conscient de ces difficultés pour s'y préparer.

Robert Carrière témoigne au camp de Dachau devant les lauréats du Concours 2010.

Étape 3 : Analyser et utiliser le récit d'un témoin

Après le moment de la rencontre vient celui de l'étude des paroles. C'est un travail essentiel. Plusieurs questions à se poser :

- Que doit-on garder ou enlever du témoignage ?
- Tout est-il historiquement fondé ?

Sans remettre en cause la parole du témoin **qui est et reste incontournable**, il faut aussi être capable de prendre du recul face à ses propos. Le temps et l'âge jouent contre ces personnes et il est tout à fait compréhensible que leurs souvenirs soient moins précis. **Confronter leur récit à des éléments historiques, croiser les sources à la manière d'un historien est indispensable.**

ANNEXES

Lexique

● **A.S.:** Armée Secrète. Organisation résistante militaire créée dès 1941 et gérée par Henri Frenay, chef du mouvement « Combat », en zone non occupée. Elle recrute essentiellement ses membres parmi les officiers. Elle a à sa charge la collecte d'informations et les évasions vers la France Libre, dans notre région via les Pyrénées.

● **Bellicisme :** Tendance à préférer l'utilisation de la force pour régler des problèmes internationaux. Contraire du pacifisme.

● **C.F.L.N. :** Comité Français de Libération Nationale. Héritier du Comité national français créé à Londres par le général De Gaulle, le C.F.L.N. est instauré en 1943.

● **C.O.M.A.C. :** Comité Militaire d'Action. Il est dissout après la Libération de Paris par Charles De Gaulle.

● **C.N.R. :** Conseil National de la Résistance.

● **Collaboration :** Politique d'entente avec l'occupant nazi mise en œuvre par le gouvernement de Vichy ; attitude complice de certains Français qui acceptent, travaillent et participent à la politique nazie ou à sa police.

● **Démocratie :** Régime politique dans lequel le peuple exerce sa souveraineté lui-même sans l'intermédiaire d'un organe représentatif ou par des représentants interposés.

● **Etat :** Entité politique constituée d'un territoire délimité par des frontières, d'une population et d'un pouvoir institutionnalisé.

● **France Libre :** Nom qui désigne le mouvement impulsé par Charles De Gaulle pour continuer la lutte hors des frontières de la France.

● **F.F.I. :** Forces Françaises de l'Intérieur. Créées au printemps 1944 pour unifier les unités militaires des divers mouvements de Résistance. Il y a trois principaux groupes qui les composent : O.R.A., A.S. et F.T.P.

● **F.F.L. :** Forces Françaises Libres. Combattants qui luttent à l'extérieur de la France, notamment à Londres et à Alger. Les F.F.L. sont formées dès l'été 1940 par le général De Gaulle sur la base de quelques unités militaires rapatriées en Angleterre.

● **F.T.P-M.O.I. :** Francs Tireurs Partisans-Main d'Œuvre Immigrée. Mouvement de résistance armé organisé par le Parti communiste regroupant des travailleurs de toutes nationalités résidant en France. Dans la région, c'est la 35e Brigade F.T.P-M.O.I « Marcel Langer » qui a opéré.

● **Gouvernement :** Équipe au pouvoir pendant un temps limité ; les changements de gouvernement sont normaux et fréquents dans n'importe quel régime à l'exception des régimes dictatoriaux ou totalitaires.

● **G.P.R.F. :** Gouvernement Provisoire de la République Française. Institué en remplacement du C.F.L.N. en juin 1944 et présidé par le général De Gaulle.

● **Maquis :** Lieu situé dans la forêt, dans la montagne ou à la campagne, peu accessible, où se regroupent et se cachent les résistants (les maquisards).

● **M.U.R. :** Mouvements Unis de la Résistance. En 1943, Jean Moulin réussit à unifier les principaux mouvements de la Résistance (« Combat », « Libération Sud » et « Franc-Tireur ») en une seule organisation.

● **Mouvement de Résistance :** Organisation clandestine « de masse » créée pour faire évoluer l'opinion. L'action d'un mouvement est essentiellement politique. Tous les mouvements avaient leur journal clandestin.

● **R4 :** Sur la carte de la France de la Résistance, R4 désigne la région militaire qui correspond à la région toulousaine. Cette France-là a été découpée en 12 régions militaires. Chaque chef militaire a autorité sur toutes les unités combattantes dans sa région et exerce des pouvoirs de contrôle et de coordination.

● **Régime :** Forme et cadre général dans lequel un pays est gouverné. Un régime peut durer des décennies, voire des siècles (ex : l'Ancien Régime). Un changement de régime se produit en général à l'occasion d'une crise grave (guerre, coup d'État, révolution).

● **Réseau de résistance :** Structure organisée secrètement sur le modèle militaire, ne groupant que les personnes nécessaires à son action. Celle-ci se développe vers le renseignement, le sabotage et les passages clandestins de personnes.

● **Résistance intérieure :** Ce terme désigne l'ensemble des résistants qui résistent sur le territoire français (en métropole) et qui subissent le régime de Vichy et l'occupation nazie.

● **S.T.O. :** Service du Travail Obligatoire. Instaurée le 16 février 1943 par le régime de Vichy, la loi impose aux jeunes hommes nés entre 1920 et 1922 de partir travailler pour le *Reich*, le plus souvent en Allemagne.

Bibliographie et autres ressources

Les ouvrages et documents suivants sont consultables au centre de documentation du Musée départemental de la Résistance et de la Déportation.

• Ouvrages généraux

AZÉMA Jean-Pierre, *L'occupation expliquée à mon petit-fils*, Paris, Seuil, 2012, 121 p.

COINTET Michèle et Jean-Paul (dir.), *Dictionnaire historique de la France sous l'occupation*, Paris, Tallandier, 2000, 732 p.

• Ouvrages généraux sur la Résistance

AUBRAC Lucie, *La Résistance expliquée à mes petits-enfants*, Paris, Seuil, 2000, 61 p.

MARCOT François (dir.), *Dictionnaire historique de la Résistance*. *Résistance intérieure et France Libre*, Paris, Robert Laffont, « Bouquins », 2006, 1187 p.

PIKETTY Guillaume, *Résister. Les archives intimes des combattants de l'ombre*, Paris, Éditions Textuel, 2011, 192 p.

VAST Cécile, *Les résistants en France*, Paris, Éditions Milan, collection « Les Essentiels Milan », 2009, 63 p.

• Ouvrages généraux sur le Débarquement et la Libération

AZÉMA Jean-Pierre et WIEVIORKA Olivier, *Les libérations de la France*, Paris, Ed. de la Martinière, 1993.

KEMP Anthony, *6 juin 1944. Le débarquement en Normandie*, Paris, Gallimard, collection « Découvertes Gallimard Histoire », 1994, 194 p.

HOLMES Richard, *6 juin 1944. Le débarquement du jour « J » à la libération de Paris*, Paris, Éditions Gründ, 2004, 64 p.

• La Résistance en Haute-Garonne

CUBERO José, *La Résistance à Toulouse et dans la région R4*, Bordeaux, Sud-Ouest, 2005, 414 p.

ESTEBE Jean, *Toulouse 1940-1944*, Mesnil-sur-L'Estrée, Perrin, 1996, 353 p.

GOUBET Michel et DEBAUGES Paul, *Histoire de la Résistance dans la Haute-Garonne*, Toulouse, Milan, 1986, 250 p.

LEROY Elérika, *Toulouse, mémoire des rues*, Toulouse, 2006.

MUSÉE DÉPARTEMENTAL DE LA RÉSISTANCE ET DE LA DÉPORTATION, *« Ce que nous sommes, ce que nous voulons ». La Résistance invente une nouvelle société*, Conseil Général de la Haute-Garonne, 2010.

• La Libération en Haute-Garonne

Août 1984. 40e anniversaire de la libération de la Haute-Garonne, 1984.

Bulletin Municipal, numéro spécial consacré à la libération, ville de Toulouse, octobre 1944.

La libération dans le midi de la France, travaux de l'Université de Toulouse-Le Mirail, 1986.

1944-1994, Cinquantenaire de la Libération de la Haute-Garonne, L'Union, Avril 1994.

19 août 1944 -19 août 2004. La libération de Toulouse. Fragments de mémoires. Photographies et légendes Jean Dieuzaide, Mairie de Toulouse, 2004.

Office National des Anciens Combattants et Victimes de Guerre, *Août 1944 : la liberté retrouvée. La libération de la région Midi-Pyrénées*.

• Sites Internet

Fondation pour la mémoire de la Résistance. http://www.fondationresistance.org/

Musée de la Résistance nationale. http://www.musee-resistance.com/

Musée de la Résistance et de la Déportation de l'Isère et la Maison des Droits de l'Homme. http://www.resistance-en-isere.com/

Eureka (Histoire Géographie Education Civique), site réalisé par l'Académie de Toulouse, rubrique « Histoire et Mémoire ». http://histoire-geographie.ac-toulouse.fr/web/744-histoire-et-memoire.php

• Les films

Le jour le plus long de Ken Annakin, Andrew Marton, Bernhard Wicki, Gerd Oswald et Darryl F. Zanuck, 1962 (sur le débarquement en Normandie).

Paris brûle-t-il ? de René Clément, 1966 (sur la Libération de Paris).

Il faut sauver le soldat Ryan de Steven Spielberg, 1998 (sur le débarquement en Normandie).

Série télévisée américaine *Band of brothers* (frères d'armes) créée par Tom Hanks et Steven Spielberg, 2001 (sur le débarquement en Normandie et les combats de libération en France et en Europe).

Série documentaire *Les combattants de l'ombre. La Résistance européenne 1939-1945* créée par Bernard George, 2011, Arte Éditions.

Les jours heureux. *Quand l'utopie des résistants devint réalité*, film documentaire de Gilles Perret, La Vaka Productions, 2013 (sur le programme du CNR).

Règlement du Concours

• Qui peut s'inscrire au Concours ? Comment s'inscrire ?

Publics visés. Le Concours est ouvert **à tous les collégiens de Troisième et aux lycéens** en France et dans les établissements scolaires français à l'étranger.

Inscription. Les chefs d'établissement inscrivent les candidats auprès de la Direction des services départementaux de l'Education nationale de leur département. **Les inscriptions sont généralement closes avant les vacances de Noël.**

Catégories. Les candidats peuvent concourir dans six catégories différentes et s'inscrire dans plusieurs catégories.

Au lycée

- Catégorie 1 : Devoir individuel réalisé en classe, sur un sujet choisi au niveau académique (3 heures).
- Catégorie 2 : Travail collectif (groupe de deux élèves minimum) sur le thème du Concours. Ex : mémoire associé, ou non, à d'autres supports.
- Catégorie 3 : Travail collectif (groupe de deux élèves minimum) exclusivement audiovisuel sur le thème du Concours. Ex : site internet, blog, diaporama, film etc.

Au collège, classe de troisième

- Catégorie 4 : Devoir individuel réalisé en classe, sur un sujet choisi au niveau académique (2 heures).
- Catégorie 5 : Travail collectif (groupe de deux élèves minimum) sur le thème du Concours (mémoire associé, ou non, à d'autres supports).
- Catégorie 6 : Travail collectif (groupe de deux élèves minimum) exclusivement audiovisuel sur le thème du Concours. Ex : site internet, blog, diaporama, film etc.

• Comment se déroulent les épreuves ?

L'épreuve individuelle (devoir sur table) aura lieu **le vendredi 21 mars 2014**. Les travaux collectifs ainsi que les copies des devoirs individuels seront remis au plus tard à la Direction des services départementaux de l'Education Nationale **le vendredi 28 mars 2014**. Le Concours de la Résistance se déroule sur deux niveaux et en deux temps :

Niveau départemental. Les élèves inscrits dans les catégories des devoirs individuels passent le même jour le Concours dans leur établissement. Les copies sont relevées à l'issue de l'épreuve et envoyées par chaque chef d'établissement à la Direction des services départementaux de l'Education nationale du département. Pour les élèves participant collectivement, les travaux sont regroupés par chaque chef d'établissement puis envoyés à la direction académique des services de l'Éducation nationale du département.

Un jury départemental se réunit en avril et désigne le meilleur travail dans chaque catégorie. Les élèves récompensés sont lauréats départementaux.

Niveau national. Les copies et travaux des meilleurs élèves de chaque département sont envoyés à Paris en mai de chaque année. Le jury national se réunit au cours de l'été et le palmarès est dévoilé au premier trimestre de l'année scolaire suivante.

Crédits photographiques

1- Conseil Général de la Haute-Garonne :

- Archives départementales de la Haute-Garonne. *La Dépêche* du 20 février 1942 : p. 8.
- Archives départementales de la Haute-Garonne. Photographie de l'arrivée des Allemands à Toulouse : p. 18.
- Gaëlle Avan-CG31 : pages 22 et 27.

2- Musées :

- Musée de la Résistance Nationale à Champigny sur Marne : tract « Nous voulons » p.12.

3- Fonds privés :

- Sylvette Gaillard : p. 15 (photographie Marie Dauriac), p. 31 (photographie Marie et Sylvain Dauriac).
- Raymonde Lamouille : p. 30 (photographies de ses parents).

4- Ouvrages :

- Affiche extraite de l'ouvrage *Républicains espagnols en Midi-Pyrénées. Exil, Histoire et Mémoire*, 2005 : p. 6.
- *Signes de la Collaboration et la Résistance. 1939-1945*, 2002, 176p. : p. 9.
- COINTET Michèle et Jean-Paul (dir.), *Dictionnaire historique de la France sous l'occupation* : p.41 (photo Jean Moulin).
- FARMER Sarah, TISSERON Serge, *Parlez-moi d'Oradour. 10 juin 1944. Photographies*, Editions Perrin et Centre de la mémoire d'Oradour, 2004, 140p. : p.19.
- ROUSSO Henry, *Les années noires. Vivre sous l'occupation*, Paris, Editions Gallimard, collection « Découverte Gallimard Histoire », 1992, 192p. : p. 19.
- GOUBET Michel, *Toulouse et la Haute-Garonne dans la guerre. 1939-1945. La vie quotidienne en images* : p. 27.

5- Bulletin municipal de la ville de Toulouse, octobre 1944 :

- Photographies de la libération de Toulouse : p. 39.
- Jean Cassou : p.16.
- Bombardement : p.20.
- Raymond Naves : Raymond Badiou, Pierre Bertaux : p. 24.
- Affiches de la libération de Toulouse : p. 40.

6- Sites internet :

- http://www.defense.gouv.fr : p.14 (Bataille de Bir-Hakeim © ECPAD-La Documentation française) : p.14.

TOUS LES AUTRES DOCUMENTS, OBJETS, ARCHIVES REPRODUITS SONT ISSUS DE LA COLLECTION ET DU FONDS DOCUMENTAIRE DU MUSÉE DÉPARTEMENTAL DE LA RÉSISTANCE ET DE LA DÉPORTATION.

Remerciements

Tous les témoins du Musée qui s'investissent au quotidien et qui ont mis à disposition leurs archives personnelles. Merci à Robert Carrière, Sylvette Gaillard, Raymonde Lamouille, Guy Marty, Jeanine Messerli et Conchita Ramos.

MUSÉE DÉPARTEMENTAL DE LA RÉSISTANCE
ET DE LA DÉPORTATION
52 allée des Demoiselles
31400 Toulouse
05.61.14.80.40.
www.musee-resistance31.fr
musee-resistance@cg31.fr